



CITIZEN KLEIN

**KRACH... OU COMMENT L'ÉVITER
RASSEMBLEMENT AUTOUR DU BON SENS
QUESTIONS À UN ENTREPRENEUR**

MARK ELIE KLEIN

*Le livre choc dont la parution
fait trembler votre banquier !*



FONDATION
Mark Elie Klein

CITIZEN KLEIN

KRACH... *OU COMMENT L'ÉVITER* RASSEMBLEMENT AUTOUR DU BON SENS QUESTIONS À UN ENTREPRENEUR

MARK ELIE KLEIN

Copyright © Mark Elie Klein 2011/2012 – Tous droits réservés dans tous pays – 'Citizen Klein' est une marque déposée. Aucune reproduction totale ou partielle de cet ouvrage dans un autre support et aucune modification ne sont autorisées, sans le consentement écrit et signé en original de Mark Elie Klein, qui est présumé l'avoir refusé. La circulation libre et gratuite du livre sous forme électronique ne crée aucune exception dans les prérogatives du droit d'auteur. Toute contrefaçon fera l'objet de poursuites. Les personnes citées ou indirectement désignées dans l'ouvrage jouissent d'une notoriété publique : tous les commentaires qui figurent dans le livre relèvent de la liberté d'opinion et d'expression, et ne sauraient aucunement, ni de près ni de loin, constituer un préjudice intentionnel à leur encontre, ni engager la responsabilité de l'auteur ou de la Fondation Mark Elie Klein.

Quelques-uns des premiers témoignages reçus...

« De temps en temps paraît un livre qui produit un électrochoc et change la vie de ses lecteurs. *Citizen Klein* entre dans cette catégorie et exerce une influence positive sur tous ceux qui ont décidé de prendre en main leur destin. »

Paul-Loup Sulitzer, Investisseur, 65 millions de lecteurs, Auteur de quarante best-sellers dont le dernier en date : « L'Empire du Nénuphar »

« Même si l'on n'adhère pas obligatoirement à toutes les idées du livre, force est de constater que ce pamphlet, envoyé d'un magistral coup droit par l'entrepreneur autodidacte et anticonformiste Mark Elie Klein, décrit crûment mais avec un certain bon sens des pratiques et des constats dont personne ne devrait être surpris. Ils nous interpellent tous individuellement et solidairement.

Dans cet ouvrage, l'auteur propose de nombreuses pistes dont l'une semble particulièrement intéressante : la construction de maisons sous des formes et conditions permettant de combler très rapidement le manque important de logements sociaux. Ceci entraînerait une réduction sensible de certains budgets de l'État, sans compter les avantages collatéraux. Cet exemple prouve que nous avons, toutes et tous, la capacité de modifier le cours des choses à condition de nous en donner la peine. »

Christian Motsch, Expert Immobilier

Et le compte-rendu du comité de lecture d'un des plus grands éditeurs parisiens, qui a demandé à signer pour une sortie future en librairie.

« **Un entrepreneur indigné qui met les pieds dans le plat.**

Si on devait éliminer tous les spéculateurs malhonnêtes, ce serait un génocide ! Voilà un petit bréviaire épatant et plein de bon sens sur le bilan du chaos économique actuel, qui parle à tous les citoyens du monde - clair, argumenté, sans langue de bois et écrit par un entrepreneur parti de rien et qui a fait fortune. Du vécu pur et dur. Ce livre est un constat à charge contre le système bancaire et l'incurie politique dans le monde occidental depuis trente ans. S'il s'indigne, l'auteur donne aussi des solutions, fussent-elles radicales, comme celle de nationaliser les banques. Écrit dans un style direct, souvent très drôle, l'ouvrage présente aussi des portraits saignants de décideurs et dirigeants très médiatisés qui se reconnaîtront pour leur pratique du mensonge et le prix de la tartufferie. À la lecture de ce livre, les citoyens grugés se sentent tous des 'Monsieur Klein'. »

« L'avenir a plusieurs noms. Pour les faibles, il se nomme l'impossible; pour les timides, il se nomme l'inconnu; pour les penseurs et pour les vaillants, il se nomme l'idéal. »

Victor Hugo

« Amène moi un homme qui veut réussir au bénéfice de la collectivité, et je t'en ferai un entrepreneur. Amène moi un homme qui veut réussir pour enrichir sa caste au détriment de la collectivité, et je t'en ferai un banquier. »

Mark Elie Klein



Série d'entretiens conduite par Anna Vandenberg, étudiante à Sciences Po



I ntroduction

En tant qu'étudiante à Sciences Po, j'ai toujours souhaité confronter le caractère théorique de notre enseignement à l'expérience de terrain, au savoir non plus inerte mais empirique, investi dans l'action, applicable dans le concret. J'ai rencontré quelqu'un qui incarne le modèle de succès "Street Smart", par contraste avec le modèle "Book Smart".

Mark Elie Klein fait profiter les entrepreneurs en herbe ou confirmés des connaissances pratiques acquises tout au long d'une trajectoire de plus de quarante ans depuis le point zéro jusqu'à l'Elite League des affaires. Il insiste sur la nécessité de faire preuve de ténacité et de persuasion. Il incite à faire confiance à son instinct, à l'orientation naturelle vers le bon sens. Il encourage à visualiser le résultat final et à organiser ses actions dans ce but. Mais j'interroge surtout un homme parfaitement lucide sur les causes et les enjeux de la violente situation financière que nous traversons. Sa réussite aurait pu lui permettre de prendre de la distance, loin des conséquences de cette dépression économique qui ne finit pas de nous tirer vers le bas, de toutes ces dettes dont ma génération va hériter. Tout au contraire, il met sa longue expérience au service de ses concitoyens, mais aussi –par delà les frontières – de tous les preneurs d'initiative qui se retrouvent empêchés d'avancer. Mark Elie Klein estime qu'il est grand temps de refonder un "New Deal" pour sortir enfin de la récession et retrouver la voie de la prospérité.

Il pense que les élections 2012 vont occasionner une prise de conscience et que le nouvel exécutif comme les nouveaux élus ou réélus auront une opportunité historique majeure de mettre en œuvre les solutions décisives qu'il préconise. Cet ouvrage opère la synthèse de l'ensemble de nos entretiens.

1 - Ma motivation à écrire ce livre

- Alors? pourquoi ce titre "Citizen Klein" ? Quel est le sens de ce livre ?

- Chère Anna, j'ai choisi ce titre en clin d'œil explicite au chef d'œuvre d'Orson Welles, parce que c'est précisément le citoyen Klein qui accomplit une démarche civique, simple, de participation à la vie de la collectivité. Je ne suis pas un gourou, je ne brigue aucun poste politique. Je veux simplement partager des idées issues de ma propre expérience d'entrepreneur en France et à l'étranger. J'aime mon pays, la France, où plus de huit millions de nos concitoyens vivent avec moins de 954 € par mois. Je ne pouvais pas rester indifférent à ce constat. Je souhaite, par ce livre, encourager un grand nombre d'acteurs économiques de toute taille, notamment les artisans, commerçants, petites et moyennes entreprises, à ne pas baisser les bras. Les motiver, et peut-être -qui sait- les inspirer.

- Au cours de nos conversations pour préparer cet échange, vous m'avez semblé plus que critique à propos du comportement des banques...

- C'est le moins qu'on puisse dire. Bulles spéculatives... crise du crédit... crise des dettes souveraines, l'industrie financière est en train de précipiter les États, la monnaie et les économies au bord du chaos. Un traitement de choc s'avère indispensable. Cette année électorale nous en fournit l'occasion. Saisissons-la. Les quelques idées dont nous allons débattre constituent ma contribution.

- Vous pensez qu'il est temps d'éliminer tous ces spéculateurs irresponsables ou parfois malhonnêtes ?

- Éliminer tous les spéculateurs malhonnêtes, ça serait un génocide.

- On commence fort ! Vous aviez bien compris que je voulais dire « modifier leur système de fonctionnement ».

- Quand des individus agissent de manière nuisible sur l'ensemble de la société, on les

enlève. Quand tout le système s'avère nuisible, on en change.

- Vous pensez que votre témoignage peut aider les acteurs de l'économie réelle et nourrir la réflexion des décideurs politiques. Est-ce l'idée ?

- Ça va beaucoup plus loin. Le manifeste de Stéphane Hessel « Indignez-vous » m'a permis de constater qu'un opuscule pouvait déclencher plus de cent cinquante rassemblements d'individus dans toutes les capitales du monde qui ne supportaient plus de voir leur niveau de vie se dégrader toujours davantage. Cependant, à la différence d'un essai angélique portant sur des généralités et des bons sentiments, je veux que mon livre catalyse les forces vives de l'économie, les artisans, les commerçants, les chefs d'entreprises petites ou moyennes. J'exhorte à se rassembler tous ceux qui refusent de considérer le tourbillon du déclin économique comme inexorable. Je préconise les solutions qui pourraient rétablir la confiance et favoriser un retour de la croissance. J'invite enfin à se manifester tous ceux qui veulent éjecter hors de notre vie les financiers malfaisants qui ont fait perdre à des millions de personnes leurs économies, leurs emplois et leurs maisons. Cette réalité est parfaitement décrite dans le documentaire « Inside Job » de Charles Ferguson oscarisé en 2010 et résumé par la formule « le hold-up parfait ». J'espère recevoir de nombreuses réactions de tous ceux qui, quatre-vingts ans après celui de Roosevelt, veulent soutenir un vaste New Deal européen afin d'impulser une déterminante relance économique de grande ampleur. Ne me considérez pas comme un destructeur mais comme un libérateur du capitalisme d'entreprise.

- Vous disiez que vous ne cherchiez à prendre la tête d'aucun mouvement...

- Je vous le confirme. J'écris avec votre concours un livre citoyen. Je ne désire aucune nomination. Personne n'a besoin de me tresser de couronne de lauriers. Je laisse la possibilité de me contacter à quiconque en serait désireux, mais, idéalement, j'espère que divers politiques et grands leaders d'opinion s'empareront des solutions que j'avance pour les appliquer. Quarante ans dans les affaires en première division me permettent –en tout cas je l'espère– d'apporter une certaine expérience au service de l'action réaliste et d'un retour au bon sens efficace, pour dépasser la crise et combattre la paupérisation de nos compatriotes.

- Au cours de nos échanges préliminaires, j'avais surtout compris que votre démarche consistait à abonder le débat public afin qu'on parvienne enfin à apercevoir une lumière au bout du tunnel de la dépression économique. C'est bien ça ?

- Tout d'abord, en tant qu'entrepreneur, l'idée me taquinait depuis longtemps d'écrire un livre sur les difficultés rencontrées par les PME, PMI, TPE, artisans et autres acteurs pour financer leur croissance. Mais compte tenu de la gravité de la crise en double creux que nous traversons, je considère que ce message s'adresse à l'ensemble de nos concitoyens. L'urgence de la situation m'a donné à penser que le moment était venu de faire entendre ma voix. Je veux aussi encourager la jeune génération à ne pas baisser les bras et être inventive. À toutes les époques, encore aujourd'hui, il existe de nombreuses opportunités permettant de se réaliser. Pour sortir de la spirale infernale du chômage, je crois beaucoup au chemin de l'entreprise. C'est le seul qui n'ait pas de limite supérieure. Sous réserve que les conditions de son financement, si dégradées aujourd'hui, soient définitivement restaurées.

- Je voudrais d'abord comprendre les raisons de ce livre, quel itinéraire vous a conduit à le préparer, et quels sont les ressorts de cette crise qui n'en finit pas pour laquelle vous pensez avoir des solutions.

- Pour ce qui est de mon parcours et ensuite de la crise, je prévoyais qu'on y consacre les deux prochains chapitres. S'agissant des raisons de ce livre, j'avais commencé à vous les décrire. Je me proposais, à cette occasion, d'émettre sur la situation actuelle les avis et recommandations que permet une longue expérience d'entrepreneur. Mais il y a aussi un côté affectif. Ce livre est dédié à mon fils Antony qui vient d'avoir 17 ans en 2012, afin qu'il connaisse la valeur de l'argent et qu'il reste humble ; je voudrais lui démontrer qu'on peut réussir par le travail, la volonté et la persévérance. Mon fils Antony représente le bonheur le plus abouti et la plus belle réussite de ma vie.

2 – La création de ma première entreprise

- Nous pourrions commencer par raconter un peu votre itinéraire, ce qui vous a conduit à constituer de nombreuses sociétés, surtout dans l'immobilier...

- Volontiers. Je vais surtout aborder mes tous débuts, plus particulièrement à l'adresse de ceux qui envisagent de se lancer dans l'aventure. J'avais 20 ans, je rentrais du service militaire. Je dois préciser que je ne suis pas né avec une cuiller en or. Il fallait que j'endure tous les jours trois heures de transport pour me voir infliger une occupation payée au ras des pâquerettes comme employé aux écritures à 600 Francs par mois. Je n'étais pas du genre à m'en satisfaire. Quand on n'a ni diplômes ni relations, et pas un sou vaillant, ça limite les options. Il en restait une : la vente. Autant choisir le meilleur support : l'immobilier. J'ai enchaîné les postes de négociateur. J'ai découvert le business sur le tas. J'apprenais quelque chose tous les jours. Quand j'ai enfin décroché un poste stable, il a fallu que je tombe sur le style de patron qui confondait le chiffre d'affaires et les bénéfices pour se financer un train de vie de nabab. Ça n'a pas traîné, il a fini par déposer le bilan et je me suis retrouvé à cocher les offres d'emploi.

J'ai essayé ensuite de me vendre tous azimuts, en me présentant chez une ribambelle d'agents immobiliers. J'avais beau m'escrimer à leur démontrer que je pouvais réaliser le chiffre d'affaires de deux ou trois collaborateurs réunis, je ne rencontrais que des rebuffades. Même en renonçant à tout salaire fixe, uniquement payé à la commission, il n'y avait rien à faire.

- Apparemment, déjà à cette époque, il fallait s'accrocher pour trouver du travail...

- Il fallait être tenace. Comme j'étais au pied du mur, j'ai dû me rabattre sur la location d'appartements, payé à la signature de chaque contrat. Je suis entré dans une toute petite agence spécialisée dans le locatif, rue de La Boétie à Paris. La propriétaire a abrégé mon parcours du combattant en me faisant tout de suite confiance. Il y avait là plusieurs conseillers qui se démenaient pour rentrer des affaires. L'un d'eux, un

quinquagénaire avenant dénommé Jean Rey, expert judiciaire auprès des tribunaux, a sympathisé avec moi et m'a proposé une association. Il m'a demandé si mon père pouvait me prêter de l'argent ; je lui ai répondu que mon père était ouvrier, que ma mère était femme au foyer et qu'elle élevait mes deux frères, avec des fins de mois étriquées. J'ai créé ma première entreprise avec ce Mr Rey. Il m'a précisé qu'il ne voulait pas apparaître sur le registre du commerce parce qu'il était en instance de divorce. Il disait vouloir éviter que sa conjointe ne rafle ses économies. C'est lui qui a mis les fonds nécessaires dans l'entreprise. J'avais enfin l'occasion de m'installer.

- Donc, vous vous retrouvez pour la première fois à votre compte. C'était en quelle année ?

- Ce fut une chance d'avoir vingt deux ans en 1968. J'avais vite capté que ma culture pop à moi, c'était l'art des affaires. Entreprendre, donner vie à des projets. J'avais les poches vides, mais j'étais gonflé à bloc. Cette toute première société représentait enfin l'occasion de décoller. Nous l'avons immatriculée juste après les manifestations de Mai 68.

- Au lieu de lancer des pavés, vous vous êtes propulsé dans les affaires avec un associé de trente ans votre aîné, n'est-ce pas ?

- C'est une question que m'a posée mon père. Pas à propos des pavés, mais sur l'âge de mon partenaire. Il ne comprenait pas qu'un homme d'âge mûr avec un tel pedigree s'associe avec un jeune. J'avais vu plusieurs fois mon associé brandir sa carte officielle barrée des couleurs bleu-blanc-rouge. Même les uniformes se mettaient au garde-à-vous. J'étais persuadé que tout était régulier. À peine dix jours après notre ouverture, deux types avec des airs de croquemorts en moins désopilant se sont présentés à la porte de l'agence. J'ai ouvert. Ils ont demandé à voir Mr Stevenin. J'ai répondu que je ne connaissais pas ce Monsieur. Ils ont précisé « Mr Rey ». Je les ai accompagnés à son bureau. Et là, comme en pleine série TV, ils ont alpagué Jean Rey. Avant de l'emmener, ils m'ont lancé « Vous êtes convoqué au commissariat, boulevard Gouvion St Cyr. Vous demanderez le Commissaire Petroti ». Ils ont ajouté en partant « Les problèmes vont commencer pour vous ». J'ai tout de suite appelé mon père qui m'a remonté le moral. Malgré tout, ça m'a vraiment marqué. 43 ans après, je revis la scène comme si elle s'était déroulée hier. Je pourrais même raconter en détail les deux heures que j'ai passées au poste.

Le Commissaire m'a bombardé de questions, mais sur le mode courtois. Il a très bien compris que je n'avais rien à voir dans l'affaire. Quand j'ai dit que Rey était expert judiciaire, que j'avais vu sa carte tricolore, le Commissaire a ouvert une des valises qu'il

avait fait saisir. À ma stupéfaction, elle contenait plus d'une centaine de cartes d'expert à des noms différents. On était tous assis au poste autour d'un bureau. Rey a pu me glisser « Je vais te donner le numéro de ma femme, tu lui téléphoneras et elle comprendra ». Je lui ai répondu « vous m'aviez dit que vous étiez en instance de divorce ». C'est là qu'il m'a rétorqué « Non. Je suis toujours marié mais j'ai pris cette défausse pour ne pas apparaître sur le registre du commerce ». J'ai expliqué aux policiers que Jean Rey avait mis 16.000 Francs sur le compte professionnel de l'entreprise, enregistrée uniquement à mon nom, dont il ne restait que 2.000 à 3.000 Francs, mais que je n'étais pas capable de rembourser. Le commissaire m'a répliqué de voir ça directement avec Mr Stevenin. Ce dernier m'a dit « Tu rembourseras ma femme quand tu pourras. Ne t'en fais pas, accroche-toi et tu vas réussir ». Le Commissaire m'a précisé que j'étais plutôt chanceux, car cela faisait environ cinq ans que la police essayait de le coincer. Le nom de l'entreprise, Jean Mark Immobilier, qui faisait un peu salon de coiffure, leur avait paru suspect et les avait mis sur sa trace.

- Un démarrage dans les affaires plutôt rocambolesque !

- On peut le dire. Dès le lendemain, je me suis défoncé au travail pour oublier ce cauchemar. Pendant quelques mois, j'ai gambergé sur ce qu'il m'était arrivé. Soit j'en voulais à Rey de m'avoir mené en bateau en me cachant une vérité qui aurait pu m'attirer un paquet d'ennuis s'il n'avait pas été arrêté. D'un autre côté, il m'avait fourni une opportunité, car je m'étais retrouvé à la tête d'une affaire, avec l'impératif de réussir et de rembourser en priorité les 16.000 Francs à sa femme. J'ai travaillé d'arrache-pied environ 70 heures par semaine (on est loin des 35 heures) et environ un an après, non seulement j'avais remboursé ce que je devais, mais j'avais acheté un petit bolide et m'étais offert une échappée belle à Cannes, au Carlton, en compagnie de ma girlfriend de l'époque. Du temps a passé, pendant lequel je suis monté en régime dans l'immobilier. Je n'ai eu aucune nouvelle de Stevenin alias Rey pendant trois ans. Un jour, j'ai reçu une lettre de la prison de la Santé d'où il m'écrivait « Cher Mark, j'ai appris ton expansion éclatante. Bravo. Je vais te demander une faveur : mon fils vient de passer sa licence en droit. J'aimerais que tu le prennes en stage. » Son fils est venu en formation et j'ai eu beaucoup de plaisir à travailler avec lui. Il s'est montré brillant et doué. En discutant tous les deux, j'ai cru comprendre que son père avait monté une très grosse affaire avec un associé, lequel avait détourné des fonds importants et s'était escamoté en Amérique du Sud. Le père avait essayé de se refaire mais n'y était pas arrivé et, malheureusement, n'avait pas pu s'acquitter vis-à-vis de toutes les personnes qui lui avaient prêté. Il a dû, je suppose, emprunter à Paul pour rembourser Pierre. C'est ce type de cavalerie qui a dû le faire tomber. Je n'ai plus eu de nouvelles par la suite.

- *Quelle histoire ! Mais là, vous faites un bond en avant de trois ans; que s'est-il passé à l'époque où vous veniez tout juste de créer votre première société et que votre associé s'est fait arrêter ? Vous n'avez quand même pas eu une réussite instantanée !*

- Quand j'y repense, c'est arrivé plutôt rapidement. Me retrouvant seul à bord, j'ai donc démarré cette société en pur autodidacte. Il m'a fallu réunir toute la motivation et la persévérance dont j'étais capable, mais le succès n'a pas tardé à se manifester. Peu de temps après l'épisode Jean Rey, j'ai investi dans un restaurant que j'ai transformé et rebaptisé Pizza Palma, avenue Ledru Rollin à Paris 12e, qui existe toujours. Parallèlement, j'ai fondé une société de travaux de rénovation d'appartements, baptisée 'Rénovation du Vieux Paris'. Ensuite, j'ai enclenché le turbocompresseur et enchaîné les scores. Cette réussite accélérée a occasionné des difficultés dans la maîtrise de ma croissance et j'ai dû faire appel à un investisseur actif. J'ai rencontré un industriel qui a vendu son affaire et m'a rejoint. Quelques années plus tard, sans fausse modestie, je faisais partie des grands de l'immobilier en France. À mon grand regret, mon associé a été obligé de partir à l'étranger pour raisons familiales.

- *Mais comment êtes-vous parvenu à ce statut, pour vous citer, de "grand de l'immobilier" ?*

- À l'échelle d'un privé, le mot n'est pas disproportionné. Le volume que j'avais atteint sur la place de Paris commençait à attirer l'attention des milieux financiers. La Banque Vernes et Commerciale de Paris a pris l'initiative de m'approcher. On a conclu, et elle est entrée au capital de ma société (Cogerim). J'ai ensuite fondé avec sa participation la SFII (Société Financière d'Investissements Immobiliers). J'exerçais la présidence, la banque détenait une participation minoritaire et se comportait en véritable associé pour les financements, ce qui m'a permis d'accroître de manière substantielle mon portefeuille et rapidement asseoir ma notoriété. J'étais le seul à cette époque à posséder un groupe comptant une banque comme actionnaire. Par la suite, j'ai pris des participations dans d'autres sociétés immobilières pour en prendre finalement le contrôle.

- *Et ça a continué comme ça de manière ininterrompue ?*

- L'année 1981 a marqué un tournant décisif. François Mitterrand avait été élu Président sur la promesse d'une nationalisation des banques. L'idée était de constituer un puissant pôle bancaire public. La Banque Vernes s'est retrouvée nationalisée et a racheté mes actions. J'ai démissionné de mes postes de dirigeant et d'administrateur, et suis parti m'installer aux États-Unis avec une Américaine que j'ai épousée.

- *Un nouveau départ ?*

- Je ne parlais pas du tout l'anglais, et à l'âge de 36 ans, je suis entré à l'Université de Miami. Il m'a fallu un an pour apprendre la langue, et m'inscrire en préparation d'une licence en immobilier et courtier en crédit. Après l'achèvement de cette formation, j'ai créé ma première société de promotion immobilière dont la première réalisation a porté sur la construction de 500 villas. J'ai par la suite développé d'autres programmes immobiliers en Floride. À l'époque, il s'agissait d'une péninsule endormie pour retraités qui se métamorphosait subitement en un des principaux centres économiques et touristiques d'Amérique. Après mon divorce, je suis retourné en France et me suis réinstallé à Paris. Je suis tombé sur un livre qui m'a passionné : 'Le Roi Vert' de Paul-Loup Sulitzer. L'aventure flamboyante d'un homme qui, par la force de sa volonté, dépasse toutes les limites et bâtit une fortune inimaginable. Je reconnais que cette lecture m'a influencé et donné une pêche d'enfer. De retour dans l'arène, j'ai créé des sociétés immobilières en association avec la BGP (Banque de Gestion Privée). Après six ans de bonne collaboration, les propriétaires de la banque -les milliardaires Paul Desmarais et Albert Frère- ont cédé la BGP au Crédit Agricole, suite à des mésententes avec Gérard Eskenazi qui dirigeait leur holding en Suisse Pargesa, et sa filiale Parfinance. Avec pour conséquence ma démission de mes postes de dirigeant et la cession de mes actions.

- *On est où dans le temps, là ? J'ai du mal à suivre...*

- En 1993, pour être précis. Le moment était venu pour moi de prendre du recul sur la vie des affaires. J'ai pris quelques années sabbatiques, me suis livré à un peu d'introspection... En 2001, mon association avec l'acteur de cinéma Christophe Lambert et l'ancien publicitaire Michel Halimi, a donné lieu à la constitution du Groupe C2M en Belgique, avec des filiales en France et au Luxembourg. Ce groupe a acheté, au cours de sa première année d'existence, plus de 100.000 m² d'immeubles de rapport. Mes deux associés et moi-même avons bouclé une longue série d'acquisitions pendant quatre ans. En 2005, nous n'avons pas pu résister à une offre de rachat des actifs par la banque Morgan Stanley ; pour ma part, installé à Bruxelles, j'ai décidé de redévelopper mes affaires à l'échelle de l'Europe.

- *Après la vente à Morgan Stanley, vous avez arrêté l'immobilier ?*

- Pas du tout. Loin s'en faut. Je suis à ce jour toujours actif dans la promotion et l'investissement. J'ai placé à la tête de mes sociétés européennes des dirigeants issus des grandes écoles, me réservant le rôle de chef d'orchestre. Je suis très adepte de

l'écologie et me sens en parfait accord avec les orientations du Grenelle de l'Environnement. Mon groupe s'est spécialisé dans la construction de villas haut de gamme modernes répondant à toutes les normes environnementales. J'étais juste sur le point de livrer un complexe touristique autour de l'un des plus beaux golfs de France. Le projet comprenait la construction de 70.000 m² de villas écologiques, un hôtel, et un centre de loisirs. Ce programme était parfait pour promouvoir le tourisme et créer des emplois. J'ai cédé mes sociétés dans diverses activités pour me concentrer uniquement sur la construction de villas écologiques autour de golfs, en dehors de mes participations dans le cinéma où je démarre une nouvelle activité. Je vais continuer à développer mes promotions immobilières en Europe mais hors de France.

- Comment ça "hors de France"... pourquoi ?

- Parce qu'aujourd'hui, les banques françaises -même lorsqu'on les approche avec de l'expérience, du savoir-faire et des garanties- ne prêtent plus aux entreprises. D'ailleurs, elles ne se prêtent même plus entre elles. Elles préfèrent prendre l'argent dont les autorités monétaires les inondent (à un taux extralight de 1%, voir de zéro pour les taux d'intérêt à court terme) afin de spéculer sur les marchés plutôt que de remplir leur obligation de financer l'économie réelle. Ça devrait pourtant être le seul motif valable en contrepartie duquel la BCE leur injecte des liquidités à coup de centaines de milliards, gonflant au passage la dette dont héritent les contribuables. À propos du complexe golfique dont nous venons de parler, la suppression du dispositif Scellier-Bouvard m'a contraint à annuler mes réservations. Voilà un exemple typique de mesure contre-productive pour l'économie, qui va mettre en difficulté les promoteurs et leurs sous-traitants : entreprises de bâtiment, architectes, prestataires de services, etc... J'ai interrogé plusieurs banques qui ont refusé de m'accompagner dans le développement du programme, en me fournissant des prétextes invraisemblables, puisque la garantie réelle était cinq fois supérieure au montant de l'emprunt demandé. J'ai finalement découvert le pot aux roses par l'indiscrétion d'un employé : détenant elle-même une filiale promotion immobilière, la banque n'avait pas voulu financer un concurrent ! Les temps ont bien changé depuis, par exemple, que la Banque Enténial -filiale du Crédit Foncier- m'avait accordé un crédit hypothécaire de 65 millions d'euros en 2005. Nous parlerons tout à l'heure, si vous le voulez, du seul remède susceptible de sauver les banques de leur propre logique de destruction.

- Et à l'étranger, en revanche, vous estimez que ça se passe mieux ?

- Il ne s'agit pas d'une estimation. C'est du vécu. Pour illustrer par un exemple : je suis en attente des permis de construire pour la réalisation d'un programme immobilier de

grande envergure, toujours dans le domaine écologique, tout en étant ultra haut de gamme sur une bonne partie du site. Le programme atteindra plus d'un million trois cent mille mètres carrés sur deux mille hectares de terrain, au bord d'un littoral époustouflant, avec un golf de vingt sept trous surplombant la mer, parmi les plus beaux parcours au monde, orné de lacs artificiels au milieu des oliviers et des eucalyptus. Si j'approchais des banquiers français pour un financement de départ à hauteur –disons– de 300 millions d'euros, plus que largement sécurisé par une hypothèque en premier rang, je risquerais une plainte pour outrage à banquier, ou je me ferais embarquer aux urgences psychiatriques par le Samu. Je n'ai pas voulu courir le risque. Une banque de Hong Kong et un fonds d'investissement du Qatar ont accueilli très favorablement le dossier et veulent même prendre une participation minoritaire dans ma société de développement.

- Vous avez la dent dure pour le modèle français !

- Non. Je suis attaché à ce que sa boussole retrouve l'étoile du Nord. Autrement dit, le financement de l'économie concrète et tangible, créatrice de vraies richesses. L'immobilier en est l'exemple type. Il se fonde sur le principal besoin de l'humanité après celui de se nourrir. Le besoin d'avoir un toit pour abriter sa famille et des locaux pour travailler. À part quelques exemples archi-exceptionnels où l'on gagne quelques km² sur les côtes, le foncier représente une mesure "finie". La terre ne va pas augmenter de volume à mesure de la croissance de sa population ou des nouveaux besoins d'activité. L'immobilier peut se comparer à une matière première minière. Sa quantité est "finie" dans l'écorce géologique alors que les besoins de son utilisation vont en augmentant avec la démographie. Si les produits financiers complexes peuvent grimper au zénith ou tomber à zéro, ça n'arrive pas avec l'immobilier. Je ne veux pas, passez moi l'expression, cracher dans la soupe, dans la mesure où je dois mon ascension aux banques françaises. Mais depuis, on a bouleversé l'ordre des priorités en privilégiant les opérations follement risquées sur les marchés spéculatifs au détriment de la création objective de valeur ajoutée. Je propose juste de remettre la boussole en ligne.

- Pourtant, quand une banque française refuse, on peut toujours s'adresser à celle d'en face, non ?

- On ne peut pas faire jouer la concurrence : le système bancaire en France est contrôlé majoritairement par cinq grandes banques 'universelles' et leurs filiales et sous-filiales ; restent quelques banques appartenant à des familles, qui s'occupent uniquement de gestion de fortune. Force est aussi de constater que les banques font tous les métiers sauf celui qui leur incombe : prêter de l'argent. On les retrouve dans tous les secteurs

d'activité, tels que promoteur immobilier, marchand de biens, opérateur téléphonique, agence de voyages... Il serait urgent et nécessaire d'introduire dans le Code Monétaire et Financier d'une part, l'obligation d'un exercice effectif par les banques du métier de base dont elles se dispensent, à savoir convertir l'épargne exclusivement en crédits pour l'économie, d'autre part, l'interdiction stricte d'opérer les autres métiers qui n'ont rien à voir avec cette prérogative dont elles jouissent du monopole. Autrement, les banques continueront à menacer par leur comportement l'équilibre du système, tout en nuisant au développement des entreprises. Le Code devrait édicter que les banques se limitent à une prise de participation inférieure à la minorité de blocage dans les sociétés exogènes à leur cœur de métier. Donc, qu'une banque actionnaire ne puisse en aucun cas interférer dans la gestion de ces sociétés, ni pratiquer d'augmentation de capital pour diluer ses associés.

3 – Les origines de la crise

- Maintenant j'aimerais bien savoir comment vous expliquez cette crise inouïe dont les gros titres nous abreuvent au quotidien ?

- On ne peut pas la comprendre sans revisiter la grande Histoire. C'est comme raconter un coup de foudre : vous pouvez dépeindre un homme et une femme accourant essoufflés l'un vers l'autre au sommet de l'Empire State Building et échangeant un long baiser. Clap de fin. C'est la petite histoire, comme si les évènements se produisaient spontanément. En réalité, pour raconter le coup de foudre de ces deux personnages, il faudrait commencer par raconter comment leurs arrières grands-parents sont arrivés sur divers bateaux vers la terre promise de la grande Amérique, à cause d'évènements, de guerres, de découvertes scientifiques et de bouleversements économiques. Une péripétie se détermine toujours comme la conséquence d'un immense enchaînement de causes et d'effets à répercussions complexes, même si l'Histoire se répète par cycles.

- L'amorce du récit est poétique. Alors, par où commencer pour narrer comment nous nous retrouvons là, à nous débattre au fond d'une grave récession ?

- Nous sommes en pleine phase de dépression succédant à la phase d'expansion qui a pris fin en 2007/2008. De même qu'il fallait raconter l'histoire des arrières grands-parents, il faut raconter les deux cycles qui précèdent cette profonde dépression. En 1900, la généralisation de l'électricité, de la chimie et du moteur à explosion a permis l'émergence d'une industrie surpuissante. Celle-ci a produit un fantastique progrès économique, l'expansion de la bourse à mesure des profits des entreprises et de la hausse des actions, le plein emploi, et une élévation considérable du niveau de vie. Avant d'amorcer la chute, son pic est intervenu en 1927, la finance ayant pris le pouvoir à Wall Street et dans la City de Londres. On a permis l'achat à crédit d'actions avec un levier de dix. C'est-à-dire qu'on achetait dix actions grâce au dépôt du prix d'une, en empruntant le reste. Ceci a permis un enrichissement spectaculaire tant que les actions montaient et que les taux d'intérêt à court terme étaient bas. On gagnait beaucoup plus d'argent en spéculant qu'en allant chercher un salaire. Aux États-Unis, entre 1927 et

1929, le prix des actions a plus que doublé. Tout le monde s'est endetté pour acheter des actions. Les capitaux se sont détournés de l'économie réelle pour affluer vers la bourse. En conséquence, la production industrielle a chuté de plus en plus lourdement. Les taux d'intérêt à court terme ont remonté en flèche. Les précurseurs ont vendu leurs actions, et retiré précipitamment leurs capitaux. S'en est suivi un effondrement des cours, des sommets vers les abîmes. Même le prix des entreprises saines a été massacré. Les investisseurs qui avaient emprunté pour spéculer se sont retrouvés ruinés ; plusieurs se sont suicidés. Par l'effet domino, tous les actifs ont vu leur valeur plonger. Les emprunteurs ne pouvant plus rembourser les banques et les épargnants voulant tous retirer leur argent, une crise bancaire sans précédent a succédé à l'effondrement de la bourse, avec blocage du crédit. S'en est suivie une crise économique d'une exceptionnelle gravité, avec cascades de faillites de banques, fermetures d'usines, et chômage de masse. La dépression a submergé toutes les nations industrialisées.

- *Ça ressemble furieusement à ce qui se déroule en ce moment. C'est là qu'est intervenu Roosevelt et son « New Deal » dont vous vous inspirez, n'est-ce pas ?*

- Exactement. On compte en fait deux ou trois New Deals successifs. Pour qu'ils produisent leur plein effet, il aura fallu douze ans de régulation de l'économie, de réforme des banques et du système monétaire, de reprise des dépenses publiques, de redressement industriel et de politique de l'emploi : grands travaux et surtout construction de la puissance militaire, traduite par l'entrée des États-Unis dans le conflit mondial fin 1941, avant d'éradiquer la crise. Les mesures-phare ont consisté à réguler le système financier : les banques de dépôts ne pouvaient plus spéculer avec l'argent des épargnants, un cloisonnement légal étant institué entre banque de dépôts et crédits, d'une part, et banque d'investissement d'autre part. De plus, les associés des banques d'affaires se livrant à des opérations de marchés, devaient opérer sous le statut de Société en Nom Collectif : les partners étaient tous solidairement responsables des pertes sur leurs patrimoines propres. Cette mise en coupe réglée de la finance a permis trente ans sans crise économique, même si pour connaître une vraie prospérité en accélération verticale, il a fallu attendre 1950, qui marque l'émergence d'un nouveau cycle : phase d'expansion (1950 - 1971), comme toujours suivie par une phase de dépression (1971 - 1990). Cette nouvelle expansion se caractérisait par le boom du pétrole peu cher, de l'électronique et de l'aéronautique, qui ont vu l'industrie tourner à plein régime.

- *Que s'est-il passé en 1971 pour que cesse la phase d'expansion ?*

- La valeur des monnaies, en particulier la monnaie de référence pour l'ensemble des transactions mondiales, le dollar, était fondée sur l'or pour éviter l'inflation et garantir sa fiabilité. Richard Nixon, imité par d'autres dirigeants, a tranché le lien entre l'or et la monnaie. Celle-ci est devenue fiduciaire, autrement dit, uniquement gagée sur la confiance. Depuis ce tournant historique, les systèmes monétaires mondiaux ne sont plus basés sur la valeur du métal précieux. La devise papier peut être imprimée sans limite ni corrélation avec une richesse objective sous-jacente. La masse de dollars ou d'autres monnaies en circulation peut augmenter démesurément, beaucoup plus que la croissance réelle du pays émetteur, dépréciant du même coup le pouvoir d'achat, les salaires, les retraites, les créances et créant des bulles sur tous les actifs tangibles, comme l'immobilier ou les matières premières. La dilatation de la masse monétaire forme aussi des bulles sur les actions : le cours de celles-ci ne reflète plus les bénéfices des entreprises, mais le recyclage des liquidités abondantes par les marchés qui les captent à leur seul profit, au détriment de l'économie réelle, laquelle n'offre pas de rendements magiques.

- C'est donc pendant la décennie 70 qu'on a commencé à imprimer de la monnaie créée à partir du néant ?

- Il y a eu des précédents historiques, tous catastrophiques, mais –oui– c'est là que les États, Amérique en tête, ont commencé à s'endetter gratuitement et fabriquer de la croissance à crédit, commettant ainsi une sorte de péché originel en coupant les ponts avec l'or. On a abandonné la convertibilité en or, adopté des taux de change flottants, et créé de la masse monétaire très supérieure à la croissance des économies. Ça n'a pas raté, on a connu une vague d'inflation et les premières bulles sur les matières premières. En particulier, les fameux « chocs pétroliers » de 1973 et 1979. C'est aussi pendant ces années que l'Amérique a commencé à perdre de sa domination économique. Par exemple, l'industrie textile américaine a disparu face aux importations en provenance des pays émergents. Les automobiles japonaises ont commencé à supplanter celles qui étaient fabriquées à Detroit. Ces pertes de compétitivité, le coût exorbitant de la guerre du Vietnam, et l'inflation-record due à l'impression monétaire ont signé en 1971 la phase de dépression du cycle entamé en 1950. En réalité, l'Amérique et les vieux pays développés ne parvenaient plus à entrer en compétition avec les économies émergentes et leur main d'œuvre surabondante et à bas coût, ainsi que leurs devises faibles. Ils ont inventé la richesse virtuelle et abusé de la planche à billets pour compenser.

- Avant le démarrage du nouveau cycle en 1990, on passe par 1980 : qu'arrive-t-il ?

- Au milieu d'une phase de dépression (comme aujourd'hui dans le cycle suivant), la doctrine économique vire généralement de bord : le virage s'est manifesté en 1980 par l'arrivée aux affaires de Ronald Reagan aux États-Unis et de Margaret Thatcher en Angleterre. Suivront trente ans de dérégulation pendant lesquels l'industrie financière a pris le pouvoir à New York et à Londres. La finance a totalement supplanté l'industrie manufacturière. La réglementation stricte du secteur bancaire a été progressivement déconstruite. Les interventions de l'État dans la sphère économique et sociale reculent. Aux USA, à côté de la stagnation dans l'économie réelle, l'industrie financière explose. À mesure des trente années de dérégulation, elle a fini par atteindre mille fois son volume pré-Reagan. Alors que les salaires stagnent partout ailleurs, les revenus dans le secteur financier sont mirifiques. Les diplômés les plus brillants optent pour faire carrière dans la finance. L'influence de Wall Street devient de plus en plus prégnante sur Washington.

- Pour quelles conséquences dans l'économie ?

- Une succession de crises à répétition, engendrant des pertes pour tout le monde, sauf pour les ténors de Wall Street, dont les bonus étaient toujours préservés, et la responsabilité jamais engagée. La hausse des taux courts américains, entre 1980 et 1982, a provoqué une crise parmi l'ensemble des pays en développement dans le sillage du défaut du Mexique : la raréfaction du crédit a provoqué une crise bancaire mondiale. En 1987, pour contrer une baisse du dollar, les taux d'intérêt à long terme remontent violemment. S'en suit un krach effrayant, avec des faillites de maisons de titres et de banques d'investissement en cascade. En 1992, une armada de hedge funds financés par Wall Street et par la City, ont pu démanteler le Système Monétaire Européen, appauvrissant du jour au lendemain des peuples, comme les Anglais dont la livre avait dû sortir précipitamment du SME. Les spéculateurs se sont enrichis de manière faramineuse, comme George Soros qui a empoché un milliard \$ en une nuit. En 1997, l'ancrage des monnaies asiatiques au dollar a créé une illusion de garantie de change, à cause de laquelle s'est organisé un gigantesque carry trade favorisé par les banquiers de Wall Street. Celui-ci a provoqué un endettement des pays asiatiques garanti par des actifs surévalués. La correction qui en a résulté a produit la méga-crise asiatique que l'on connaît, suivie en 1998, par la faillite du hedge fund Long Term Capital Management qui a produit une hécatombe sur les marchés obligataires. Ensuite, l'éclatement de la bulle Internet en 2000 a provoqué un krach boursier colossal en 2001-2002. On a eu droit à une autre dégringolade comme suite aux attentats du 11 septembre 2001. Le point d'orgue s'étant manifesté avec la crise des subprimes en 2007. Dans l'ensemble de ces crises, les grandes banques de Wall Street comme Goldman Sachs, avec leurs filiales de la City, appuyées par leurs lobbies auprès des élites politiques, auront été à la manœuvre.

- N'en jetez plus, la cour est pleine ! Mais comment l'économie survit-elle à un tel enchaînement de crises ?

- Les crises corrigent l'exubérance de bulles successives. La prospérité globale dépend davantage des cycles. Après la phase de déclin du cycle entamé en 1950, a commencé en 1990 un nouveau cycle caractérisé par le boom de l'informatique, des télécoms et de l'Internet. À titre d'illustration, le cours d'Apple a été multiplié par quarante depuis 2003. Les crises constituent des corrections périodiques. Chaque cycle peut se dessiner comme une bosse « expansion – dépression ». Depuis la crise des subprimes, on est entré en phase dépression du cycle actuel. La récession se poursuivra jusqu'au bout de cette phase dépressionnaire, probablement vers 2020, hélas pas avant, lorsqu'une nouvelle technologie révolutionnera la manière dont on travaille. Notant que chaque nouveau cycle (expansion + dépression) dure dix ans de moins que le cycle précédent dans un monde en perpétuelle accélération. Mais la phase de déclin collectif n'empêche pas qu'une industrie évoluant dans un monde parallèle, comme Wall Street et la City, puisse s'enrichir outrageusement en aspirant à son seul profit les liquidités inventées par les banques centrales, sans aucune création de valeur réelle.

- Cette crise des subprimes dont vous parliez marque donc l'amorce de la phase de dépression du cycle actuel, et nous y sommes enfoncés –à vous entendre– encore pour des années. Mais comment et pourquoi y a-t-il eu une crise des subprimes pour marquer la fin de la phase d'expansion ?

- Dans un but égalitariste, autant qu'électorale, les administrations Clinton et W. Bush ont renforcé des lois remontant à l'ère Jimmy Carter, édictant que tous les Américains devaient pouvoir devenir propriétaires de leur maison, y compris ceux qui n'en avaient pas les moyens. Compte tenu de l'inégalité devant l'accès aux prêts discriminant notamment les communautés noires et hispaniques, les banques ont été obligées d'accorder des financements hypothécaires à tout le monde. Une ribambelle de banques locales et de courtiers en crédits se sont mis à assiéger les ménages pour leur proposer des prêts sur trente ans, à taux variables. Ces taux, alléchants pendant les deux ou trois premières années, allaient grimper brutalement ensuite. On a vu le cas de femmes de ménage au chômage et divorcées avec enfants à charge, recevoir jusqu'à huit appels par jour de courtiers pour leur fourguer des prêts en vue d'acquérir la maison de leurs rêves, avec argumentaire à la clé pour leur expliquer comment bidonner le formulaire à propos de leur solvabilité, puisque personne ne la vérifierait. La plupart des emprunteurs ne comprenaient pas très bien ce qu'ils signaient. Ceci a provoqué une flambée extraordinaire des prix de l'immobilier. Dans de nombreux cas, des gens achetaient des biens à crédit et se recédaient à la queue leu-leu les promesses

de vente, empochant à chaque fois une plus-value, sans que personne n'emménage jamais dans les maisons correspondantes. Et à mesure que le prix des maisons flambait, les ménages étaient encouragés à les refinancer, et utiliser l'argent des prêts fondés sur la valeur supplémentaire pour consommer. Les prêts atteignaient 99,5% de la valeur de la maison au plus fort de la hausse. Cela rapportait bien plus que de travailler, et les courtiers empochaient de copieuses commissions.

- Donc les banques se sont retrouvées avec une flopée de prêts dont le remboursement était improbable ?

- Pas directement. Les banques locales et les courtiers n'ont pas conservé les crédits hypothécaires. Ils les ont transféré à des banques d'investissement qui les ont mis en pool, empaquetés avec d'autres actifs de crédit, pour les transformer en titres financiers. Comme –parallèlement– l'industrie financière a augmenté considérablement sa puissance et son influence, ses lobbies ont obtenu en 1999 l'abrogation de la loi cloisonnant banques de dépôts et crédits, et banques d'investissement, au titre de laquelle les crédits immobiliers accordés par les premières n'auraient pas pu être revendus par les secondes sous la forme de titres financiers, les prêts n'étant pas des actifs liquides. Mais le rouleau compresseur de la haute finance américaine a aplani tout ce qui pouvait limiter son appétit insatiable de profits. Celle-ci s'est concentrée autour de huit conglomérats : Goldman Sachs, Merrill Lynch, Morgan Stanley, Citigroup, Bank of America et JP Morgan Chase ainsi que les défuntes Lehman Brothers et Bear Stearns. Ils se sont unis dans une vaste chaîne de titrisation, revendant les subprimes sous forme d'obligations adossées à des actifs, aux investisseurs du monde entier. Les banques ont payé les agences de notation pour qu'elles leur décernent un "Triple A". Le risque de défaillance a été transféré des prêteurs qui ne l'assumaient plus, aux investisseurs à qui les obligations prédatrices étaient survendues. Les notateurs payés par les banques se sont plus tard justifiés en prétendant que les notes ne reflétaient que leur opinion, et non la pertinence de l'investissement : il appartenait aux investisseurs de ne pas se baser sur leurs notes !

- Les banques américaines et tous leurs affidés ont été plutôt cyniques sur ce coup-là !

- Elles se sont même surpassées très au-delà, comme l'illustre magistralement l'excellent film "Inside Job" de Charles Ferguson dont nous avons déjà évoqué la pertinence. Durant la bulle, ces banques se sont endettées de façon extravagante pour acheter toujours plus de prêts hypothécaires et créer toujours plus d'obligations afin d'inonder le marché, et de faire affluer des centaines de milliards dans la chaîne de titrisation. Leurs lobbies ont fait pression pour que soit assouplie la limitation du levier,

de sorte que les banques puissent multiplier leurs emprunts. Elles ont emprunté avec un ratio sur fonds propres de plus de "fois 30". Autrement dit, une dépréciation d'actifs de 3% pouvait mettre les banques en faillite. En face des huit conglomérats (devenus six), un autre mastodonte de la finance américaine –renfloué depuis par le contribuable– l'assureur géant AIG, a mis au point une autre arme de destruction massive. Il a vendu à tour de bras aux investisseurs des couvertures de défaillance sous la forme de titres.

- *Qu'est-ce qu'une couverture de défaillance ?*

- Une police d'assurances : si les obligations assises sur les subprimes tournaient mal, le contrat garantissait le remboursement des pertes aux investisseurs. Le problème consiste dans la spéculation acharnée sur ces couvertures, qui a atteint mille milliards de dollars. À la manière des ventes à découvert, où l'on peut vendre ce qu'on ne possède pas, on peut parier contre des obligations subprimes qu'on ne possède pas. Il s'agit du marché dérèglementé des produits dérivés. Dérèglementé voulant dire qu'AIG et ses concurrents n'avaient pas à provisionner d'éventuelles pertes pour le cas où le marché immobilier se retournerait. Il a fait plus fort : il s'est effondré. Mais juste avant, à en croire les attendus publiés par la SEC, Goldman Sachs a vendu pour des milliards et des milliards d'obligations toxiques adossées à de l'immobilier, estampillées AAA par les notateurs serviles, tout en pariant massivement sur la chute du marché immobilier. Pile : je gagne, face : tu perds. Les banques comme Goldman ont touché des centaines de millions en commissions, pendant que les investisseurs se faisaient éponger.

4 – À pleins gaz vers l'enfer

- *Nous en étions restés à l'émergence d'une toute puissante industrie des services financiers en Amérique qui a contrecarré toutes les tentatives de régulation de ses activités. Cette industrie a inondé la planète de produits structurés complexes, dérivés des prêts hypothécaires subprime que les agences notaient AAA, tandis que les banques spéculaient en douce sur leur écroulement.*

- Exactement. Lorsqu'après des sommets complètement aberrants le prix des biens immobiliers a baissé, alors que les emprunteurs voyaient le montant des amortissements à verser tous les mois à leur banque grimper brutalement, les accédants ont renvoyé les clés de leurs maisons à la banque, quand ils n'en ont pas été expulsés. Beaucoup se sont relogés dans des villages de tentes. L'ampleur des saisies a engendré l'écroulement du marché immobilier. Les prêteurs se retrouvaient avec des créances irrécouvrables et des maisons invendables ; ils ne pouvaient plus vendre leurs contrats aux banques d'affaires, et ils ont fait faillite par centaines. Tout le marché des produits dérivés a sombré et la chaîne de titrisation a implosé. À cause de l'usage excessif du levier, les grandes banques dont les fonds avaient massivement investi dans des titres impliquant des subprimes ont dû faire face à des dépréciations démesurées. La réaction en chaîne a provoqué une hécatombe, dans la mesure où les banques se prêtent entre elles des sommes bien plus importantes que la valeur de leurs actifs. Les banques ont cessé de se faire confiance et le marché interbancaire s'est écroulé. Faute de liquidités, elles ont dû fermer en catastrophe nombre de leurs fonds. Le système bancaire mondial a vacillé. Plusieurs géants financiers se sont retrouvés au bord de l'abîme, comme Bear Stearns rachetée à la ramasse par JP Morgan avec de l'argent gratuit fourni par la banque centrale US, ou ont fait faillite comme Lehman Brothers. Cinquante mille milliards de dollars d'argent-bulle ont été effacés dans le monde entier.

- *C'est là que les gouvernements sont intervenus pour sauver le système financier mondial ?*

- Le système se retrouvait en état de mort cérébrale imminente. Rien qu'aux États-Unis,

le gouvernement a mis en place un plan colossal de sauvetage des banques. La Fed a imprimé 1.700 milliards de dollars pour les donner aux banques, pour partie sous forme de prêt à taux zéro, pour solde en rachetant leurs actifs pourris. Merrill Lynch a été rachetée par Bank of America, AIG a été nationalisée, et renflouée par le contribuable. Avec cet argent, AIG a payé aux banques l'intégralité des couvertures de défaillance sur lesquelles elles avaient spéculé, au lieu de leur appliquer une décote. Tous ceux qui avaient détruit l'économie et ruiné leurs entreprises ont été reconduits avec des bonus, ou ont pu démissionner avec des indemnités stratosphériques, sans que leur responsabilité soit recherchée. Par la suite, ceux-ci ont souvent été réengagés par les mêmes firmes comme consultants externes, moyennant des honoraires hors de prix. Dans l'ensemble des pays industrialisés, y compris en Chine, les autorités ont déployé des plans de relance pour un total atteignant aujourd'hui 4.000 milliards €. On y reviendra. En dehors des Chinois qui ont financé le leur grâce à leurs excédents, tous les autres pays ont recouru à la dette. C'est ainsi que le trou qui a été creusé par les financiers privés a été transféré aux États sous forme d'endettement.

- Le monde est-il entré dans une économie-fiction avec la financiarisation extrême ?

- Clairement oui, et les séismes ont atteint une magnitude très supérieure avec la mondialisation. Progressivement nous avons délocalisé nos industries dans les pays émergents, et qu'avons-nous récupéré ? un chômage de masse et des déficits monstrueux du commerce extérieur. Toute la croissance a été transférée dans les pays en fort développement. Les milliers de milliards des plans de relance ont été imprimés avec de la fausse monnaie. Si vous préférez, de la monnaie gagée sur du vent. Les plus gros pourvoyeurs de monnaie de singe sont les Américains qui font surchauffer la planche à billets, sans aucune corrélation avec des actifs réels sous-jacents, comme du pétrole, des minerais ou des céréales. Mais tout le monde fait pareil. La banque d'Angleterre, la banque du Japon... tout le monde.

- Et dans la zone euro ?

- Même combat. Ça s'appelle monétiser les dettes. La BCE injecte des liquidités fictives fondées sur de la dette. Et on garantit la dette par toujours plus d'endettement. Les États avalisent les dettes de pays surendettés par des garanties sur d'autres pays surendettés. En plus de la dépréciation de la monnaie, lorsque vous créez une dette assise sur davantage d'endettement, lui-même garanti par des cautions surendettées, vous arrivez à un retour sur investissement négatif : un euro de dette additionnelle ne produit que quelques centimes de PIB supplémentaire. Vous creusez l'appauvrissement. En tentant de déguiser une vraie récession en fausse stagnation, vous aggravez le passif.

- *Je suppose que ça évite de basculer dans une dépression encore plus grave. En quoi est-ce que cela nuit aux citoyens ?*

- C'est évident : ça dilue la valeur de leur monnaie. On a créé l'euro il y a dix ans sur la base 1 euro = 6,55957 francs. Juste avant le passage à l'euro, la baguette de pain valait 1 franc. Elle vaut 1,10 euros. Cela signifie qu'en dix ans, l'euro achète sept fois moins de ressources naturelles, en l'occurrence du blé. C'est pareil pour le pétrole ou pour le gaz. En gros, tout ce qui vous permet de vous alimenter, de vous chauffer, de vous déplacer... Est-ce que vous croyez qu'en dix ans on a multiplié les salaires par sept ? Bien sûr que non. Donc les gens s'appauvrissent.

- *Écoutez, quand même, on n'a pas une inflation pareille !*

- Vous avez raison : les chiffres officiels de l'inflation masquent la réalité grâce aux produits importés d'Asie, en particulier de Chine. Vos ordinateurs et vos écrans plats n'ont pas augmenté. Parce que le yuan est maintenu artificiellement bas. Ici, comme si la dilution du pouvoir d'achat n'était pas suffisante, il y a des personnes quelque peu dérangées pour demander qu'on dévalue notre monnaie et que les Chinois réévaluent la leur. Qu'est ce qu'ils espèrent ? Que les usines vont fermer en Chine et se relocaliser chez nous. Quand vous regardez les Chinois s'échine au travail comme des esclaves, ça m'étonnerait qu'on s'aligne. Vous ne voudriez tout de même pas qu'on instaure la semaine de 60 heures payées 35, et qu'on fasse travailler les enfants dès dix ans ? Sinon, il faudrait que nos consommateurs paient leurs vêtements, leur électroménager et leurs smartphones 40% plus cher avec des salaires dévalués ou de l'épargne dévaluée. Ça ferait grimper l'inflation au plafond. Et les Chinois viendraient avec leur devise canon racheter tous les actifs des sociétés européennes à prix soldés. Il y a un chanteur des années 60 qui voulait mettre Hallyday au cirque à Médrano. Pour sortir des balourdises pareilles, aujourd'hui, c'est tous les dévaluationnistes du type Dupont-Gnangnan qu'il faudrait exhiber dans un cirque. Lui, dans son genre, c'est un modèle de concours. À ce niveau, il a dû s'entraîner. Chez lui, l'ineptie devient une forme d'art. Sinon il est charmant... tant qu'il se tait. Il faut quand même lui reconnaître une qualité, c'est qu'on peut facilement l'emmener en tournée. Pour son bagage intellectuel, il voyage léger. Pas besoin de porteur.

- *Vous vous lâchez là !*

- C'est vrai. Mais notre monnaie est le bien public le plus précieux. Comme si l'érosion monétaire ne suffisait pas, dévaluer l'épargne et les salaires des citoyens tandis que plus de la moitié de ce qu'ils consomment est étiqueté en prix fixés à l'international,

c'est grave ! Il faudrait arrêter de mettre à la tête des formations politiques des personnages qui n'ont aucune compréhension de l'économie. Ils ont d'autres qualités, des tas de compétences, mais dès qu'on aborde l'économie, il serait préférable qu'ils se mettent en pause et cèdent la place à ceux qui connaissent le sujet.

- *Vous pensez à qui ?*

- Ce serait une riche idée que nos dirigeants demandent conseil à des gens de terrain avec un track-record avéré, qui ont fondé des empires. Je suis sûr que ces entrepreneurs seraient heureux de dispenser des conseils et faire profiter de leur expérience pour aider leur pays. Pourquoi pas Alain Afflelou que tout le monde connaît, ou Jean-Claude Decaux qui a entièrement inventé le concept de mobilier urbain et révolutionné l'affichage pour propulser son groupe au premier rang mondial. Ou encore Georges Tranchant qui s'est fait tout seul en créant des dizaines de sociétés d'électronique avant d'exploiter une chaîne d'établissements de jeux. Les exemples ne manquent pas.

- *Je veux bien croire que leur expertise serait utile. Je reviens au rapport que vous établissez entre la monnaie et la crise. J'ai toujours entendu dire que pour favoriser nos exportations, mieux vaut une monnaie compétitive. Ce n'est pas votre avis ?*

- Le problème est que les banques centrales rivalisent à qui va détruire sa monnaie le plus vite. Le réel antagonisme, c'est la paire USDollar/Euro. Les États-Unis ont délocalisé tout leur appareil de production en Asie. Du même coup, ils ont provoqué des déficits de commerce extérieur et de balance des paiements abyssaux. Ils ont adopté une économie uniquement basée sur la consommation des biens exportés par l'Asie. Pour financer cette politique, ils ont imprimé des montagnes de dollars fondés sur du néant. Ils ont gonflé la masse monétaire avec de l'argent adossé à de la dette, toujours plus de dettes. Vous me suivez ?

- *J'essaie...*

- En quarante ans, depuis l'abandon de l'étalon-or, la masse de dollars en circulation a augmenté de 3.000 %. Donc chaque nouveau dollar vaut moins par rapport à la masse générale. Mais comme l'Europe est en compétition avec les États-Unis, et qu'elle se trouve dans la même situation de désindustrialisation, elle a aussi sapé la valeur de l'euro... pour pouvoir continuer à vendre des Airbus au même prix que les Boeing, si vous préférez.

- *Autrement dit, les Européens ont aussi imprimé de la fausse monnaie ?*

- Pas exactement. Ils ont accumulé les plans de relance, plans de sauvetage, plans de recapitalisation des banques, de renflouement, etc... en émettant de la dette, garantie par toujours plus d'endettement. Comme tout le monde se doute que ces dettes ne seront jamais remboursées, l'euro –qui reflète l'économie– dévalue autant que le dollar.

- *Bon, mais si peu ou prou la parité euro-dollar est maintenue, est-ce que ça ne revient pas au même ?*

- Ah, vous croyez que ça revient au même ! C'est bien la preuve que les monnaies n'ont pas de valeur réelle. Elles ne reposent que sur la confiance. Je vais vous dire : essayez d'imaginer que vous mettiez toutes vos économies sous forme de Louis d'or dans un sac. Quand vous fermez le sac, il pèse vingt kilos. Vous l'enterrez. Quand vous revenez dix ans après, personne n'a touché au sac. Mais il ne pèse plus que quatre kilos. Vous comprenez mieux ?

- *Donc, vous proposez de revenir à l'étalon-or ?*

- Ce ne serait hélas pas réalisable. Je ne propose pas mais je rêve que si mille euros achètent tant d'unités d'or, de pétrole, de gaz naturel, de minerai de cuivre, de blé, de soja... en quintaux, en mètres cube, en carats, en onces, en tonnes, en ce que vous voulez... quand vous revenez dix ans après, vos mille euros achètent toujours autant d'unités. Parce que quand on fait le contraire, c'est tragique. Si vous euthanasiez la monnaie pour être compétitif, les gens finissent par devoir pousser une brouette de billets pour acheter un quignon de pain. C'est ce qui s'est passé en Allemagne en 1923. Dix ans après, Hitler était nommé chancelier. On connaît la suite.

- *Bigre... Mais je voudrais quand même vous faire remarquer qu'en ce moment les matières premières qui avaient grimpé au ciel, sont plutôt en train de baisser.*

- Il faut que vous compreniez qu'en ce moment, on ne traverse pas une simple crise, on est dans une vraie dépression. Autrement dit une récession déguisée en croissance faible par des injections massives de monnaie fictive non gagée sur de la création de richesse. Dans une récession, il y a deux phases : d'abord le prix de tous les actifs baisse, par exemple les actions ont chuté de 25% en septembre 2011, et même les matières premières reculent. Ça efface des milliards d'actifs, donc il s'agit de la phase déflation. Ensuite, comme toutes les monnaies se déprécient et qu'on coule à pic sous les dettes, à partir d'un certain ratio endettement sur PIB, on rentre dans la phase

hyperinflation. La seule façon de supporter les dettes consistant à détruire la monnaie dans laquelle elles sont libellées.

- *C'est-à-dire ?*

- C'est-à-dire injecter un océan de liquidités fictives. Suicider le dollar et l'euro pour qu'ils se rapprochent de zéro.

- *Et les Grecs, puisqu'ils représentent le premier domino, tout le monde dit qu'ils ne peuvent pas s'en sortir à cause du niveau de l'euro ?*

- Ils ne pourraient encore moins s'en sortir avec une drachme dévaluée. Parce que vous ne croyez quand même pas qu'on va aussi dévaluer le pétrole ou les céréales pour leur faire plaisir. Qui plus est, leur dette – même réduite de 50% – est en euros. Non, malheureusement, ils doivent baisser leurs salaires, pensions et prix intérieurs de 40% et rester dans l'eurozone. Ceux qui veulent être payés autant que les Allemands devront aller travailler en Allemagne. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle on a tout tenté pour éviter que le peuple ne se prononce par référendum. Vous pensez bien que le peuple aurait préféré faire défaut !

- *À en croire la presse économique, même limitée à 50%, les prêteurs ont du souci à se faire au sujet du remboursement de cette dette hellénique.*

- Difficile de ne pas penser à qui les a assistés pour falsifier les comptes publics afin de leur éviter d'être recalés de la zone euro. Toujours les mêmes qui ont trempé dans toutes les bulles. La fine équipe de chez Goldman Sachs.

5 – Banques : un casse à 4.000 milliards !

- *On en était aux marchés financiers. Quel est leur responsabilité dans tout ça ?*

- La haute finance anglo-saxonne domine le monde. Sa conception toujours plus impériale, dans une économie toujours plus globale, s'inscrit dans la continuité de ce dont nous avons parlé précédemment. Pour opérer, les banquiers exercent un chantage insupportable dans toutes les antichambres du pouvoir. Ils couvent d'ailleurs un corps d'élite qui fait la navette entre la présidence des grandes institutions financières et monétaires, et celle de conglomérats bancaires. L'industrie financière, après avoir organisé la plus grande crise des quatre-vingt dernières années, a fait pression sur les États pour qu'ils s'endettent lourdement afin de sauver le système bancaire, ce qui retombe sur les contribuables. On ponctionne même les générations futures. Comme ça ne suffit pas, les États se sont tournés vers les banques centrales pour faire apparaître comme par magie des flots de liquidités fictives.

- *Les injections de liquidités dont on vient de parler, c'est ça ?*

- Exactement. De la création monétaire corrélée non pas à des actifs réels, mais à du vent. Pour les Américains, l'usage effréné de la planche à billets; pour les Européens, les plans de sauvetage financés par encore plus de dette. On peut, à la louche, quantifier la somme totale des plans de relance, de sauvetage et de renflouement dans le monde entier à quatre mille milliards d'euros depuis 2008.

- *Attendez, je croyais qu'on allait parler des banquiers...*

- On est en train d'en parler. Ces quatre mille milliards, où sont-ils passés ? Hein, où ? Est-ce que les salaires ont davantage augmenté que le coût de la vie ? Première nouvelle. Est-ce qu'on a créé plus d'emplois qu'on en a détruit ? Ça se saurait. On a accordé des prêts aux PME pour qu'elles innovent et produisent, ou elles rament comme jamais pour accéder au crédit ? Est-ce qu'on a investi pour relocaliser la production chez nous, ou bien les smartphones et les téléviseurs HD sont toujours fabriqués en Asie ?

Est-ce que nos concitoyens disposent de plus d'argent pour consommer, partir en vacances, financer les études des enfants, améliorer leur niveau de vie, ou l'inverse ?

- *Et alors, où sont passés les quatre mille milliards ?*

- C'est la bonne question ! Si l'économie se contracte alors que la masse monétaire enfle, où sont donc passés les milliards ? Je vais vous le dire. Les particuliers et les entreprises n'en ont jamais vu la couleur. C'est simple, ils ont été siphonnés par la haute finance, et l'économie réelle n'en a absolument pas bénéficié. Il y a une fraternité privilégiée qui a réalisé le plus monumental braquage de toute l'histoire du hold-up. Je parle de la fraternité des requins de Wall Street et de la City ou des gnomes de Zürich, ceux qui dirigent les groupes bancaires ou opèrent les hedge funds, aidés par ceux qui président les banques centrales. On vient d'assister au plus colossal cambriolage planétaire jamais réalisé de mémoire d'homme, et c'est le cartel à la tête du secteur financier qui s'est emparé du butin. Quatre mille milliards se sont évanouis dans la nature, de l'argent créé par l'expansion monétaire et les plans de relance dont on ne retrouve aucune trace dans l'économie réelle, parce qu'il a été intégralement vampirisé par l'industrie financière.

- *Mais il doit bien y avoir des traces ?*

- Tout l'argent destiné à irriguer l'économie est allé alimenter la sphère spéculative et la perfusion récurrente des banques, dont les actifs sont pourris et les passifs béants. Le reste est passé dans les salaires hallucinants des banquiers, les bonus des traders, les retraites-chapeau des dirigeants et leurs stock-options. Quand les paris hyper-spéculatifs des banquiers sont gagnants, ils empochent le pactole; quand ils sont perdants, ils vont voir les États surendettés pour expliquer que si les banques s'effondrent, tout le système économique s'effondre avec elles. Et les États assument encore plus de dettes pour les renflouer. En cas d'une quelconque tergiversation des politiques, les marchés leur mettent la haute pression, les accusent de jouer avec le feu, et comme ils sont pris à la gorge, ils votent dare-dare de nouveaux plans de sauvetage. Les maîtres de l'univers escamotent les milliards et retournent spéculer.

- *Qu'est-ce que cette "fraternité" tirant les ficelles dont vous parliez précédemment ?*

- C'est une caste constituée des élites naviguant entre le monde des banquiers de haut vol et celui des plus puissantes instances économiques et monétaires. Je vais vous donner deux exemples au hasard, des gens très respectables au demeurant : Prenons le successeur de Jean-Claude Trichet à la présidence de la BCE, Mario Draghi. Il a alterné

la vice-présidence Europe de Goldman Sachs avec la gouvernance de la Banque d'Italie. Rappelant que Goldman Sachs avait aidé la Grèce à maquiller ses comptes tout en pariant contre la dette hellénique. Pointant aussi que la notation de l'Italie vient d'être plusieurs fois sévèrement dégradée, compte tenu de l'énormité de son endettement. Il me vient aussi à l'esprit le cas Hank Paulson, successivement président de Goldman Sachs et Secrétaire au Trésor Américain, pendant que se jouait la sarabande des subprimes. Il a favorisé un renflouement de 85 milliards \$ en faveur de son ancienne banque sur un total de 700 milliards pour l'ensemble du secteur bancaire US en octobre 2008. En 2009, Goldman Sachs avait multiplié son bénéfice par six, à hauteur de 13,3 milliards \$. Les élites du pouvoir sont soumises à l'intimidation qu'exerce cette fraternité à la tête des agglomérats bancaires et des institutions qui supervisent la finance mondiale. Cette caste ordonne, les États exécutent, et tout est légal.

- J'ai l'impression qu'à chaque fois qu'on évoque la cupidité des banquiers, on cite Goldman Sachs.

- Bien sûr, et en tête de liste. Après avoir touché les 85 milliards \$ d'aides publiques, son PDG Lloyd Blankfein a vu son salaire tripler. Tout comme les quatre principaux cadres dirigeants, d'ailleurs. Pour 2010, Lloyd Blankfein a déclaré 54 millions \$ de compensations, alors que Goldman Sachs accusait un bénéfice en recul de 37% et un chiffre d'affaires en recul de 13%. En 2011, c'est encore mieux. Goldman Sachs a publié trois pertes trimestrielles dues à des prises de risque excessives : près de 400 millions \$ à chaque fois. Mais pour les compensations des dirigeants, ça va, merci. On reste dans le famélique.

- Il n'y a quand même pas que Goldman Sachs... Plus près de chez nous, comment ça se passe ?

- Vous n'avez que l'embarras du choix. Je vous rappelle pour mémoire les cinq milliards € de pertes spéculatives de la Société Générale, avec Jérôme Kerviel qui a porté le chapeau. Mais il y a aussi l'exemple de Dexia, avant que le bon sens ne l'emporte et que cette banque soit enfin nationalisée. La France et la Belgique lui avaient injecté sept milliards d'euros en 2008 sans avoir le moindre droit de regard sur ses agissements. Trois ans après, les contribuables ont du repasser à la caisse.

- Quels agissements ?

- Juste avant son démantèlement, cette banque supportait un encours de plus de 500 milliards d'euros pour des fonds propres inférieurs à huit milliards. Ça veut dire qu'elle

empruntait aux banques centrales de l'argent presque gratuit pour acheter des obligations à haut risque et des produits dérivés avec un levier de 63 fois. Tant que la banque gagnait, elle gardait l'argent pour elle. Quand elle a tout perdu, les contribuables français et belges ont du assumer.

- *Sa nationalisation a donc été une bonne mesure ?*

- Excellente. Tous les États européens devraient s'en inspirer : l'État belge a décoté Dexia Banque Belgique, et l'a nationalisée. Voilà la première partie du modèle à suivre. Mais il manque la deuxième partie : assujettir la banque à exercer sa mission d'intérêt public, à savoir prêter aux entreprises. Or, elle ne les finance toujours pas, préférant consacrer ses ressources –en l'occurrence la collecte de l'épargne– à raccommo-der son bilan.

- *Ce comportement est-il propre à Dexia ?*

- Mais non, il est général. Les banques ne prêtent plus du tout. On adresse des suppliques au « Médiateur du Crédit » au lieu de voter une bonne loi comminatoire, enjoignant les banques à délivrer tous les crédits nécessaires à la reprise, sous peine de sanctions. Quand j'ai démarré, j'ai eu bien évidemment des difficultés à trouver des financements. Rien d'étonnant puisque je n'avais ni garantie ni expérience, mais j'arrivais quand même à trouver des crédits bancaires. Aujourd'hui, même avec de l'expérience et des garanties, c'est devenu mission impossible, car les banques préfèrent faire de la prestation de services, spéculer sur les marchés et financer les États surendettés, plutôt que de prêter à nos entreprises pour assurer leur développement. A fortiori, elles refusent de prêter aux jeunes qui démarrent. Le plus gros, c'est que les banques prêtent aux États l'argent que les États leur ont apporté ! Dans toutes les capitales du monde, il y a des gens qui se rassemblent. Sans appartenance politique définie, sans rouler pour un camp ou un autre, ils font savoir qu'ils n'en peuvent plus de voir leur vie se détériorer à cause de la finance.

- *Vous faites allusion aux « Indignés ». Mais est-ce qu'ils n'en veulent pas aux riches dans leur ensemble ?*

- Les Indignés ont raison sur le fond, mais ils mélangent toutes les notions, parce que les financiers agissent dans une complète opacité. Les pauvres gens ne constatent que le résultat, et du coup ils confondent les seigneurs de la spéculation qui dynamitent l'économie, celle des riches comme celle des pauvres, avec les développeurs d'empires industriels qui créent de la croissance réelle et de la valeur ajoutée, opèrent des sites de

production, des réseaux de distribution, emploient des millions de salariés. Ils confondent Pierre Castel, Emmanuel Besnier ou Alain Mérieux (à titre d'exemples tricolores), lesquels exportent de vrais produits à de vrais consommateurs contre de vraies devises, avec une caste qui parasite l'économie en détournant les milliers de milliards des plans de relance à son seul profit, et qui se défausse sur les contribuables au lieu d'encaisser ses pertes. J'espère que ce livre, parmi d'autres, ouvrira les yeux du public sur la distinction entre ces deux univers.

***Ce livre vous est offert gracieusement par la
Fondation Mark Elie Klein.***

***Quelques passages vous ont plu ? : N'hésitez
pas à en faire profiter vos amis, en leur
faisant très largement suivre ce fichier.***

***Vos amis peuvent aussi librement
télécharger ce livre sur :***

www.citizenklein.com

Votre lecture continue ci-après...

6 – Il faut sauver le soldat banquier

- Vous avez clos un de nos entretiens précédents en avançant que pour que les banques puissent faire leur métier, il n'y avait qu'un seul remède susceptible de les sauver...

- Les sauver d'elles-mêmes. De leur comportement destructeur, y compris en France. Les banques françaises sont extrêmement vulnérables, dans la mesure où elles détiennent soixante milliards de dollars de dettes souveraines sur les pays périphériques européens. Chaque banque connaît la réalité du bilan des autres banques, et rechigne à leur prêter, compte tenu du risque de ne jamais revoir son argent. En outre, les banques doivent se recapitaliser. Autrement dit, augmenter leur ratio de fonds propres. Ce qui revient à trouver des capitaux malgré ce contexte de méfiance, et limiter leurs engagements, donc ne pas accomplir leur mission de financer l'économie réelle. De surcroît, les banques françaises, et européennes en général, sont étroitement liées entre elles, voir interconnectées. Si les banques d'un pays faisaient faillite, nos banques se verraient contraintes à passer des centaines de milliards de dettes en perte. Au regard de l'anéantissement d'une telle quantité de fonds propres, elles suspendraient tout bonnement le crédit. Les établissements bancaires ne tiennent que parce qu'ils sont perfusés par les banques centrales qui font apparaître comme par magie des flots de liquidités fictives.

- Les injections de liquidités dont on vient de parler, c'est ça ?

- Absolument. De la création monétaire corrélée non pas à des actifs réels, mais à du vent. Pour les Américains, l'usage effréné de la planche à billets; pour les Européens, les plans de sauvetage financés par encore plus de dette. Nous venons d'évoquer les quatre mille milliards d'euros au titre des divers plans dans le monde depuis 2008. Je reste très conservateur, car d'autres estimations font état d'un chiffre de plus du double. On ne retrouve aucune trace de cet océan d'argent dans l'économie réelle. Il a été entièrement absorbé par la sphère spéculative et en partie désintégré à cause des provisions pour dépréciations. Voilà ce qui se passe avec l'argent virtuel : il gonfle toutes les bulles et disparaît lorsqu'elles crèvent dans l'effacement des actifs. Il ne reste que les dettes sur lesquelles était basé le financement des plans.

- Et... vous alliez citer le remède...

- Oui. Je voulais d'abord planter le décor. Les banques françaises se trouvent dans une situation intenable. D'autant plus qu'en cas de séisme, faillite d'un État ou dégradation au regard de son endettement, les actifs que les banques détiennent verraient leur valeur baisser, tandis que la valeur nominale de leurs propres dettes ne varierait pas. La valorisation des mastodontes bancaires tomberait sous zéro. Ça reviendrait à un effondrement du système bancaire. J'en viens au remède, car je vous sens fébrile : il tombe sous le sens. Pour sauver le système, il faut nationaliser au plus vite les banques françaises très exposées aux risques de dette souveraine dans les pays d'Europe du Sud, où –de plus– elles détiennent des filiales qui couleraient à pic si ces États faisaient défaut. C'est-à-dire, à en croire les publications financières : BNP-Paribas, le Crédit Agricole, la Société Générale, BpCE Natixis, et éventuellement Axa dans le domaine des assurances. Ces groupes se font massacrer en bourse à chaque poussée de crise.

- Ce n'est pas un peu radical ?

- La nationalisation est un très bon instrument, en ce sens qu'elle rétablit la confiance. Les banques ne peuvent plus jamais se retrouver en défaut, on peut installer des équipes dirigeantes sérieuses, au service de l'intérêt général, issues de notre corps d'élite de l'Inspection des Finances. Ce serait une bonne opération pour tout le monde, visant à secourir un pan essentiel de l'économie du pays. Lorsque la réalité des bilans, à l'inclusion du hors-bilan, fait apparaître un risque élevé de faillite, ce pourrait être considéré comme une action de portage, avec option de retour dans le secteur privé à la faveur d'une future sortie de crise. En outre, l'État ferait une bonne affaire qui générerait de la plus-value.

- Attendez. Ce serait une 'bonne opération' pour tout le monde. Ce serait une 'bonne affaire'. Vous zappez un peu quelques intérêts particuliers. Non ?

- Il me semble que les grandes catégories concernées auraient tout à y gagner. Ce serait à l'évidence excellent pour les déposants. Aujourd'hui, de plus en plus d'entreprises hésitent à confier leur trésorerie aux banques, quand seuls les dépôts des particuliers sont garantis sous un plafond. Elles reprendraient aussitôt le chemin des guichets. Les particuliers qui ont retiré leur argent à l'annonce du péril planant sur les banques, l'y rapporteraient. On l'a vu avec Dexia Belgique : 700 millions avaient été retirés le premier jour de l'annonce de ses difficultés récentes. Depuis que la Belgique l'a nationalisée, les déposants, rassérénés, ont remis leur épargne sur leurs comptes.

De plus, l'emploi serait garanti, et les effectifs rassurés. Pour les actionnaires qui voient leurs titres plonger à chaque coup de théâtre amplifié par les médias, c'est-à-dire à peu près chaque mois depuis un semestre, ils se verraient apaisés par l'annonce des nationalisations, celle-ci stabilisant les cours. Pour le pays, cela écarterait pour de bon le risque systémique. De plus, le marché interbancaire se fluidifierait puisque les banques recouvreraient entière confiance l'une dans l'autre, avec la garantie de l'État en arrière-fond. Enfin et surtout, l'économie réelle serait irriguée, l'État s'engageant à multiplier –disons par sept– le volume des financements accordés aux entreprises et aux particuliers porteurs de projet à valeur ajoutée.

J'ajoute que pour les traders, leurs précieux bonus ne seraient pas menacés puisqu'ils suivraient les filiales non dévolues à la mission « dépôts et crédits », regroupant notamment les activités de marchés, lesquelles seraient immédiatement revendues et réintégreraient le secteur privé. Les dirigeants actuels pourraient faire de même et rester dans le privé, étant précisé que le temps passe à égale vitesse pour tous, et qu'une nouvelle génération va accéder aux postes de commandement. En ce qui concerne les banques de dépôts et de crédits, autant qu'il s'agisse d'Inspecteurs des Finances payés à hauteur des rémunérations les plus élevées de la fonction publique. Non, franchement, je crois pouvoir dire que tout le monde y gagnerait, dès lors qu'il ne s'agit aucunement de nationalisations-sanction, comme celles des entreprises qui avaient été accusées de collaboration, ou comme celles de la génération Mitterrand consistant à punir les riches pour apprivoiser le PC. Nous parlons ici de nationalisations-défibrillation. Il s'agit de réanimer des organismes malades en phase d'arrêt cardiaque.

- Mais l'État ploie déjà sous le poids de son endettement. Vous suggérez qu'il s'endette encore davantage?

- Il devrait simplement prendre le contrôle des banques, en avançant 51 % de leur valeur boursière. En prenant l'hypothèse d'un CAC 40 à 3.000 points, niveau auquel il retombe après chaque annonce apocalyptique sur la récession dans la zone euro, divers économistes ont calculé que la prise de contrôle des établissements que j'ai cités coûterait entre trente et quarante milliards d'euros. Vingt cinq à vingt huit milliards seraient immédiatement récupérés par la revente des filiales non-dédiées à l'activité dépôts et crédits en France, donc, principalement, le réseau étranger et les activités de marchés. Le découpage en filiales de plus petite taille éradiquant du même coup le risque de faillite systémique (une chute entraînant l'autre). Une mesure palliative pouvant consister à requalifier le droit de vote attaché à chaque action pour limiter l'entrée de l'État au capital à une simple prise de contrôle, dissociant les droits pécuniaires des droits extra-pécuniaires, afin de ne pas spolier les actionnaires.

- Tout cela aurait un coût, malgré tout !

- Je vous parlerai tout à l'heure du financement de l'opération par une émission d'obligations à 2,9%. En revanche, les banques sont des entreprises : elles génèrent un revenu. Compte tenu du prix pour leur prise de contrôle public après qu'elles aient été correctement dépréciées, les banques offriraient un taux de rendement brut en faveur de l'État d'à peu près 8,5%. Peut-être un peu moins, compte tenu de la rétrocession des métiers de trading au secteur privé, qui sont les plus rentables en cycle d'expansion (mais les plus risqués quand les bulles éclatent). L'opération demeurerait très profitable, avec une belle plus-value à la clé lorsque la croissance reviendra.

- En quoi la puissance publique, devenant actionnaire majoritaire des banques, ferait elle mieux le métier que l'actionariat existant ?

Il faut commencer par définir le rôle d'une banque. Si l'épicier au coin de votre rue essaie de faire des activités de banque, il commet un délit. Les activités de banque sont le monopole exclusif d'établissements bénéficiant d'une licence de banque et investis d'une obligation de service public. Les particuliers, les entreprises, les institutionnels, tout le monde est obligé de passer par les banques, même les États. Or, seules les banques peuvent emprunter aux organismes qui émettent la monnaie fiduciaire, à un taux bien plus bas que celui que leur paient les États ou les entreprises. Seules les banques ont le droit de récolter les dépôts de court terme, c'est-à-dire dépôts à vue, comptes courants, livrets A..., et les transformer en crédits à moyen et long terme, comme les prêts aux entreprises. Il faut bien qu'il y ait une contrepartie à ce monopole exorbitant : les banques doivent impérativement financer l'économie.

- Vous considérez que les banques privées ne remplissent pas ce rôle ?

- Je dis qu'elles doivent... qu'elles sont même strictement "obligées" de financer l'économie, c'est-à-dire délivrer des crédits à la totalité des acteurs économiques. Pas par bonté d'âme, ou parce que les emprunteurs ont bien su se vendre, ou que le fondé de pouvoir est bien luné. Je dis que par réciprocité au monopole dont elles bénéficient, les banques sont tenues de fournir des financements à toute personne physique ou morale accomplissant un acte économique. De toute évidence, elles ne le font pas. Et c'est absolument insupportable que les banques reçoivent l'épargne que les braves gens n'ont pas d'autre choix que de leur confier, prennent aussi les liquidités qu'elles seules peuvent aller chercher chez les organismes émetteurs, s'abstiennent de financer les entreprises, et partent spéculer sur les marchés avec l'argent qui devait être transformé en crédits pour l'économie réelle.

- Alors, d'après vous, les banques devraient devenir des services publics ?

- En quelque sorte. Pourquoi pas. En tout cas, des organismes sous contrôle public, oui. À partir du moment où vous exercez un monopole, en l'occurrence un oligopole puisqu'il y a plusieurs banques (même si en France, de fait, il n'y a que cinq conglomérats), et dès lors que l'entière population est assujettie à transiter par cet oligopole, 'de facto' il y a mission de service public. La société a autant besoin d'accéder au crédit qu'à l'éducation ou à la santé. Quand quelqu'un débarque dans un hôpital, on lui dispense des soins. On ne lui dit pas de préparer un dossier, d'amener un paquet de garanties, et que ça va rebondir de comité en comité pour finir en refus. Vous voyez : de même que tout patient a un droit opposable à être soigné, tout entrepreneur doit avoir un droit opposable à être financé. La seule justification de l'exercice d'un monopole dans la circulation de l'argent ne peut être que l'obligation impérative de financer l'intégralité des acteurs de la croissance.

- C'est un peu baroque de vous voir jouer à l'avocat de l'économie étatisée ?

- Il n'y a pas plus ardent défenseur de l'initiative privée que moi, quand il s'agit d'entreprise. Mais je vous explique que les prestataires de missions de service public doivent naturellement appartenir à la sphère publique. Quand j'ai dû vendre mes actions et démissionner de mes mandats en 1981, puisque mes sociétés étaient filiales de banque et que François Mitterrand avait nationalisé l'ensemble du secteur, j'avoue que ça ne m'a pas enchanté. Il faut dire qu'à l'époque, même si on avait eu droit aux chocs pétroliers, l'économie se portait cent fois mieux qu'aujourd'hui. Je viens de rappeler que les nationalisations de 1981 n'étaient qu'un cadeau aux communistes pour sceller l'union de la gauche. Il n'y avait pas de problème d'endettement souverain. Aujourd'hui, on est en plein cauchemar éveillé. On dirait le Titanic sur le point de s'encaster dans l'iceberg. Même si rétrospectivement j'ai pâti des nationalisations de la génération Mitterrand, maintenant, je n'hésite pas à confirmer qu'il est inévitable et urgent de nationaliser les banques. Certains pays, l'Irlande parmi tant d'autres, l'ont d'ailleurs fait, avec l'unique erreur de ne pas avoir contraint les détenteurs d'obligations seniors des banques à partager les pertes. On mettait l'Irlande dans le même sac qu'Espagne, Portugal, Italie et Grèce, en les traitant de PIIGS. À ce jour, l'Irlande est la seule à afficher une reprise.

- Je remarque que, partout, la grande tendance est de privatiser pour faire de la croissance externe et prendre le contrôle de sociétés étrangères, à jeu égal avec les multinationales américaines. Mais vous, vous proposez de nationaliser ?

- D'abord, cela s'est pratiqué également aux États-Unis. Toutes les grandes agences de financement du logement comme Freddie Mac ou Fannie Mae, qui détiennent le marché américain des hypothèques, ont été nationalisées. L'assureur des banques AIG a été nationalisé. Les Britanniques ont nationalisé la Lloyd's, Northern Rock, Natwest, Halifax-Bank of Scotland, Royal Bank of Scotland, presque toutes... En Hollande, l'État détient ABN Amro. La Belgique vient de nationaliser Dexia. Le capital de la majorité des banques allemandes appartient aux régions, et Berlin serait, dit-on, sur le point de nationaliser la seconde banque du pays, la Commerzbank.

Mais nous parlions de la France. Restons dans le sujet. Il faut distinguer les banques d'affaires, banques de dépôts, banques de gestion privée, etc... Dans mon esprit, la nécessité s'impose de nationaliser les conglomérats bancaires qui –comme je l'ai déjà dit– effectuent des missions de service public, ou d'intérêt public si vous préférez. Ça ne concerne pas la Banque Privée de Rothschild, ou son homologue français la Compagnie Financière de Rothschild. Idem pour la Banque Martin-Maurel ou pour Oddo & Cie qui a repris la Banque d'Orsay. Ces établissements font de la gestion de fortune pour les gros patrimoines. Ils peuvent faire ce qu'ils veulent sur les marchés : en cas de krach, c'est au seul risque des clients fortunés. Néanmoins, ces banques d'affaires devront, selon moi, adopter le statut de société en nom collectif, de telle sorte que les associés soient indéfiniment et solidairement responsables des pertes sur leurs biens propres. Si une entreprise lambda fait faillite, personne ne vient la secourir, surtout pas les banques. En quel honneur les banques privées devraient-elles représenter une exception et être secourues aux dépens des citoyens ? Quant aux nationalisations, elles doivent s'appliquer aux banques généralistes. Si une telle banque reçoit l'argent de Madame Michu en dépôt, lui verse 1% d'intérêts et part miser sur les marchés en le faisant travailler avec un levier de 60, on a un problème. Mais quand la banque a tout perdu et qu'elle vient ponctionner le contribuable pour se faire renflouer, là on a un scandale !

- *En terme d'actionnariat, ce serait une petite révolution. N'est-ce pas ?*

- Mais non. L'État se définit par essence comme un actionnaire très permanent. Et 49% du capital des banques continueraient à être transactés en bourse. Par ailleurs, je pense que les banques devraient cesser d'être généralistes et se spécialiser. Domaine par domaine. Et se recentrer exclusivement sur leur rôle statutaire, à savoir financer l'économie. Quant aux États de la zone euro, ils devraient pouvoir se financer directement à 1% auprès de la BCE. Au lieu que ce soit la prérogative exclusive des banques qui handicapent la reprise, en empruntant à 1% et reprêtant à 17% par exemple à la Grèce. Ce qui confine à l'absurdité.

- *D'accord, mais les banques sont des multinationales. Vous citez l'Allemagne ; les banques appartenaient déjà aux régions. Il y a un concert européen. Vis-à-vis de ses partenaires, vous voudriez que la France fasse cavalier seul...*

- Désolé, je vous coupe. Effectivement, il faudrait que la France réunisse vite un G20 et mette la haute pression sur ses partenaires pour un mouvement coordonné de nationalisation du système bancaire mondial. À commencer par l'Europe. Il y a deux mois, tout le monde poussait des cris d'orfraie quand on voulait recapitaliser les banques. Or, elles viennent d'être recapitalisées pour la troisième fois, sans même que l'on ait songé à prendre leur contrôle. Ou devrais-je dire, sans même que l'on soit parvenu à rabattre le caquet des lobbies qui s'emploient à la confiscation de l'argent des contribuables au profit exclusif du secteur financier. Comme vous voyez, les mêmes décideurs prennent des virages à 180°. Par ailleurs, je viens d'énumérer plein d'exemples de pays qui ont réintégré leurs banques dans le secteur public. Ça a été aussi le cas pour des banques espagnoles. Je trouve lamentable que les agences de notation aient rétrogradé le rating belge en conséquence de la bonne idée de nationaliser Dexia Belgique. Je ne vois pas le problème, à condition qu'il y ait une pression populaire pour l'exiger.

- *Est-ce que ce ne serait pas le progrès à l'envers ? On a mis fin à ces grands dinosaures publics du passé pour introduire de la libre concurrence.*

- Vous avez raison et vous soulevez un point important. Effectivement, on ne veut pas de monopoles publics qui se conduiraient comme le faisait la division Telecom des PTT. Les utilisateurs se faisaient rançonner en payant un franc la minute pour des communications interurbaines. Rappelez-vous la baguette à 1 franc qui vaut 1,10 euro. Imaginez qu'autour de vous, tous ces gens qui passent leur journée l'oreille vissée à leur portable paient 1,10 euro la minute ! En cas de litige, on ne pouvait pas envoyer promener les PTT puisqu'ils avaient le monopole. On ne veut pas d'une telle situation avec les banques. Donc, après avoir nationalisé les conglomérats précités et découpé les divisions « banques d'affaires » pour les revendre (nous parlerons plus tard de cette opération), il faut prévoir de laisser librement émerger un nouveau secteur bancaire privé, dans lequel les filiales revendues à des actionnaires privés pourront détenir des participations.

- *Quelles filiales ?*

- Les filiales des banques nationalisées qui exercent les autres métiers que la collecte des dépôts et la délivrance des crédits à l'économie. Je parle des filiales qui seront

revendues, parce qu'elles ne sont pas investies d'une mission de service public, et n'ont pas vocation à rester dans le giron du public. Ce que j'ajoute, c'est qu'elles ou d'autres investisseurs privés, par exemple les groupes de Messieurs Arnault, Pinault ou Bolloré, pourront fonder ou entrer par la suite au capital de banques privées, concurrentes des banques publiques de dépôt et de crédit, mais – comme ces dernières si tel était leur métier – statutairement limitées dans leur objet à recevoir et gérer les dépôts des particuliers et professionnels, et octroyer des crédits aux ménages et aux entreprises, ainsi que tout autre financement de l'économie, à l'exclusion formelle de toutes opérations spéculatives sur les marchés. Le but étant que l'épargne déposée aille nécessairement à l'économie réelle car elle ne pourra plus se détourner vers les marchés. Il y aura donc une saine concurrence entre les banques publiques et de nouvelles banques privées. Au risque de me répéter, en ce qui concerne les banques d'affaires se livrant à des opérations de marchés, qu'elles soient issues du découpage ou nouvellement créées, celles-ci restent en dehors du périmètre public. S'agissant de ces dernières, les profits comme les pertes incomberont aux seuls actionnaires privés, et les pertes ne pourront plus contaminer l'économie réelle. Il faut un Yalta séparant l'activité dépôts et crédits sous contrôle public, d'une part, et les opérations de marchés du ressort du privé, d'autre part.

Autre point essentiel : s'agissant des banques opérant des activités liées à la vente de produits financiers, les propriétaires et dirigeants devront impérativement être tenus responsables indéfiniment sur leurs biens propres. Il faut enfin interdire strictement à une banque de dépôt de garantir les risques d'une banque d'investissement (comprenez pour définir cette dernière, une banque qui spéculé avec effet de levier). Il y aurait d'autres règles à respecter en vue d'une saine concurrence : qu'un tel actionnaire privé ne puisse pas acquérir d'autres banques et qu'un président de banque soit limité à l'exécutif de deux banques. Dernière condition : en cas de participation d'une banque dans une entreprise, que sa détention soit plafonnée sous la minorité de blocage afin de ne pas faire obstacle à une augmentation de capital.

- En attendant toutes cette refonte du système, les banques aujourd'hui sont soumises à une lourde réglementation. Cela va même plus loin que Bâle 3, puisqu'on a encore relevé le ratio fonds propres sur engagements. Admettez-le.

- Ça aggrave le problème au lieu de le résoudre. Les banques tirent prétexte de ce ratio pour réduire encore davantage leurs prêts aux acteurs de la croissance. La réglementation leur sert d'alibi pour refuser les dossiers. Quant à l'encadrement des bonus, certains banquiers parviennent à le détourner en déguisant en « gains en capital » les profits de leurs fonds. Non, je maintiens qu'il faut nationaliser les conglomérats,

revendre les divisions sans lien avec la transformation de l'épargne en crédits, laisser exister un secteur privé avec : –d'une part– les banques spécialisées dans les activités de marchés, –d'autre part– les nouveaux établissements cantonnés aux activités dépôts et financement pour apporter de la concurrence, et enfin introduire dans la loi un droit opposable au financement en faveur de tous les créateurs de valeur ajoutée.

- Bon, et si les autres pays européens ne marchent pas pour adopter toutes ces mesures extrêmes, ou si en France les politiques ne tombent pas d'accord ?

- Il y aurait bien l'autre solution franco-française que je viens d'évoquer à l'instant, mais à cause des contraintes de ratio qui rendent la solution difficile, ce n'est qu'accessoire à la solution principale portant sur la prise de contrôle à 51%. L'accessoire consistant à faire entrer dans la Loi le caractère obligatoire du financement systématique des acteurs économiques. Y apporter si besoin une connotation pénale en cas de contournement manifeste et réitéré de l'obligation de base des banquiers. Qui est, je le rappelle, de convertir l'intégralité des dépôts de court terme, de la collecte de l'épargne et des emprunts obtenus auprès des autorités monétaires, en crédits pour tous les acteurs économiques qui ont besoin de financement. Cela reviendrait, dans les cas où la responsabilité pénale serait engagée, à introduire dans le Code un titre « Du Délit de Refus de Financement ». Outre la peine encourue par la personne morale et par les dirigeants, il faudrait que le Code décrive les critères précis à remplir pour solliciter –et nécessairement obtenir– un crédit.

- Quels critères ?

Par exemple pour un financement immobilier professionnel : produire une expertise du bien visé émise par un membre de l'ordre national des experts, être inscrit au Registre du Commerce, présenter des comptes certifiés, justifier d'une expérience par l'exercice de la profession depuis trois ans au moins, et disposer d'un pourcentage de fonds propres. Sachant que le montant total sera évidemment garanti par une hypothèque sur le bien en objet. Prenant l'exemple de l'acquisition d'un bien immobilier, la banque serait tenue de prêter 80% du prix d'achat de l'immeuble sous la seule condition que l'acquéreur effectue un apport de 20% du prix, plus les frais de notaire. En revanche, si l'expertise du bien est sensiblement supérieure au prix d'acquisition, par exemple si le montant de l'emprunt équivaut à 80% de la valeur de marché expertisée du bien, les 20% de différence constituent une valeur résiduelle et tiendraient lieu d'apport. Ceci, afin de permettre à un jeune sans argent de démarrer, pour peu qu'il trouve une affaire en dessous de son prix. Ces critères objectifs doivent être énumérés dans le Code, avec précision, sans aucune liberté d'interprétation pour le banquier. L'emprunteur ne

demande pas la charité, il fait valoir un droit. Ça doit se passer comme pour renouveler une pièce d'identité. Si un quidam fournit un justificatif de domicile, deux photos, un extrait de naissance, et remplit un formulaire, l'antenne de police prend son dossier, vérifie s'il est complet, tamponne et transmet. Quinze jours après, le quidam repasse chercher sa pièce d'identité.

- Donc les banquiers deviendraient de simples fonctionnaires ?

- S'ils reçoivent les dépôts du public, oui. Mais pour produire le service d'intérêt public obligatoire d'irriguer l'économie. Fonctionnaires, ils le sont déjà, mais pour produire de l'inertie. Ils profitent d'une réglementation étouffante afin de prétendre que divers critères abscons ne rentrent pas dans les petites cases, et bloquer les dossiers. Le but étant de rejeter un maximum de demandes de crédit, et de détourner les liquidités vers les marchés spéculatifs.

- A contrario, comment voyez-vous les règles auxquelles le banquier devra se conformer au regard des nouveaux impératifs juridiques ?

- Le fondé de pouvoir vérifie que le dossier de crédit est complet; à défaut, le demandeur ajoute les éléments manquants. Le fondé de pouvoir dispose de la faculté de produire la contre-expertise d'un expert indépendant établissant que le projet n'est pas viable, mais la charge de la preuve lui incombe. La justice pouvant nommer un expert judiciaire pour arbitrer. Quand les pièces décrites en détail dans le Code sont transmises au banquier, celui-ci donne reçu et doit délivrer le financement dans un court délai précisé dans l'article. Si au terme de ce délai, le demandeur n'a pas reçu les fonds, il envoie une mise en demeure en recommandé. Passé un second court délai, si le financement n'a pas été délivré, l'infraction est constituée. Le dossier part aussitôt sur un tribunal de flagrance qui ordonne sous astreinte la délivrance du crédit, selon le principe du référé-exécution.

- Sans ce caractère obligatoire, les banques auraient tendance à délaisser complètement l'économie réelle, selon vous ?

- Bien sûr. Je connais plein de cas où les banques ne prêtent plus du tout, même aux entrepreneurs qui ont du savoir-faire, une expérience et des garanties atteignant jusqu'à trois ou quatre fois le montant du crédit sollicité. Quant aux plus jeunes, c'est bien simple, ils ne parviennent même pas –dans certains cas– à ouvrir un compte bancaire pour déposer le capital de leur société. Après avoir essuyé plusieurs refus, il ne leur reste que la solution de déposer le montant du capital chez un notaire. Quand on

pense que 83% des emplois sont créés par les entreprises de moins de cent personnes. Quel gâchis ! On a déjà parlé du monopole dont bénéficient les banques françaises pour emprunter à la BCE, à un taux réel négatif puisqu'elles paient 1% sur de l'argent qui s'érode de plus de 3%. Monopole aussi dans la collecte de l'épargne, partagé avec les compagnies d'assurances. On voit bien que les banques renient complètement leurs engagements d'irriguer l'économie réelle, qui dépend de l'approvisionnement en crédit. Les banques laissent les PME s'asphyxier parce qu'elles gagnent plus d'argent avec leurs produits financiers complexes. Quand les paris spéculatifs rapportent, les bénéfices sont privatisés, quand ils se crashent, les pertes sont socialisées et les contribuables assument. Inimaginable mais pourtant vrai. On est dans une société déboussolée. Mais pourquoi compliquer le sujet, alors qu'on dispose du meilleur instrument existant pour financer l'économie et réinstaller la confiance : exercer une simple prise de contrôle majoritaire des banques, puisque –de toutes façons– il faut les recapitaliser.

- *Vous disiez qu'en cas de renouvellement des refus de crédit, en contravention avec l'obligation de financer les entrepreneurs, il y aurait une connotation pénale : « Du Délit de Refus de Financement ». Comment imaginez-vous une telle mise en œuvre ?*

- Si on choisit la voie du pénal, c'est simple. En supposant, bien sûr, que le dossier du demandeur soit d'équerre. Dès lors que la réitération du délit de refus de crédit est avérée, la brigade financière va chercher le président de la banque à six heures du matin. On le sort manu militari de son duplex de 500 m² dans le triangle d'or. Après les 48 heures de garde à vue, on le défère en comparution immédiate et il se prend un mandat d'arrêt à l'audience, avec une peine plancher, appel non suspensif. Idem pour le fondé de pouvoir qui a instruit le dossier. Pour eux, pas de quartier VIP. En centrale, ils pourront apprendre par cœur le nouveau code pénal sur le refus de financer l'économie réelle. Ils pourront même le chanter. Il y a des types sur place qui ont des techniques très personnelles pour les aider à monter dans les aigus. Après deux ou trois affaires bien médiatisées, je vous certifie que la profession aura percuté. Je vous pronostique pour l'économie trois points de croissance dès la première année.

- *Oh, écoutez, ce n'est vraiment pas le genre des banquiers de se retrouver dans cette situation !*

- Ils vont peut-être devoir changer de genre.

7 – Le charme subtil de l’hypocrisie

- D'après votre expérience, quelles sont les difficultés que rencontrent les PME-PMI quand elles vont voir leur banquier ?

- Presque à chaque fois, le banquier applaudit l'entrepreneur, en lui disant que son projet est excellent, qu'il tient la route. Puis il lui fournit des explications à dormir debout, il lui fait prendre des vessies pour des lanternes, pour finir par lui tamponner un refus. Le banquier fait un numéro d'acteur pour donner le change. Il sait depuis la première minute du premier entretien qu'il va décocher un refus. Un vieux dicton énonçait que les banques ne prêtent qu'aux riches. Aujourd'hui les banques ne prêtent plus du tout. Sauf à coup de milliards aux États qui ne pourront jamais rembourser.

- Vous vous en tenez un peu aux généralités. Est-ce que vous auriez des exemples précis pour illustrer vos théories ?

- Ça ne manque pas. La difficulté tient plutôt à savoir par où commencer. Il y a bien le président d'un groupe bancaire français dont je tairai le nom par pudeur. Il se reconnaîtra peut-être. Surtout qu'il percevait le plus gros salaire de la planète finance en 2008, alors que son groupe avait bénéficié d'une aide de 1,2 milliard d'euros du gouvernement, sans que celui-ci ne rentre au capital. Pendant la première dépression de cette crise en double creux, ce triste sire était dans toutes les émissions, à expliquer que sa banque redoublait d'ardeur pour financer les entrepreneurs, qu'elle était le chevalier blanc de la reprise, le croisé de la relance. Il multipliait les mimiques sur les plateaux télé. Plusieurs entrepreneurs participaient aux émissions, et manifestaient leur étonnement. Assez logiquement, puisque les malheureux passaient leur temps à se faire éjecter par les banques. Et lui continuait son cirque, un vrai festival : « Venez nous voir, nos équipes ont les pieds dans les starting blocks pour vous financer. Nous sommes les partenaires de votre croissance. Nos prêts aux entreprises progressent. Vous avez un projet, qu'attendez-vous pour venir chez nous ? ».

- Je suppose qu'en réalité c'était tout le contraire. Mais en pratique, puisque vous

donnez dans la pédagogie, comment prépare-t-on ce type de dossier et comment fait la banque pour se dérober ?

- Puisque vous voulez du concret, je vais vous raconter comment cette banque traite les dossiers. L'histoire remonte à l'été dernier. Sur un dossier 'nickel', bénéficiant d'un appui unanime de l'ensemble des collectivités pour son utilité sur le développement régional, alors qu'une de nos filiales avait apporté 1,25 millions en cash et 4 millions en garantie hypothécaire, cette banque nous a refusé un crédit de 2,5 millions. Vous avez bien entendu : 2,5 millions sollicités, avec en face 5,25 millions apportés pour couvrir tous les risques : 4 millions en hypothèque de premier rang sur le terrain et sur un immeuble de rapport, plus 1,25 millions en cash nanti en profit du prêt. La banque était largement en surgarantie ! Nous avons demandé à la directrice de la banque de reconsidérer la position de ses collaborateurs et de trouver une autre banque du même réseau en vue d'un cofinancement. On a reçu une cacophonie de réponses incompréhensibles de la part de divers responsables. Nous avons insisté auprès des hautes sphères, pour finalement recevoir une lettre de défausse absurde du fondé de pouvoir, patron des crédits, s'exprimant au nom du président de la banque, qui s'est contenté de botter en touche.

- Et ensuite ?

- Nous avons eu beau leur faire remarquer que notre groupe de tête présentait les meilleures références, un capital de 14,7 millions d'euros, et le contrôle d'une autre filiale au capital de 26 millions d'euros, à savoir détenant un actif immobilier valant 26 millions, hypothéqué seulement à hauteur de 5 millions avec des dépôts de nantis et des placements de plusieurs millions. Ajoutant quand même –en toute modestie– mon propre palmarès de quarante ans d'immobilier au plus haut niveau. Eh bien, nous sommes faits envoyer aux pelotes. Dans l'art de se moquer du monde, cette banque n'a pas lésiné, en nous écrivant "Nous n'avons pas pour usage de soumettre les dossiers n'ayant pas pu obtenir un accord de financement en région, à d'autres entités du Groupe." Je n'ose même pas imaginer le type d'accueil qui aurait été réservé à un jeune qui se lance sans expérience avec peu de moyens. Le comportement de cette banque n'est pas le moindre des paradoxes, car il y a quelques années, j'ai obtenu un accord de crédit pour 65 millions € du Crédit Foncier de France, alors qu'au même moment, j'ai dû me démener pendant des mois pour arracher un prêt de 200.000 € sur un bien loué à MacDonald au loyer annuel de 30.000 €.

- Disons que sur ces exemples, vous montrez un zeste de parti pris puisqu'il s'agit de votre Groupe. Vous n'auriez pas un autre cas pour illustrer votre propos ?

- Tous les décrire donnerait à cet ouvrage l'épaisseur de l'Encyclopædia Universalis en quinze volumes. Je vais me limiter à un autre exemple récent. Je connais un jeune entrepreneur qui vient de créer une petite foncière d'investissements. Il a été obligé de déposer le capital de sa société chez un notaire pour l'immatriculer, suite aux refus de toutes les banques qu'il avait approchées de lui ouvrir un compte professionnel. Cet entrepreneur est bénéficiaire d'une promesse de vente sur un immeuble au prix de 750.000 €, les biens sont expertisés à 1.200.000 €, entièrement loués à quatre locataires de premier ordre, pour un rapport annuel de 120.000 € net. Ça représente une très belle affaire pour démarrer. Le crédit demandé à plusieurs banques se monte à 600.000 €. Avec un apport en fonds propres de 200.000 €. Bien évidemment les loyers couvrent le crédit bancaire, et occasionnent un cash flow positif.

- *Qu'entendez-vous par là ?*

- Une différence positive très importante entre les loyers et les remboursements du crédit amortissable. À l'heure actuelle cette personne n'a toujours pas réussi à ouvrir un compte bancaire pour faire fonctionner sa société. Les nombreux dossiers de financement déposés auprès de plusieurs banques n'ont toujours pas abouti. Pourtant, l'hypothèque en premier rang représente seulement 50% de la valeur du bien. C'est une histoire de fou !

- *Moralité, les banquiers délaissent complètement l'économie réelle. C'est ça ?*

- Bien sûr. Et je connais plein d'autres cas où les banques ne prêtent plus du tout, même aux entrepreneurs qui ont du savoir-faire, une expérience et des garanties atteignant jusqu'à trois ou quatre fois le montant du crédit sollicité. Quant aux plus jeunes, c'est bien simple, ils ne parviennent même pas –dans certains cas– à ouvrir un compte bancaire pour déposer le capital de leur société. Après avoir essuyé plusieurs refus, il ne leur reste que la solution de déposer le montant du capital chez un notaire. Quand on pense que 83% des emplois sont créés par les entreprises de moins de cent personnes. Quel gâchis !

- *Il y a bien le « droit au compte » pour les entreprises ?*

- Il y a tellement de limitations pour faire fonctionner ce type de compte (pas de chèquiers, des retraits par carte ridiculement plafonnés) que l'entreprise ne peut pas tourner. Du coup, beaucoup de ceux qui ont envie d'entreprendre partent à l'étranger. En France, s'il a énormément de chance, un entrepreneur débutant pourra se voir octroyer un prêt, sous réserve que la banque ne revienne pas sur son accord, et à

condition que le financement soit cautionné à 70% par OSEO. La banque percevra les intérêts du prêt à 100% en ne prenant qu'un risque de 30%. Cette profession jouit du privilège exorbitant de récolter l'épargne, mais à charge de la transformer en crédits. Elle existe pour ça. Sinon, elle ne sert à rien. Il faudrait lui rappeler que les entrepreneurs ne viennent pas faire la manche !

***Ce livre vous est offert gracieusement par la
Fondation Mark Elie Klein.***

***Quelques passages vous ont plu ? : N'hésitez
pas à en faire profiter vos amis, en leur
faisant très largement suivre ce fichier.***

***Vos amis peuvent aussi librement
télécharger ce livre sur :***

www.citizenklein.com

Votre lecture continue ci-après...

8 – Reconstruire après la débâcle

- *Nous en étions restés aux profits qui sont privatisés, et aux pertes apocalyptiques qui se retrouvent socialisées. Et la solution consistant en une prise de participation de l'État au capital des grandes banques à hauteur de 51%. En étions-nous bien là ?*

- Tout-à-fait. Et ça vaut amplement mieux qu'une recapitalisation via un prêt de l'État, comme ce qui s'est pratiqué en 2009 et 2011, et devrait probablement se répéter dans un avenir proche, avec de l'argent inventé par la BCE, promis à disparaître à nouveau dans un trou noir, tout en enfonçant davantage le contribuable. Il faut reconnecter la finance et l'économie réelle, aujourd'hui complètement désaccouplées. Pour cette prise de contrôle, reste à évaluer les banques et, pour ce faire, mettre à jour les fameux « hors-bilan » dans lesquels sont cachés leurs engagements qui n'ont pas encore été régularisés, en particulier les produits pourris masqués qui les exposent au risque de faillite.

- *Quels produits ?*

- Tout un tas d'éléments dérivés spéculatifs comportant de gros risques de défaillance des emprunteurs. Des monceaux d'actifs toxiques.

- *Mais il y a des procédures de contrôle...*

- Elles sont inopérantes. Les méthodes de stress-tests ou crash-tests ne sont destinées qu'à endormir les observateurs.

- *Vous disiez à propos des banques devant être nationalisées « Reste à les évaluer » ?*

- Vous faites bien de préciser « les banques devant être nationalisées »; il s'agit de distinguer les banques qui gèrent des actifs financiers pour le compte de grandes fortunes privées, non concernées par la nationalisation, des banques généralistes qui –elles– doivent passer sous le contrôle de l'État. En France, je vise les grands conglomérats cités précédemment : l'ensemble d'entre eux en fait, à l'exception des

réseaux mutualistes, puisque les banques se sont rachetées entre elles et appartiennent au même groupement. Pour permettre une vraie évaluation et fouiller les soutes des banques, il faudra porter des combinaisons anti-radiation, car on risque de tomber sur des actifs tellement toxiques qu'ils en deviennent radioactifs. Au sortir de cet inventaire, après application de la décote afférente, on s'apercevra que les banques ne valent plus très cher. On a en ce moment une fenêtre d'opportunité pour nationaliser. Autant garder les ressources pour recapitaliser les banques, une fois celles-ci réintégrées dans la sphère publique.

- *Attendez... les banques sont cotées en bourse. Il y a un prix de marché.*

- On a droit à une panique boursière par mois, en moyenne, depuis le début du 'double dip'. Il faut agir au plus bas de l'une d'entre elles. L'État apparaîtra comme un sauveur, tel Zorro quand la victime est enchaînée aux rails et que l'express fonce dessus. Lorsque l'on a de la monnaie virtuelle, on a des valorisations boursières fictives qui alternent les pics et les creux abyssaux sans aucune rationalité. La valeur des actifs sous-jacents n'a aucune importance, les cours ne se fondent que sur des hypothèses relatives au niveau de cupidité ou d'épouvante que l'on suppose chez les acheteurs. Le rôle de la Bourse était de financer l'industrie. Aujourd'hui, elle se résume à lancer des paris spéculatifs.

- *Il n'en demeure pas moins qu'il faut bien dédommager les actionnaires. Non ?*

- Si. Il conviendrait de convertir les actions en obligations d'État à trente ans, jusqu'à cinquante ans. En clair, l'État –via les banques qu'il a nationalisées– va chercher auprès de la BCE des liquidités empruntées à 1%, en réalité gratuitement puisque l'érosion monétaire réelle est supérieure à 3%. Rappelez-vous la fameuse baguette passée de 1 franc à 1,10 euro. Donc, les banques d'État émettent des obligations à 30, 40 ou 50 ans, à –disons– 2,9 %. C'est peu mais il s'agit de la plus belle signature possible, le risque est quasi-nul, et c'est toujours préférable à une action qui va s'effondrer de 60% au prochain krach. Les taux d'intérêt des banques centrales et le cours des actions de banques sont tombés tellement bas, qu'on a une occasion historique à ne surtout pas rater. Ces obligations seront cotées sur le marché obligataire. Si quelqu'un possédait pour 1.000 euros d'actions, ses actions sont converties en obligations, elle touche 29 euros tous les ans, son épargne est en sécurité et l'État remboursera à ses enfants les 1.000 euros dans 30, 40 ou 50 ans.

- *Les actionnaires ne seraient-ils pas lésés ?*

- C'est l'histoire du verre à moitié vide ou à moitié plein. En cas de faillite, leurs titres

ne vaudraient plus rien. Aujourd'hui, leur investissement se retrouve à marée basse, une fois imputée la réalité du hors-bilan. À chaque bulle, ils se sont gavés. Aujourd'hui, la fête est finie. Néanmoins, ils se retrouvent avec des obligations bénéficiant de la garantie maximum. On ne va quand même pas sortir les mouchoirs ni jouer la marche funèbre !

- Et pour la recapitalisation des banques devenues publiques ? On émet aussi des obligations ?

- D'abord, vous seriez étonnée de voir que le marché obligataire attire énormément de grandes entreprises juchées sur des montagnes de cash. Pour ne pas faire de jaloux en France, je vous donne un exemple suisse : Nestlé. Ils ont tellement de liquidités qu'ils pourraient racheter la famille Bettencourt et se payer L'Oréal demain. Ce groupe est très actif sur le marché obligataire. Mais il y a aussi une autre source de recettes qui feraient de ces nationalisations, non pas une charge, mais une excellente affaire pour l'État. J'ai toujours dit que l'État n'a pas vocation à se substituer aux acteurs économiques privés ; il doit contrôler ce qui ressort des services publics, dont l'accès à la monnaie et l'allocation des ressources financières à l'économie, car cela relève du bien commun. En pratique, il faudra dissocier les filiales ou divisions de banques qui exercent les autres métiers bancaires, comme la gestion de patrimoine, l'ingénierie financière pour le compte de grands groupes, etc... Celles-ci seront revendues et le produit pourra financer la recapitalisation des banques publiques. De toutes façons, il faut impérativement que l'opération soit très bénéficiaire pour le pays, puisqu'il récupère au passage les créances douteuses et les actifs toxiques. Quand bien même le processus aurait intérêt à s'étendre à toute l'Europe et au-delà, pour prendre l'exemple de la France, le caractère bénéficiaire de l'opération est nécessaire pour garder son triple A auprès de deux agences parmi les "big three".

- Donc, émission d'obligations à long terme en contrepartie des actions, et vente des filiales.

- Voilà.

- Je voudrais aussi qu'on évoque la question sous l'angle des grandes entreprises.

- Les grandes entreprises ont moins de problèmes. Elles vont chercher la croissance là où elle est, dans les pays émergents. Elles peuvent se refinancer directement sur les marchés de capitaux. Elles peuvent émettre des obligations. Les filiales de banques, celles dissociées du métier banque de dépôts et de crédits, qui seront revendues au

secteur privé après les nationalisations, pourront continuer à financer les deals de private equity pour permettre les fusions-acquisitions. Le problème se pose pour l'éventail d'acteurs économiques qui va de l'auto-entrepreneur à la PME, en passant par l'artisan, le commerçant, et la petite entreprise. Eux dépendent des banques à 100%. Tout ce pan de la nation qui essaie de produire de la valeur ajoutée est entravé dans son bon fonctionnement. Je dis « de la nation », mais c'est la même chose à travers l'Europe. Il est urgent d'inscrire dans la loi l'engagement sous contrainte astreignant les banques à financer tous ces acteurs économiques, engagement dont la crédibilité d'une mise en œuvre n'existe que par leur nationalisation à coût zéro pour le contribuable.

- Et vis-à-vis de ces banques publiques, si –par exemple– un pays d'Europe du Sud faisait défaut ?

- Les autres pays européens doivent tout tenter pour l'éviter. Il faut redéployer les échéanciers sur du très... très... long terme. Et requalifier toute cette mascarade de prêts entre 7 et 17% en crédits à 3% remboursables lentement aux banques publiques grâce à de la création de richesse objective, ce qui suppose que l'Europe ait nationalisé l'ensemble de son système bancaire. Je remarque que la Saxo Banque imagine comme très crédibles les nationalisations massives de banques européennes (plus de cinquante banques seraient concernées) à cause des nouvelles exigences de fonds propres, et des nouvelles réglementations pour accélérer leur désendettement. Saxo Banque prévoit une braderie d'actifs financiers de grande ampleur et la disparition de multiples banques commerciales. Avant que les marchés n'autodétruisent le système, je répète que les États doivent sauver les banques en les nationalisant. Quant aux États de la zone euro, ils devraient pouvoir se financer directement à 1% auprès de la BCE. Lorsque les banques françaises empruntent à 1% des dizaines de milliards abondés par les États pour les reprêter aussitôt entre 3 et 4% à la France avec la garantie du contribuable, il faudrait apposer un écriteau « Ici, la bêtise humaine atteint son apogée ». Est-ce que les 2 ou 3 points de marge n'auraient pas été plus utiles à notre pays s'ils avaient été injectés dans l'économie réelle plutôt qu'être absorbés par la sphère spéculative ? N'aurait-il pas mieux valu construire cent mille logements que de régaler une industrie parasite ?

- Vous outragez les banquiers, là !

- Ce n'est pas un outrage, c'est un diagnostic !

9 – Les conséquences de ce qu'on ne fait pas sont les plus graves

- Lors d'un précédent entretien, vous m'avez dit " on devrait s'inspirer des leçons des pères de l'Europe ". À qui faisiez-vous allusion ?

- Jacques Delors et Helmut Schmidt ont publié dans Le Monde une analyse pleine de bon sens et de sagesse. J'en résume l'esprit : c'est le serpent qui se mord la queue. Les marchés font la loi vis à vis des gouvernements car l'économie toute entière leur est asservie. Quand les banques ont des problèmes elles se font renflouer par les gouvernements. En revanche, les banques n'aident pas les entreprises à se développer alors que ces dernières sont génératrices de richesses qui permettraient aux États d'exprimer une croissance avérée. Avec une baisse des recettes, les États s'appauvrissent et ouvrent la porte à la spéculation des marchés sur leurs dettes... Les gouvernements seraient donc condamnés à rester impuissants vis à vis de la finance.

Aujourd'hui, nous sommes dans la pire situation que le monde ait connu depuis cent ans, à l'exception des guerres, bien sûr. La France doit trouver 190 milliards d'euros, rien que pour continuer à fonctionner. Elle a une dette de 1.700 milliards. Les intérêts de la dette sont de 50 milliards. Et en aucun cas la croissance du pays ne peut permettre de ne pas creuser davantage l'endettement. En plus, nous sommes bordés de pays qui se trouvent dans la même situation, voir pire. Quant à la première économie du monde, celle qui détient la devise de référence du commerce mondial, qui symbolise l'alpha et l'omega sur toutes les bourses mondiales, elle doit près de 15.000 milliards de dollars. La crise financière mondiale résulte du dévoiement du capitalisme financier, obsédé par la seule création de valeur boursière, par opposition au capitalisme entrepreneurial qui produit des biens et des services, donc des richesses objectives.

- Et alors, que faut-il faire pour changer le système ?

- Je suis entièrement sur la ligne de Jacques Delors. Celui-ci, à l'origine de l'union monétaire, aurait vraisemblablement été élu s'il s'était présenté en 1995. Aujourd'hui, il est insupportable que les marchés fassent trembler les gouvernements de la zone euro et leur dictent la conduite à tenir. Ceux-là même qui ont organisé toutes les bulles

alimentées par l'argent des plans de relance viennent jouer les pompiers pyromanes en intimant aux gouvernements l'ordre de réduire les déficits publics ! C'est l'hôpital qui se moque de l'hôtel cinq étoiles ! Les agences de notation, tentacules parmi d'autres de la pieuvre financière, qui avaient décerné du triple A aux subprimes, viennent dégrader le rating des États sous prétexte de panne de croissance. Il y a une rétorsion à mettre en place contre ceux qui rançonnent le système tout en l'accablant.

- En attendant, quelle serait la principale riposte à apporter pour surmonter la crise ?

- On ne pourra pas éviter jusqu'à la fin des temps de s'attaquer au problème de la dette. Pour l'instant, en Europe et aux États-Unis, on a choisi la voie de la monétisation outrancière de la dette. Parce que cette voie est la plus invisible pour les populations. Celle qui évite, pour l'instant, de les faire descendre dans la rue. Mais c'est aussi celle qui trahit tout bas.

- Expliquez-vous...

- Ça rejoint ce dont nous avons parlé plus tôt : la création de monnaie fondée sur du vent par les banques centrales, autrement dit, sans création de richesse corrélative. Les pays endettés doivent rembourser les banques, les banques doivent rembourser les États qui les renflouent, les États doivent rembourser les banques centrales auprès desquelles ils empruntent. Mais il n'y a pas d'exigibilité pour le passif des banques centrales. Elles peuvent empiler dans leur bilan tous les cadavres occultés dans le hors-bilan des banques. Elles peuvent créer de la monnaie sans limite. Elles font office de prêteur en dernier ressort en émettant de la dette sur elles-mêmes.

- Et en conséquence ?

- La fuite en avant de la monnaie. La richesse n'augmente pas, la masse monétaire augmente. Chaque dollar et chaque euro rétrécit. Les salariés sont spoliés, les retraités sont spoliés, les épargnants sont spoliés. Pour ne parler que de la France, l'endettement du Trésor Public est tel que même une augmentation des impôts serait neutralisée par le service de la dette. À côté de ça, une réduction drastique des dépenses publiques entraînerait une réduction de l'activité, donc moins de recettes fiscales. Vous voyez un peu la quadrature du cercle.

- Donc, ça limite les options. Malgré tout, pour parler de la France et des élections, les programmes des principaux candidats prévoient tous de réduire l'endettement, non ?

- Les candidats doivent tout promettre pour plaire au peuple afin d'être élus. Mais personne n'a avancé de plan pérenne permettant aux finances publiques de rembourser 50 milliards d'intérêts. A fortiori, de rembourser le premier euro du principal. Tout le monde panique à l'annonce que la France ait perdu son triple A, dicit une agence sur trois (celle-là même qui avait décerné AAA aux subprimes en 2007). Ça montre bien qu'on a l'intention et même la nécessité de continuer à emprunter pour financer nos déficits, puisqu'on a besoin de la note la moins mauvaise pour ne pas encourir des taux d'intérêts plus élevés. Donc, la spirale de la dette se poursuit. Un jour ou l'autre, chaque candidat espérant que ça n'arrivera pas pendant son mandat, ces prêts non remboursés finiront par se transformer en impôts. Les Français descendront dans la rue comme l'ont déjà fait les Grecs et les Espagnols, mais, que voulez-vous, cette dette est un impôt différé. Ou alors, on monétise jusqu'à détruire complètement l'euro, ou n'importe quelle devise de substitution, et le niveau de vie de tout le monde s'effondre. À un tel niveau de déficit, au bout, on a les impôts ou l'hyperinflation, elle-même comparable à un impôt sur l'ensemble des consommateurs. C'est inexorable.

- *Qu'entendiez-vous, lors de notre premier échange, par la refondation d'un New Deal ?*

- Le communisme s'est désintégré avec la chute du mur de Berlin, la perestroïka de Gorbatchev, et le virage en angle maximum des camarades capitalistes chinois. L'ultralibéralisme vient à son tour d'échouer en produisant la pire crise économique connue de mémoire d'homme. Ce New Deal version 2012 consistera en la fondation d'une nouvelle société. Le capitalisme social signifie l'existence d'un puissant secteur privé, irrigué par un accès massif au financement dont la puissance publique est garante, avec une nouvelle règle de répartition entre les salaires –qui doivent être revalorisés– et la part allant aux dividendes. Il suppose d'arrêter de croire que la croissance va revenir d'elle-même, alors que ça fait dix ans qu'on ne produit que de la fausse richesse basée sur de la dette. D'arrêter aussi de répéter que la France a un modèle économique reposant sur la consommation. La vacuité du propos tient dans son énoncé : je ne vois pas comment on pourrait constituer de la richesse uniquement en consommant à crédit. Il manque le principal : produire.

La France doit produire et vendre dans le monde entier des marchandises de luxe ou de haute technologie, à forte valeur ajoutée. Elle doit enfin lancer un programme de dimension historique pour solutionner ses deux principaux fléaux : le chômage et le mal-logement. À cet égard, je propose une solution dont je certifie le bien-fondé, et le documente. Je suggère que nous lui consacrons le chapitre suivant.

10 – Quand les problèmes deviennent des solutions

- *Nous avons énuméré toute une série d'issues dramatiques. Mais n'y aurait-il pas une façon plus optimiste d'envisager la situation ?*

- L'angle optimiste consisterait à quantifier la richesse des Français, et la mettre en perspective avec ce qu'ils doivent rembourser. On estime à plus de 10.000 milliards d'euros le patrimoine financier de la France, si on inclut tout, à savoir l'immobilier, l'assurance-vie et les actifs de l'État. Les ménages composant les 10% les plus aisés détiennent 2.500 milliards. En face, la dette atteint 1.700 milliards. C'est un ratio monstrueux, mais... gérable. Considérant qu'il n'existe aucune solution 'soft', étant donné aussi qu'un déchaînement de violences sociales menacerait tous les Français –y compris les plus riches– j'avance l'idée que nos concitoyens assujettis à l'impôt sur le revenu (à savoir moins de la moitié des ménages) et les entreprises françaises grandes et moyennes (en fonction de leurs actifs) prennent temporairement à leur charge le montant des intérêts de la dette du pays, soit 50 milliards d'euros. Avec une dégressivité importante, c'est-à-dire un taux en pyramide inversée, pour impacter modérément les moins riches.

- *50 milliards d'euros dès la première année ! J'espère que vous réalisez le caractère iconoclaste de cette suggestion ?*

- Je réalise d'autant plus que mes finances en seraient directement impactées. Mais je crois quand même que, malgré cette ponction, je dormirais mieux que si on trouvait des familles dans des cartons sur le trottoir à tous les virages.

- *Non, mais 50 milliards d'euros de charge supplémentaire sur le dos des contribuables, malgré tout !*

- Pas vraiment. Ce ne doit pas être assimilé à un impôt. Il faut voir ça comme une avance citoyenne de trésorerie, récupérable au moyen de déductions fiscales sur vingt ans. Les citoyens imposables, personnes physiques et entreprises, font la banque pour l'État. Mais au cours des vingt années suivantes, l'État percevra 2,5 milliards de taxes

en moins chaque année. Donc, petit à petit, les contribuables récupéreront la totalité de leur avance amortissable. Du point de vue de l'État, il ne faut pas considérer ceci comme un manque à gagner, dès lors que l'avance de trésorerie constituée en sa faveur par les citoyens aura été convertie en actifs productifs de revenus. L'État ayant fait "travailler" l'avance citoyenne, celle-ci génère une rentabilité, laquelle correspond à des recettes.

- *Ah, je n'avais pas compris que c'était récupérable.*

- Si, bien sûr. Sinon on crierait à l'injustice puisque ce n'est pas les contribuables qui ont fait le trou. Mais il s'agit d'un effort citoyen par lequel ils avancent l'équivalent des intérêts de la dette nationale à l'État, à proportion des patrimoines et des revenus de chacun, sachant que cette avance sera intégralement récupérée en déductions fiscales sur vingt ans. Grâce à ce levier de cinquante milliards pour ses finances publiques, la France gagnera fortement en crédibilité, mériter le 'rating' le plus haut, ce qui revient au taux d'intérêts le plus bas, pour emprunter l'argent de la relance sur les marchés. En l'occurrence, de l'argent quasi-gratuit, emprunté à un taux inférieur à celui de l'érosion monétaire. La grande différence consiste dans l'emploi de cet argent emprunté. Il sera entièrement consacré à créer des richesses en relançant massivement l'activité, en stimulant l'emploi, au lieu de servir à payer les intérêts de la dette et continuer à creuser les déficits.

- *Admettons. Mais, il y a des tas de gens, ou même d'entreprises, dont les biens ne sont pas liquides. Pour beaucoup de foyers, le patrimoine est constitué avant tout de la résidence principale. Comment voulez-vous que tous ces contribuables paient en plus les intérêts de la dette nationale ?*

- Dans le cas des contribuables qui ne pourraient pas s'acquitter cash de leur fraction de cette avance récupérable, ils l'assumeraient au titre d'un endettement individualisé auprès des banques d'État nouvellement nationalisées, en vertu d'un prêt 'in fine' consenti à 2%, dont les intérêts seraient déductibles de leurs impôts. Voilà. Les citoyens voleraient au secours de l'État. L'épargne financière serait mise à contribution. Je n'y peux rien si les politiques font tout pour que les électeurs gardent la tête dans le sable et ne réalisent pas la gravité de la situation. Ce n'est pas pour autant qu'elle est moins tragique. Comme on l'a dit avant moi, les faits sont têtus. Et la dette continue à rouler.

- *Et pourquoi personne ne le propose-t-il ?*

- Parce que les candidats ont besoin d'être élus. Pas moi. Donc je peux le proposer. Le

pays pourrait redémarrer. Et on pourrait s'employer à résoudre un des pires fléaux qu'occasionnent la paupérisation, la précarisation, le chômage, le divorce, la flambée des prix du m², les migrations... à savoir la crise du logement. Je rappelle que le mal-logement représente 3,8 millions de personnes en France. Le premier chantier à la charge du budget national, ainsi allégé du poids des intérêts de la dette, serait de mettre en construction 200.000 logements par an avec un objectif de 1,2 millions de logements dans six ans (en plus de qui se pratique déjà). L'investissement s'estimerait à 10 milliards d'euros par an. Il s'agirait d'une sorte de « Plan Marshall du Logement » pour catapulter l'offre à un niveau d'équilibre avec la demande.

- Je fais un calcul mental rapide : 10 milliards divisés par 200.000, cela donne une moyenne de 50.000 euros par logement. Je me souviens de la fameuse « maison Borloo » à 100.000 euros. Comment parvenez-vous à citer un prix moitié moins cher ?

- Le prix peut même être encore plus bas, en fonction de la surface. On va détailler, si vous le voulez. Il s'agit d'un projet de maisons écologiques dont je peux faire bénéficier nos territoires. Tout est chiffré et tout est réalisable. Et oui, je le confirme : à la moitié du prix de la maison Borloo. Bien sûr, ces maisons seraient réservées à nos concitoyens les plus démunis, sous condition de ressources. Un des effets serait de supprimer les quartiers insalubres dans certaines villes et d'éviter les ghettos urbains.

- Je me permets d'insister : comment prétendez-vous construire des maisons si peu chères, à grosso modo la moitié du prix Borloo pour une surface comparable ?

- Je ne prétends pas, je certifie. Si les municipalités mettaient des terrains à disposition pour la construction de logements sociaux, au moyen de baux emphytéotiques de 99 ans, avec un loyer annuel de 1 €/an payable d'avance, soit un versement initial de 99 euros, une de mes sociétés est en mesure de construire des maisons écologiques dont le prix s'échelonne de 24.000 € pour 34 m², 32.000 € pour 45 m², 48.000 € pour 68 m² et 63.000 € pour 90 m², à condition que la production porte sur de grandes quantités d'unités, et en nous limitant à une petite marge. On est sur la base de 700 euros du m² environ clé en main. Je ne vous cache pas que je pourrais demander un prix de marché très supérieur compte tenu de l'écart avec le prix de la maison Borloo, qui restait jusqu'à aujourd'hui la solution la plus performante jamais proposée. Pour concourir à l'effort national de sortie de crise, je m'y refuse. Je rends hommage à la solution Borloo, tout en l'améliorant considérablement et divisant son coût par deux, sous réserve de mise en place des emphytéoses. Ceci permettrait de poser un modèle de référence et de créer des emplois puisque nous établirions les usines de fabrication en France, si le nouveau gouvernement adhère à mon projet, consistant à construire 200.000 maisons

chaque année sur six ans, en plus de ce qui se fait aujourd'hui. Ça donnerait une bouffée d'oxygène à l'économie, et contribuerait à réduire le chômage et la pauvreté.

- Là, vous proposez carrément de faire d'une pierre trois coups, compenser les intérêts de la dette nationale, relancer l'activité et l'emploi, et résorber les difficultés à se loger.

- Absolument. On pourrait ajouter un quatrième coup à votre pierre : arrêter que la hausse de l'immobilier soit supérieure à la hausse des revenus. Je vous ai décrit un tout nouveau concept de construction et d'acquisition pour nos concitoyens victimes du mal-logement. Il est anormal de nos jours que des gens dorment dans leur voiture ou vivent dans des endroits insalubres. D'autant plus que certains travaillent, même si cette situation favorise à l'évidence la précarité. Il y a une urgence nationale à leur fournir un logement afin qu'ils retrouvent leur dignité et puissent reprendre goût au travail et à la vie.

- Il doit bien y avoir des conditions particulières, en plus des baux de 99 ans. Expliquez.

- Il faut pour commencer la volonté politique de démarrer un programme sur six ans, à raison de 200.000 maisons par an. En ce qui concerne ces maisons écologiques réservées à nos compatriotes démunis, l'acquéreur paiera une TVA sociale de 5,5%. Les banques nouvellement nationalisées lui octroieront un crédit aidé 'in fine' à taux fixe de 3% sur 30 ans, sans apport personnel. À ce taux encadré, les banques ayant réintégré la sphère publique font encore deux points de marge, puisqu'elles empruntent à 1%. Je précise que si –malgré son impérieuse nécessité– la nationalisation des banques n'étaient pas encore intervenue, la France pourrait fonder une banque d'État consacrée à un plan d'urgence nationale.

- Quel plan d'urgence nationale ?

- D'abord et avant tout, le logement social, ainsi que nous venons d'en débattre. Également –et tout aussi prioritairement– la relance de l'économie par une aide massive aux PME, dont la mise en orbite de quatre mille maxi-PME à vocation exportatrice comme en Allemagne. Et enfin une incitation d'envergure à l'emploi. Cette banque d'État, que j'appellerais « Banque des Citoyens », aurait la puissance publique comme actionnaire unique, un actionnaire dopé par la mesure fiscale de l'avance citoyenne précédemment décrite. La Banque des Citoyens emprunterait à la BCE cinquante milliards d'euros la première année à 1%. Cela pour travailler avec un levier de dix, soit cinq cent milliards d'euros. Parmi ses objectifs de première intention, cette banque financera à 3% nos concitoyens les plus démunis dans leur projet d'accession. J'en reviens ici à notre campagne de construction de 200.000 maisons chaque année.

Chaque acquéreur devra s'acquitter mensuellement d'un intérêt de : 60 € pour une maison de 34 m², 80 € pour 45 m², 120 € pour 68 m² et 158 € pour 90 m². Le principal n'étant à payer qu'à l'expiration du crédit, dans trente ans. Voilà le prix imbattable pour devenir propriétaire dans le segment social ! Précisant qu'aussitôt les maisons construites, leur valeur de marché aura déjà doublé. Et si au bout de vingt ans le propriétaire de la maison veut la vendre, il le pourra, sachant que les maisons auront pris une valorisation considérable en comparaison de leur prix d'achat.

- Parlons-en de la valeur des maisons, puisqu'elles sont sur des assises foncières destinées à revenir à la collectivité dans un siècle. C'est bien comme ça que fonctionnent les baux emphytéotiques, non ?

- D'abord, les baux emphytéotiques peuvent toujours être prolongés. Que vous soyez propriétaire ou bénéficiaire d'un tel bail sur 99 ans, ça revient pratiquement au même, et n'a aucune incidence sur la valeur des maisons, sauf en fin de bail. Et encore, vers la fin, il est d'usage que la collectivité le renouvelle. Si ce que je propose était adopté, les accédants ne pourraient pas revendre les maisons pendant vingt ans à moins de perdre la plus-value. Prenons l'exemple d'une maison de 68 m² à 48.000 €, donnant lieu à un paiement mensuel de 120 € : Il faut bien comprendre qu'une fois construite, elle vaudra près de 100.000 €. Au bout de vingt ans, elle vaudra 200.000 €, peut-être davantage, et pourra être vendue. En cas de revente après vingt ans, sachant que l'occupation n'aura occasionné que le paiement d'un intérêt minime, quatre à cinq fois inférieur à un loyer qui irait en augmentant, le vendeur mettra 152.000 € dans sa poche dans le cas d'une vente à 200.000 €. Pas d'impôt puisque résidence principale. Il aura ainsi constitué un bas de laine pour un projet de vie, ou un apport pour racheter un autre bien, ou encore investir dans la pierre en vue de sa retraite.

- Je reprends vos chiffres. Je les ai notés. Chaque acquéreur devra s'acquitter mensuellement vis-à-vis de sa banque publique de : 60 € pour une maison de 34 m², 80 € pour 45 m², 120 € pour 68 m² et 158 € pour 90 m². Mais ça n'atteint même pas le montant de l'aide au logement ?

- Vous avez parfaitement saisi. L'allocation-logement couvrira les intérêts du crédit 'in fine', rappelant que l'amortissement du capital emprunté n'arrive à échéance qu'au bout de trente ans. Dans le cadre du redressement des finances publiques, l'État économisera des milliards, à savoir la différence positive entre l'APL et le montant des intérêts que les accédants paieront. Pour une fois, la finance créative permettra aux populations pauvres d'être logées et de se constituer un patrimoine, sans la moindre réduction de leurs ressources.

- *Cela semble une solution formidable pour un si grand nombre de familles.*

- Imaginez qu'une famille bascule dans la précarité et se retrouve dans la rue. La loi oblige les collectivités à céder des terrains et consentir des emphytéoses. Cette famille se loge dans une maison agréable, élégante et écologique, pour une fraction infime de ce que lui aurait coûté un loyer, avec la perspective de pouvoir se constituer un petit capital pour plus tard.

- *Donc, l'argent emprunté aux organismes émetteurs par le pays (par la grâce d'un triple A récupéré) servirait d'abord à la politique du logement ?*

- En priorité, oui, puisque les recettes fiscales de l'avance citoyenne redoreraient le blason de la France sur les marchés en tant qu'emprunteur souverain de premier choix. Et la politique du logement représente une des deux préoccupations majeures des Français avec l'emploi. Il s'agit d'un formidable vecteur de croissance, fondé sur du tangible, l'immobilier, pas sur du vent. Mais les investissements publics devront aussi intervenir dans l'éducation, dans la création d'établissements de santé spécialisés, par exemple dans la prise en charge des malades d'Alzheimer, compte tenu du vieillissement de la population. Je n'inclus pas la recapitalisation des banques qui aurait dû avoir lieu après leur nationalisation et non pas avant, comme on le fait maintenant. Nous avons déjà discuté ensemble de son financement par la revente des filiales non dédiées au service public du crédit obligatoire à l'économie.

- *Je sens que vous allez encore trouver l'occasion d'enfoncer le clou sur la nationalisation des banques !*

- Surtout qu'afin de financer une vraie politique du logement, on aura besoin de banques sous contrôle public. Si cela pouvait faire émerger une prise de conscience sur la nécessité d'une telle décision à l'échelle européenne, toutes les occasions seraient bonnes pour agiter la sonnette. Je trouve assez cocasse que le seul pays qui était alors sans gouvernement depuis 500 jours nous donne le bon exemple : Nous avons déjà évoqué la prise de contrôle à 100% de Dexia Banque Belgique par l'État belge pour 4 milliards € alors que la holding l'avait inscrite dans ses livres à hauteur de 8 milliards. L'État a nationalisé la banque en appliquant une décote de 50% au titre de ses actifs toxiques. Les filiales vont être revendues pour ne garder que l'activité dépôt et crédit. Je recommande vivement à tous les pays européens de suivre cet exemple.

- *Dont vous avez signalé l'alternative : tant que la nationalisation de tout le système bancaire n'est pas engagée, créer une Banque des Citoyens entièrement publique.*

- Bien sûr. Les banques privées reçoivent aujourd'hui une avalanche de liquidités fournies à des taux d'intérêt proches de zéro par la BCE, liquidités qu'elles prêtent en retour aux pays européens « mal notés » à des taux très élevés, ce qui leur permet d'engranger des profits considérables sans le moindre risque, puisque la BCE est derrière pour les soutenir. Je répète ma question simpliste déjà posée : pourquoi engraisser une industrie intermédiaire parasite qui ne pourrait pas fonctionner sans la garantie des puissances publiques ? Pourquoi les États, la France en premier, ne récupérerait pas l'activité "banque" dans son giron et tous ses profits, puisqu'ils endossent les risques. Pourquoi celui qui assume les risques ne perçoit pas les profits ? Ou en prenant le raisonnement à l'envers, pourquoi les États emprunteurs n'émettent-ils pas des obligations souveraines à 1% garanties par la BCE et le FESF ? C'est simple : que les États aillent directement chercher les liquidités à 1% auprès de la BCE, ou alors, s'il fallait absolument intercaler les banques, qu'elles soient contrôlées par les États ! Ce n'est quand même pas si compliqué à comprendre par nos élites !

***Ce livre vous est offert gracieusement par la
Fondation Mark Elie Klein.***

***Quelques passages vous ont plu ? : N'hésitez
pas à en faire profiter vos amis, en leur
faisant très largement suivre ce fichier.***

***Vos amis peuvent aussi librement
télécharger ce livre sur :***

www.citizenklein.com

Votre lecture continue ci-après...

11 – Le bal des impatients

- Entre les nationalisations des banques et les mesures gigantesques pour l'habitat social, nous avons décortiqué des réformes pour le moins radicales. Parmi les acteurs politiques français de premier plan, qui pourrait les porter ?

- Je ne peux pas répondre à cette question puisque, jusqu'à présent, ces réformes ne figurent dans le programme de personne. C'est aux politiques qu'il faudrait demander « Après avoir lu le livre de Mark Elie Klein, allez-vous vous inspirer de ses solutions ? Allez-vous lui demander son concours pour résoudre le fléau du mal-logement ? ». Pour ma part, je suis disponible sans a priori.

- Il y a déjà quelqu'un qui ne risque plus de se voir poser votre interrogation, c'est Dominique Strauss Kahn, malgré six mois à truster les 'unes' dans les médias !

- Peut-être que les nombreux journalistes déterminés à gêner Nicolas Sarkozy voient dans une fantasmagorique théorie du complot l'occasion de suggérer quelque délirante manœuvre élyséenne pour disqualifier un concurrent. Il y a bien eu un bonhomme pour essayer de persuader l'opinion que les attentats contre le World Trade Center étaient un montage de la CIA, donc l'imagination ne connaît pas de limites. Peut-être aussi que cette fumeuse théorie du complot constitue la tentative de certains pour expliquer une énigme qui résiste à toute logique : Je n'ai aucune expérience en la matière, mais je me borne à constater que 7 à 9 minutes pour qu'un homme de la corpulence de DSK parvienne à maîtriser une femme robuste qui a trente ans de moins que lui et une tête de plus, qui se débat comme une furie pour défendre sa vertu, et avoir en plus le temps de conclure, ça ne tient pas la route. Sauf en l'assommant, et là, on ne la retrouverait pas en train d'épousseter la chambre voisine l'instant d'après, ou d'attendre sagement assise dans le couloir. Inversement, je veux bien qu'on fasse passer DSK pour un séducteur, mais il n'est franchement pas crédible dans le rôle du playboy qui provoque un coup de foudre instantané chez une employée au point de laisser tomber son aspirateur pour lui sauter dessus et boucler l'affaire en 7 à 9 minutes chrono préliminaires inclus ! C'est du poker menteur de part et d'autre. Passons à autre chose.

- À défaut de complot, il a indéniablement pâti de sa relation à l'argent. D'après vous, est-ce aussi le cas pour Nicolas Sarkozy. Toutes ces histoires autour du Fouquet's et du yacht...

- S'il avait pris la décision de déjeuner entre amis dans une gargote de troisième ordre ou de passer deux jours avec son épouse dans un camping-car, les médias l'auraient encore critiqué. Je remarque juste que la presse a fait un business model du matraquage d'insultes, de calomnies et de diffamations à son encontre, à longueur de quinquennat. Depuis le droit romain, la diffamation donne lieu à une condamnation sévère. Dans le Code, il n'y a pas marqué « sauf pour les titulaires d'une carte de presse ». Ça me dépasse que cette profession s'épanouisse dans une zone de non-droit, alors qu'elle n'arrête pas de donner des leçons de morale.

- Donc, vous prenez la défense de Sarkozy ?

- Ni son attaque ni sa défense. Je ne vais pas me mettre à commenter les uns et les autres. Je trouve extraordinaire que les gens vivent dans une sorte de réalité virtuelle : comme si les crises ou les rebonds étaient à imputer à la présidence d'un pays de taille moyenne. Les vrais leviers de commande se trouvent derrière le décor. Permettez-moi de citer la phrase célèbre du fondateur de la dynastie Rothschild « Donnez-moi le contrôle de l'argent d'un pays. Peu m'importe qui en fait les lois ». Le pouvoir réel est détenu par les marchés. Les décisions "historiques" de chaque G20 ne tiennent même pas huit jours. Exemple : la réduction de la dette grecque ; après des pseudo-sommets "de la dernière chance", les banques sont encore en train de marchander leur soutien.

- Et François Hollande, par souci de parité, puisqu'on a parlé de Nicolas Sarkozy?

- Il me semble que ses positions sur les banques et sur la fiscalité tiennent la distance. Quoiqu'un peu timorées à propos des banques, parce qu'il faut aller beaucoup plus loin ! Nous en avons abondamment parlé. La seule solution consiste en la nationalisation, tout en restant en bourse, c'est-à-dire conservant le système actionnarial et la transparence, avec une participation d'actionnaires privés inférieure au seuil de la minorité de blocage. Je préconise une vente des filiales de banque spécialisées, dont le produit servirait à dédommager les actionnaires privés obligés de céder leurs actions. En tenant compte des actifs toxiques qui plombent leurs comptes, incluant ceux dissimulés dans le hors-bilan, les banques ne valent pas cher, quand elles ne sont pas carrément en faillite potentielle ! C'est le moment idéal pour les nationaliser. En ce qui concerne l'impôt sur les sociétés, la proposition du candidat Hollande de sous-taxer les bénéfices réinvestis et surtaxer les bénéfices distribués est intelligente. Ce n'est pas les rentiers qui

manquent, c'est les investisseurs.

- *Au fond, François Hollande, vous lui trouvez la carrure de la fonction ?*

- Je confirme que nos échanges ne se prêtent pas à étaler des commentaires politiques. Je me borne à remarquer qu'il affiche une forme de courtoisie vis-à-vis de ses contradicteurs qui devient plutôt rare et n'en est que plus appréciable. On lui reconnaît un comportement de gentleman. Cela vole à un autre niveau que lorsqu'un député européen avait traité le Président européen Herman Van Rompuy de « serpillière humaine », ou que l'échange d'amabilités entre deux députés bulgares, l'un sortant à l'autre : « Vous n'êtes qu'un minable homosexuel », l'autre répliquant : « Demandez à votre femme si je suis homosexuel ! ». Ça a fait la une des médias pendant quinze jours en Bulgarie. En plus, François Hollande ne semble pas souffrir d'une modélisation de la pensée qui caractérise l'ENA.

Note de l'Éditeur (la Fondation) : Cette série d'entretiens a eu lieu en Octobre et Novembre 2011. Une circulation préliminaire limitée à quelques personnalités a permis la collecte des contributions figurant en P. 3. Rien de public. Il a été procédé à un zeste d'actualisation en Janvier 2012, sans aucune modification de l'argumentaire. Or, nos entretiens semblent manifester un certain côté prophétique, à moins que François Hollande ne soit doué de dons télépathiques. Ce dernier a en effet prononcé un discours le 25 Janvier 2012, dans lequel il reprend point à point la plupart des arguments débattus dans « Citizen Klein » qu'il n'avait pas encore lu ! François Hollande a plaidé pour une reprise en main du monde de la finance : c'est le cœur du Livre. Pour les banques, il a revendiqué la nécessité d'une séparation entre les activités spéculatives et les métiers dépôts et crédits : tout en allant beaucoup plus loin, le Livre insiste sur cette nécessité. Il a marqué l'intention de créer une banque d'État pour financer les PME : cette alternative figure noir sur blanc dans le Livre. Il s'est engagé à conduire un programme de construction de plusieurs centaines de milliers de logements : la démonstration magistrale du Livre en démontre la possibilité. Il a annoncé que les collectivités devaient réserver des terrains : le Livre fournit tous les détails pour cette mise en œuvre. Mais... François Hollande serait-il donc médium ?

- *Quelle est donc cette pensée caractérisant l'ENA ?*

- Une pensée brillante "in vitro", mais complètement déconnectée du monde réel. Comme celle de Michel Rocard additionnant les heures ouvrées chaque année en France et divisant par le nombre de travailleurs et de chômeurs pour décréter qu'on devrait travailler trente heures par semaine pour arriver au plein emploi. Ce type de pensée unique et monoculturelle qui utilise l'intelligence au détriment de l'efficacité. Il y a autant d'exemples à droite qu'à gauche. Je vois deux de nos plus brillants anciens Premiers Ministres à carrure présidentielle, Alain Juppé et Laurent Fabius, comme des victimes de cette modélisation de la pensée. Franchement, on devrait répartir les purs

produits de l'ENA dans les autres filières d'excellence. Ils seraient plus utiles à la nation. Pour moi, l'énarque constitue l'opposé géométrique de l'entrepreneur de terrain. Entre un énarque qui tient des conférences sur l'art de creuser les déficits et un créateur d'empire industriel qui offre son expérience au service de la reprise, comme dirait mon ami Bernard Tapie « Y'a pas photo ».

- *C'est votre ami, Bernard Tapie ?*

- Non. Je ne l'ai rencontré qu'une ou deux fois. C'était une simple façon de parler. Une citation dans son style.

- *Encore un qui a défrayé la chronique avec son gros chèque pour préjudice moral. C'est assez embarrassant pour la directrice générale du FMI... Non ?*

- Les médias nous conditionnent à le penser. Ce n'est pas Christine Lagarde qui a rendu la décision, mais trois juges arbitres qui avaient chacun quarante ans de magistrature au compteur, passées dans les plus hautes instances. Il y avait un professeur de droit au Panthéon, le président du Conseil Constitutionnel et un académicien. C'est assez extraordinaire qu'on prétende que Christine Lagarde ait fait une fleur à Bernard Tapie en décidant qu'il fallait en finir après quinze ans de procédures. Il faudrait combien pour que ce soit équitable ? Trente ans ?

- *À vous qui préconisez de nationaliser le système bancaire, je fais remarquer que son contradicteur, le Crédit Lyonnais, était une banque publique.*

- Vous me tendez une perche et je la saisis : oui, il ne suffit pas qu'une banque soit nationalisée pour qu'elle se conduise bien. Je persiste à affirmer qu'il s'avère nécessaire aujourd'hui de nationaliser les banques comme en 1981, mais il faut aussi placer à leur tête des serviteurs de l'État exclusivement dévoués à leur unique raison d'être : financer les acteurs de l'économie réelle. Cette mission exclusive constitue la deuxième prescription, et les Inspecteurs des Finances y sont parfaitement préparés. Elle exclut toutes aventures hasardeuses comme celles qui ont valu au Crédit Lyonnais de l'époque une perte de 16 milliards d'euros. Ce qui m'amène à redéfinir mes propos tenus antérieurement. Je vous ai dit qu'il fallait nationaliser au niveau européen, ou qu'il y aurait une solution franco-française en inscrivant l'interdiction de refuser un financement dans la Loi. D'abord dans le Code monétaire et financier mais aussi dans les textes applicables par le Juge de l'exécution, voir même dans le Code pénal pour les cas extrêmes de dérobade à l'obligation de financer. En réalité, ce n'est pas l'un ou l'autre, mais les deux à la fois. On nationalise et on sanctionne.

- *Vous parlez comme Jean-Luc Mélenchon, là.*

- En tout cas, c'est le seul qui ait adopté la bonne posture en réaction à la dégradation de la notation française par un des valets de la finance américaine : Standard & Poors. Car vous pensez bien que cette initiative s'inscrit dans la guerre économique de l'ombre que mènent les banksters de Wall Street contre l'euro. Tant au profit de leurs manœuvres spéculatives que pour détourner l'attention de la situation alarmante des États-Unis, qui s'enfoncent sous le poids d'un endettement titanesque, bien supérieur à celui des pays européens. Mélenchon présente le handicap d'une culture rétrograde qui divise les Français : les pauvres contre les riches. Mais en réponse à la malveillance de ces notateurs, il est le seul à avoir haussé le ton : « Il faut rendre les coups ». Malheureusement, c'est un homme de théâtre. Il fait le show. Aller brailler l'Internationale sous les fenêtres d'une succursale ne suffit pas à rendre les coups. Il faut frapper vraiment. Frapper pour faire souffrir. Pour commencer, qui paie Standard & Poors ? Les banques, bien-sûr. Elles missionnent cette agence pour évaluer leurs risques. Si on suivait mon conseil, à compter d'immédiatement, Standard & Poors serait boycotté dans les neuf pays de la zone euro impactés par ses manigances. Tant qu'elles n'ont pas été nationalisées, les banques de ces pays se verraient enjointes de dénoncer séance tenante leurs contrats avec cette firme. Il faut la mettre à genoux.

- *Les banques privées, tant qu'elles le restent, n'ont pas à se faire dicter leur conduite.*

- S'il était anticipé que toutes celles qui continuent à travailler avec cette firme recevront une notification de contrôle fiscal approfondi, ou mieux, une plainte européenne pour avoir vendu des produits structurés complexes sans avertir leur clientèle de leur caractère douteux, je crois que tout le monde se mettrait les oreilles dans le sens du vent. Mais vous avez raison, il ne s'agit là que d'une opération anecdotique. Si on décidait sérieusement de punir les flibustiers qui détruisent notre économie, on pourrait imaginer qu'un service secret, issu d'une unité de défense européenne, mène une série de raids pour infliger des pertes de plusieurs milliards d'euros aux fonds qui spéculent contre l'euro jusqu'à un levier de 100. Par exemple, en diffusant des déclarations provoquant un déchaînement de spéculation à la baisse de l'euro, suivies aussi sec d'une remontée des taux à la stupeur générale faisant brutalement rebondir la devise, ce qui mettrait sur la paille les fonds vautours. Aucune autorité publique légitime ne le permettrait, mais un Mossad à l'européenne pourrait mener une série de blitz. Je livre cette idée en brut, bien conscient de ses difficultés d'application. Mais vous voyez l'esprit. Cogner, pas chanter sous les balcons. Et si ça faisait dégringoler le cours des banques, ce serait autant d'économisé pour les nationaliser.

- Avec ça, vous laissez Mélenchon loin dans votre rétroviseur. Mais avant de poursuivre la galerie de portraits, j'aimerais comprendre le sens que vous donnez à cette guerre économique menée par les États-Unis ?

- Non, non. Ce n'est pas ce que j'ai dit. Sans nul doute, il y a un nationalisme économique américain et Standard & Poors arbore la bannière étoilée. Le Trésor US a publié le chiffre de son endettement, supérieur à 15.000 milliards de dollars. Or, sa production est légèrement inférieure à 15.000 milliards. Ce qui donne un ratio dette sur PIB dépassant 100%. Mais ceci ne concerne que l'État fédéral. Quand vous ajoutez les dettes de chaque État au cas par cas, plus celles des villes, comme Los Angeles surendettée, et que vous additionnez ces engagements aux dettes du secteur financier US, des entreprises privées et des ménages, vous arrivez au ratio délirant de 360% du PIB. Les États-Unis sont dans une situation encore pire que l'Europe. L'Europe supporte la charge de l'État-providence, mais l'Amérique supporte celle de son complexe militaro-industriel. Si on s'en tenait aux chiffres, la débâcle US apparaîtrait comme encore pire. Standard & Poors fait diversion, en détournant l'attention des marchés sur les problèmes de l'Europe et redirigeant la spéculation contre l'euro plutôt que contre le dollar (avec la complaisance des euro-partisans de la dévaluation compétitive), ou contre les obligations souveraines européennes plutôt qu'américaines. Dans leur ensemble, les États-Unis ne livrent aucune guerre à l'Europe et la Fed a même aidé la BCE en lui ouvrant des lignes de crédit illimité pour fournir des dollars à nos banques insolubles qui ne se prêtent plus entre elles. S'agissant de Standard & Poors, son annonce était déjà actée dans les taux en vigueur. Mais cette initiative a entraîné la dégradation de la note du FESF et alimenté la défiance. Il y a donc une connivence avec les rapaces qui spéculent sur l'effondrement de la zone euro. Par conséquent, il faut cogner. Voilà le sens de mon propos.

- Bon, mais ne 'mélanchons' pas tout. Et il n'y a pas que les candidats à la présidentielle.

- Naturellement. J'ai rencontré ou côtoyé des gens d'exception parmi les politiques influents. Quelques noms qui me viennent entre autres à l'esprit : en dehors de Jacques Delors dont nous avons déjà parlé, je citerais volontiers le Professeur Jean-Claude Étienne, qui a été élu président du Conseil général de Champagne-Ardenne, également député, puis sénateur. Un homme de grande culture, de vision et de bon sens. Il figure parmi ceux qui ont initié l'idée de taxer les transactions financières pour renflouer l'assurance-maladie. Il y a bien sûr aussi Claude Allègre, un cerveau impressionnant au service d'un caractère indépendant. C'est un des avocats du rôle moteur de la France et de l'Allemagne pour contrer la crise en Europe. Et puis, dans la jeune génération, je pense à Christophe Béchu, Président du Conseil général de Maine et Loire, venant d'être

élu au Sénat. Quelqu'un de pragmatique, dynamique et efficace. Vous voyez... il y a plein de talent à l'œuvre. Les exemples ne manquent pas. Et à l'extérieur de la sphère politique, j'estime qu'Éric Cantona a parlé d'or en déclarant « Messieurs les banquiers, la société n'est pas contente de vous... ». En outre, il mérite un award pour son combat en faveur du logement social.

- Pour revenir aux grandes décisions que vous avez énumérées, comme de nationaliser les banques de dépôt et de crédit, et d'inscrire dans la Loi l'obligation de financer l'économie, avec un droit opposable pour les entrepreneurs. Croyez-vous vraiment que le personnel politique ait les moyens de mettre en œuvre de telles mesures ?

- Je me demande si on ne serait pas déjà arrivé au point où ils n'auront pas le choix. Les groupes non financiers sont en bonne santé. C'est l'industrie financière qui obère la reprise. Les restructurations des dettes souveraines vont à nouveau nécessiter une recapitalisation d'envergure du secteur bancaire dans le cadre des plans de sauvetage à venir, en perspective de l'éventualité de faillites bancaires. Or, les États surendettés n'ont plus les moyens de donner de l'argent aux banques. Par contre, prendre leur contrôle a beaucoup plus de sens économique. Surtout quand elles se défient les unes des autres au point de préférer déposer leurs liquidités auprès de la BCE plutôt que se prêter entre elles. Le marché interbancaire est paralysé. Le système est en phase d'arrêt cardiaque. Seule une prise de contrôle par les États peut le défibriller. Bien-sûr, les lobbies financiers organiseront une résistance massive. Pour emprunter la vision de Jacques Delors, les marchés tiennent les États sous leur coupe. Face à l'armada de la haute finance qui opère à l'échelle du monde, les gouvernements qui agissent dans la limite d'États aux intérêts divergents, sont fatalement plus faibles. Au sein de chaque pays, les politiques doivent plaire aux catégories qui votent sous peine de ne pas être réélus, donc faire sans cesse des compromis. Au niveau européen, il faut rechercher un commun dénominateur entre vingt sept États membres, dix sept pour la seule zone euro. D'un côté, le trading algorithmique déplace des milliers de milliards en une nanoseconde, de l'autre, il faut aligner des dizaines de réunions pour parvenir à une décision. Comment voudriez vous qu'à eux seuls les politiques de tel ou tel pays isolément puissent avoir le dernier mot ? En revanche, une Europe faisant bloc peut déboucher sur un nouveau pacte social et s'imposer.

- Vous voulez dire que si l'Europe passait au fédéralisme, avec de vraies instances de décision, l'action politique serait bien plus forte face au lobby des financiers ?

- Absolument. Le rapport de force basculerait. Je pense même à la Grande Europe, celle que Napoléon voyait de l'Atlantique à l'Oural. Je connais bien la Russie, pour avoir été

marié à une Russe et multiplié les voyages. Je suis impressionné par le potentiel de ce pays, qui dispose du sous-sol le plus riche de la planète. Certains courants politiques sont favorables à ce que la Fédération de Russie intègre l'Europe. Elle y trouverait aussi son avantage. Pour ma part, je m'en réjouirais. Si en plus de la Russie, même l'Ukraine et certains autres pays de l'ancien empire soviétique nous rejoignaient, dans le cadre d'une Europe fédérale sur le modèle des États-Unis, avec l'euro pour monnaie unique, nous réinstallerions l'Europe au premier rang mondial pour le reste du vingt et unième siècle. Ceci, compte tenu du déclin de l'empire américain, et des effets d'une politique de l'enfant unique qui fait que les Chinois seront vieux avant d'être riches. Si l'euro devenait la monnaie de référence mondiale, les britanniques laisseraient sans doute tomber le sterling pour adhérer à la monnaie unique. Et je parle bien d'un euro à l'allemande. Pas d'un euro de consolation avec des dévaluations à répétition qui laisseraient les épargnants et les consommateurs sur le carreau.

- Projet exaltant, même si ce n'était pas tout à fait ma question à propos d'une Europe fédérale plus forte vis-à-vis du lobby des vampires de la finance.

- Vous avez raison, mais ça m'aide à y répondre. Le pouvoir mondial est complètement accaparé par la finance américaine. Si la Grande Europe prend le leadership, le lobby financier perdra la main. Quand on voit qu'aujourd'hui, la BCE, l'Italie ou la Grèce sont gouvernées par des anciens de Goldman Sachs, quel que puisse être leur talent respectif, on réalise que seule l'Europe fédérale pourrait faire contrepoids à la prise de pouvoir à grande échelle des marchés.

12 – C'est la lutte fiscale

- *Nous en étions à la Grande Europe. Mais avant cet objectif de moyen terme, quelles seraient les mesures à prendre rapidement pour le gouvernement issu des prochaines législatives ?*

- J'apprécie au passage la façon dont vous amenez la question. En effet, ce gouvernement pourrait très bien représenter une majorité à laquelle n'appartiendrait pas le Président de la République. Ne revenons pas sur la politique du logement ni sur le rapatriement des banques de dépôt dans la sphère publique, puisque nous y avons consacré de longs entretiens. De mon point de vue d'entrepreneur, il y a des niches fiscales victimes de l'austérité alors qu'elles reposaient sur une légitime causalité économique, comme le dispositif Scellier pour soutenir la construction : on dit « quand le bâtiment va, tout va ». Ou encore la loi Tepas encourageant l'investissement dans les entreprises. D'ailleurs, la loi Tepas devrait englober toutes les PME-PMI, sans distinction ni restriction. Quant à la défiscalisation Scellier/Bouvard, elle favorisait la construction de résidences de tourisme pour l'accueil d'une clientèle française et étrangère. Cette dernière venant dépenser son argent dans notre pays. Ces dispositions, utiles à l'économie et génératrices d'emplois directs et indirects, étaient créatrices de richesse. Supprimer ces déductions fiscales va occasionner une perte considérable pour l'État, avec pour conséquence le ralentissement de l'immobilier, des licenciements chez les constructeurs et leurs sous-traitants, et l'arrêt de tous les intervenants du secteur.

En revanche, je suis frappé par une injustice fiscale manifeste, au détriment des PME et favorisant les très grandes entreprises. La niche du « bénéfice mondial consolidé » au bénéfice des grands groupes à implantation internationale diversifiée, est complètement choquante. On vient de la supprimer en France après 46 ans d'imputation. Prenons l'exemple de Total, qui achète –par exemple– les 400.000 tonnes de pétrole brut d'un supertanker géant. L'achat est passé à un prix de marché au nom d'un fournisseur de Total, suivi d'une cession à une coquille offshore, laquelle revend à un prix supérieur à une des raffineries de Total. Le bénéfice est réalisé par la coquille offshore, et les activités déficitaires de Total sont logées dans les unités établies dans les pays à forte imposition. Total réunit l'ensemble des résultats de ses exploitations directes ou

indirectes, en France et à l'étranger, pour l'assiette de ses impôts, et paie quatre fois moins, en pourcentage, que les PME du type Martin et Fils, qui elles subissent une imposition à 33,3%. En 2010, pour un bénéfice mondial de 10,3 milliards €, Total a avancé un déficit comptable en France, et n'a payé à ce titre aucun impôt. Les dernières publications trimestrielles de Total annoncent un bénéfice en hausse de 17% sur lequel les finances publiques ne toucheront rien, rappelant que Total est en majeure partie constitué des actifs de l'ancienne compagnie nationale Elf Aquitaine créée avec l'argent du contribuable. Fin 2011, il vient d'être mis fin à cette absurdité, mais rassurez-vous pour Total. Il existe un tas d'autres ficelles pour alléger l'ardoise

- Et pour les particuliers : faut-il, à votre avis, supprimer l'impôt sur la fortune ?

- C'est un sujet sensible, parce qu'il a une portée symbolique autant que politique. Son principal inconvénient réside dans son caractère dissuasif vis-à-vis des entrepreneurs qui vendent leur outil de travail et rentrent en possession de capitaux importants. Ceux-ci ne peuvent pas être réinvestis dans l'économie française sauf à être pénalisés par l'ISF. Vous comprenez bien que les contribuables toujours actifs qui vendent leur affaire auraient pu utiliser les capitaux pour créer d'autres entreprises en France. Nos amis belges en plaisantent « Vous, les Français, vous importez les pauvres et expatriez les riches, c'est pour ça que vous n'avez pas besoin d'éclairer vos autoroutes comme chez nous. Vous vous prenez pour des lumières ». Objectivement, il existe une forte corrélation entre l'ISF et l'expatriation de gens qui auraient pu être entrepreneurs ou investisseurs potentiels. Mais à condition de ne pas être punis fiscalement ni confrontés à un système bancaire qui multiplie les bâtons dans les roues.

- Donc, vous pensez que l'ISF est contre-productif ?

- On va faire un parallèle avec la Suède. Tout le who's who des grandes fortunes s'est établi en Suisse, en commençant par le N°1 du palmarès, Ingvar Kamprad. Le seul à être resté en Suède est le patron de H&M. Tous les autres ont préféré le climat helvète. Compte tenu du rôle moteur du capitalisme familial, de type Mulliez en France, pour la croissance et l'emploi, j'ai du mal à croire que cet exode généralisé soit bénéfique à l'économie suédoise. Si vous comparez le rendement de l'impôt sur la fortune et le manque à gagner, il n'y a pas débat.

- Je vois pour la Suède, mais en France ?

- À titre d'exemple, mon fils Antony a perdu de vue un de ses meilleurs copains. Il m'a dit que sa famille était partie vivre en Suisse. Son père avait 35 ans. Il avait créé une

start-up, revendue pour 150 millions € et, du fait de l'ISF, s'était expatrié. Il s'agissait d'un passionné de la création d'entreprise, pas du tout d'un adepte de la retraite anticipée. Si le produit de la vente de son outil de travail avait été exclu du périmètre de l'ISF, il serait resté en France pour réinvestir et entreprendre.

- Pourtant on vient de relever son plafond et de supprimer le bouclier fiscal ?

- Vous venez de pointer le principal problème : l'absence de stabilité fiscale. Quand quelqu'un part pour installer sa famille à Gstaad, il n'y va pas la fleur au fusil sur un coup de tête. Il a négocié avec le canton de Berne et la commune un forfait fiscal. Il a cherché une propriété pour habiter, il a trouvé une école pour les enfants, il s'est fait de nouveaux amis. Pour décider de rechanger de vie et rapatrier sa famille en France avec armes et bagages, il va falloir qu'il soit absolument convaincu de la pérennité d'un statu quo fiscal adapté à sa situation. Or la France n'a pas de stabilité fiscale. La gauche met en place l'ISF, la droite l'enlève, la gauche le rétablit, la droite invente le bouclier fiscal avant de le supprimer... Tant que ces oscillations continuent, le bonhomme et son bas de laine restent à Gstaad.

- OK. En dehors de ce dont nous venons de parler, est-ce que d'autres réformes fiscales, conciliant justice et performance, seraient à mettre en chantier ?

- Une mesure me vient tout de suite à l'esprit : lorsqu'une société vend un produit au mois de novembre avec un paiement à terme l'année suivante, et clôture son bilan le 31 décembre, elle doit payer l'impôt même si son bénéfice n'est pas encaissé dès lors que la facture est imprimée. Elle se voit obligée d'anticiper l'impôt de l'année suivante. C'est une aberration totale, car si le client est défaillant, elle se trouvera privée de trésorerie et risquera la faillite. L'impôt devrait être payé dès que les sommes sont encaissées, comme aux États Unis. Autre exemple en dehors du domaine strictement fiscal : les chèques tendent à devenir un moyen de paiement obsolète. Les transactions se font par virements bancaires et les paiements par cartes de crédit. Il faudrait, comme aux États-Unis et en Belgique, que le bénéficiaire assume les risques liés au paiement par chèque. Les chèques revenus impayés ne devraient plus engendrer de fichage à la Banque de France. C'est au bénéficiaire de prendre ses responsabilités. Prenez le cas des chèques postdatés remis sous la pression du bénéficiaire en garantie de paiement, quand ils sont mis en banque par ce dernier mal intentionné et reviennent impayés. L'émetteur du chèque se retrouve fiché à la Banque de France, même s'il n'a jamais eu d'incident antérieur. Si le bénéficiaire avait accepté un effet de commerce, celui-ci aurait pu être honoré à la date prévue.

Imaginez maintenant le cas de faillite d'une société à cause d'un fournisseur qui la plante. Même si la faillite n'est pas frauduleuse, le gérant ou le président voit sa cote à la Banque de France tomber à 0,40. Du coup, toutes les banques –à supposer déjà qu'elles prêtent– lui refusent les crédits sans même regarder le dossier. L'engrenage se caractérise par la mise en redressement judiciaire avec un plan de continuation dont il ne pourra pas se relever. La personne ne pourra probablement même pas remonter une nouvelle affaire. Alors qu'aux États-Unis, si elle était tombé en faillite, on aurait considéré ça comme une expérience. Elle aurait pu remonter d'autres entreprises, créer des richesses et des emplois. Donc, pour compléter ma réponse à votre question, il faudrait également réformer le rôle de la Banque de France vis-à-vis de la Loi sur les faillites, et laisser à nos entrepreneurs la possibilité de redémarrer, sauf en cas de fraude ou si le liquidateur constatait que la faillite a été organisée à des fins lucratives.

- D'autres pistes de réformes ?

- Une bonne idée : afin de faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'État immédiatement, on devrait permettre aux sociétés de réévaluer les immeubles qui sont amortis en tout ou partie, et de les porter au bilan à la valeur du marché, en s'acquittant d'un impôt de 16% sur la plus-value, c'est-à-dire valeur de marché moins valeur bilan. Autre idée : lorsqu'une PME a besoin d'argent frais pour se développer, elle pourrait introduire 25 % de son capital en bourse. L'argent récolté ne devant pas rentrer dans la poche des actionnaires mais être réinvesti dans la société. Les 75 % du capital conservé par les actionnaires se retrouveront valorisés au-dessus de ce que valaient 100 % des actions avant la recapitalisation. Quant à la société, elle pourra développer son chiffre d'affaires. Il ne faut pas perdre de vue que c'est les PME/PMI, les artisans, les commerçants de moins de cent salariés, qui créent le plus d'emplois.

- Vous avez dit à plusieurs reprises que ceux qui font la croissance réelle, la création de richesses objectives, et jouent un rôle primordial dans la création d'emplois, sont les PME-PMI. Hormis qu'elles soient –selon vous– disqualifiées fiscalement en comparaison des multinationales dont le siège est en France, estimez-vous que l'exécutif leur consacre suffisamment d'attention ?

- Non, je ne l'estime pas. Il n'y a pas, pour autant, lieu de douter des bonnes intentions du gouvernement dans les missions qui sont assignées au Secrétariat d'État chargé du Commerce, de l'Artisanat, des PME et des Professions libérales. Même si ce n'est pas son département, on retrouve la signature de l'ENA et la « vision Juppé » de l'organisation de l'État. En ce qui concerne les trois ministères en charge des relations extérieures de la France, Quai d'Orsay, Coopération et Dom-Tom, c'est lui qui avait tout

regroupé sous l'égide du Ministère des Affaires Étrangères, ne laissant à côté que de discrets Secrétariats d'État à pouvoir limité. C'est la même chose avec Bercy. On a un super-Ministère par son étendue, et de modestes satellites comme le Ministère délégué à l'Industrie, le Secrétariat d'État aux PME, et le Secrétariat d'État au Commerce Extérieur. Il me semble que les PME-PMI, artisans, commerçants et libéraux méritent un gros Ministère à part entière, avec trois Secrétariats d'État exécutifs. Ce ministère de pointe devra livrer une véritable « Opération Cobra » contre la crise, à l'image de l'offensive des tanks à la libération. Car il s'agit bien d'enfoncer les lignes. Et à la tête de ce ministère de choc, il ne faut pas un premier de la classe. Pour rester dans les comparaisons martiales, il faut une version française du Général Schwartzkopf ; vous savez, le terminator de l'opération Tempête du Désert sous Bush père. Un défonceur.

- *Ah bon ? C'est la guerre, maintenant ?*

- Mais qu'est-ce que vous croyez ? On est en plein dedans. C'est la guerre hors limites contre la récession, contre la spéculation qui détruit notre monnaie et notre niveau de vie. La guerre pour regonfler à bloc l'activité, l'emploi, l'export... Non, la guerre au sens littéral, celle-là on y renonce tout de suite. Plus d'aventures de type Afghanistan. Un soldat coûte un million d'euros par an, le conflit dure depuis dix ans, et on a engagé 4.000 soldats. Ça fait quarante milliards, entièrement empruntés. Sans compter les morts et pour récolter probablement à la sortie un régime islamique. Ça, on arrête. Et s'il se passe ceci en Syrie et cela au Yémen, on n'y va pas. Dorénavant, notre seule guerre totale, c'est contre la crise.

- *Alors, ce super-Ministère des PME avec ses trois Secrétariats d'État, que ferait-il ?*

- Il serait relayé par les Préfets dans chaque département. Selon moi, partout –sur l'ensemble du territoire– on devra mettre en œuvre, au pas de charge, un programme de relance et d'urgence nationale. Appliquant pour commencer les mesures que j'ai déjà citées. Primo, veiller de concert avec le Ministère du Logement au bon déroulement du programme de construction des 200.000 maisons supplémentaires chaque année sur six ans, tel que je l'ai décrit. Secundo, veiller en concordance avec le Ministère de la Justice à l'exécution par les banques nationalisées du financement obligatoire de l'ensemble des acteurs économiques pour tout projet générateur de croissance. La clé pour les PME/PMI est l'accès au crédit, pas les réductions de charge. Le super-Ministère devra stimuler un énorme appel à projets chez tous les entrepreneurs. Rencontrer les représentants de la totalité des filières et auditer toutes les modifications de la réglementation qu'ils proposent pour dégager plus de croissance. Parce qu'aujourd'hui, le problème crucial, c'est la croissance.

Si on prend en compte un loyer réel de l'argent emprunté par les administrations et collectivités publiques autour de 3%, un endettement public à 85% du PIB, à savoir 26.000 € par Français, et la croissance attendue en 2012 autour de 0%, ce n'est pas la peine de se faire des nœuds au cerveau : on ne peut pas rembourser la dette. Surtout qu'avec une destruction monétaire autour de 3% par an, non seulement il n'y a plus de croissance, mais il y a récession. Il faut remplacer cette récession par 3% de croissance réelle. Dans une économie dictée par les marchés, tous les économistes sans exception vous diront que c'est impossible. On n'a donc pas le choix : il faut renvoyer les marchés à la niche, et confier au super-Ministère des PME l'organisation d'une économie de guerre, pour aller chercher les 3% de croissance. C'est comme demander à l'équipe de France de partir battre les All Blacks. On la donnait perdante à cent contre un, mais sans l'arbitrage critiquable, elle y serait arrivée.

- Comment ce super-Ministère des PME/PMI arriverait-il à 3% de croissance ?

- Le premier de ses trois Secrétariats d'État exécutifs devrait s'occuper du Commerce extérieur. Arrêter de prétexter un euro trop fort. Nous avons suffisamment parlé du préjudice encouru à nécroser la monnaie. La fortune de la famille allemande qui possède BMW a été multipliée par quatre entre 2008 et 2010 avec le même euro que nous. Pendant le premier semestre 2011, la Suisse a augmenté ses exportations de 4,5% avec un franc suisse plus fort que l'euro. Parce qu'ils vendent cher du haut de gamme à une clientèle solvable. En France, LVMH score en tête de tableau. On doit laisser le bas de gamme à l'Asie, et arrêter d'essayer de produire des voitures concurrentes de la Tata Nano. Voilà ce qui tire les salaires vers le bas, encourage à saborder sa monnaie et pousse à la délocalisation. Ça m'étonnerait que les robes Christian Dior soient cousues dans des sweatshops à Tianjin. Donc, pour en revenir au Commerce Extérieur, aller chercher la croissance avec les dents sur tous les nouveaux marchés émergents, Indonésie, Philippines, Mexique, etc... Et obliger les grands groupes français à embarquer avec eux deux cents PME à chaque contrat international d'envergure. Voilà un Secrétaire d'État qui sera sur tous les fronts. Carrément débordé. Les deux autres Secrétariats d'État se répartiront : d'une part, les PME/PMI sur le marché intérieur ; d'autre part, les commerçants, artisans, libéraux et l'économie numérique. Il faudra commencer par refondre complètement une bonne partie du Code de commerce. La justice encombre les Tribunaux de commerce et d'instance inutilement, alors que la grande majorité des litiges pourrait être réglée dans un court délai. Il y a perte de temps et d'argent pour tout le monde.

- D'autres suggestions ?

- On ne peut pas ici être exhaustif, mais une bonne idée serait d'attribuer un numéro d'auto-entrepreneur par défaut et systématiquement à tous les titulaires d'une pièce d'identité française ou d'un titre de séjour, s'ils sont majeurs et aptes à l'exercice d'une activité. Étudiants, apprentis, salariés, chômeurs, retraités... tout le monde. Avec la liberté d'en faire usage ou pas. L'étudiant qui opère une cyber-boutique pour revendre ses DVD et ceux de ses copains, le salarié qui achète pour revendre des voitures d'occasion à côté de son emploi, la retraitée qui fait les courses pour tout son voisinage, l'intermittent du spectacle qui effectue des travaux de dépannage dans son quartier. Tout le monde facture, tout le monde crée un flux additionnel de revenus. Mais légalement, avec taxation modeste. Ce qui par ailleurs supprimerait les paiements au noir. Sous un certain chiffre, tout le monde doit pouvoir facturer sur l'auto-entreprise, sans se voir objecter l'exercice d'un monopole par certaines professions. Chacun, salarié, retraité ou assisté, doit pouvoir créer un revenu complémentaire : par exemple, le voisin d'un chômeur veut vendre son appartement ; le chômeur 'tuyaute' un acquéreur : il touche une commission d'aviseur sur son compte d'auto-entrepreneur, sans déchéance de ses allocations. Les fédérations d'agents immobiliers ne pourraient plus s'y opposer sous prétexte de Loi Hoguet, dès lors que le montant ne dépasse pas un certain plafond. Sur la feuille de déclaration des revenus, on rajoute une case : vos revenus d'auto-entrepreneur. Ils s'additionnent à vos salaires, à vos revenus de capitaux... Vous avez déjà une entreprise : vous cochez « Néant ». Vous n'avez rien facturé : vous cochez « Néant » .

- *Là, vous allez vous mettre tout plein de professions à dos !*

- Ce n'est ni le but ni l'idée. Je me borne à surligner l'argument. Tout en remarquant que c'est ce que Mario Monti vient de faire en Italie en anticipant un point de croissance afférent. Il faut en finir avec la culture du « numerus clausus ». Arriver à 3% de croissance réelle quand on a 3% d'érosion monétaire, et encore je reste optimiste en ces temps de surchauffe de la planche à billets, cela revient à 6% de croissance. Il n'y a pas un seul statisticien doué de bon sens pour le pronostiquer. Or, en dessous, on ne sort pas de la spirale des dettes. Si le PIB ne peut pas croître de 6%, alors il faut que ce soit le revenu des ménages qui augmente d'autant. Viser un accroissement des revenus de 6% n'est pas possible dans l'économie conventionnelle. Il faut faire de l'économie de guerre. Nous faisons du 'brain storming' en ce moment. Il me semble que pour plus de huit millions de Français qui vivent avec moins de 954 € par mois, facturer quelques services de proximité pour 1.200 € par an, cela fait 100 € par mois en plus pour survivre. De leur point de vue, c'est sûrement une solution à ne pas dédaigner. Et si on devait décréter un plafond en dessous duquel aucun monopole ne serait opposable aux auto-entrepreneurs systématiques occasionnels, il serait peut-être opportun de mettre

certaines corporatismes en veillesse. Seraiènt évidèment excludes du pèrimètre toutes les prestations relevant du conflit d'intérêts avec l'employeur principal, avec le service de l'État pour les fonctionnaires, et excédant le plafond au-delà duquel l'inscription au registre du commerce et l'assujettissement aux réglementations professionnelles deviendraient obligatoires.

***Ce livre vous est offert gracieusement par la
Fondation Mark Elie Klein.***

***Quelques passages vous ont plu ? : N'hésitez
pas à en faire profiter vos amis, en leur
faisant très largement suivre ce fichier.***

***Vos amis peuvent aussi librement
télécharger ce livre sur :***

www.citizenklein.com

Votre lecture continue ci-après...

13 – Imaginer l'inimaginable

- Vous avez énuméré un grand nombre d'initiatives déterminantes pour réinscrire la croissance dans nos perspectives. Malgré tout, la crise a atteint une telle ampleur, que la question se pose : tout cela serait-il suffisant ?

- Pour l'essentiel d'entre elles, d'une part, la nationalisation des banques et la réorientation de leur comportement auraient des conséquences bénéfiques extraordinaires. D'autre part, la construction annuelle de 200.000 maisons sur six ans aurait un effet prodigieux et changerait la vie de 1.200.000 familles. Mais vous avez raison de demander si ça suffirait, car personne ne nous décrit la réalité des risques auxquels nous sommes exposés. Le peuple croit, au fond, que les États ont de sérieux problèmes d'endettement. Que les banques, de leur côté, sont plombées par leur passif. Les gens ne réalisent pas qu'en pratique, ceux qui vont être immolés en sacrifice... c'est eux-mêmes. Leur épargne pourrait disparaître. Leur retraite risquerait de ne plus être versée. Leurs écoles et leurs hôpitaux pourraient ne plus être financés. Au train où vont les choses, l'état-providence –celui-là même qui incarne tout ce sur quoi ils comptent– n'existera plus.

- Maintenant vous basculez dans les prédictions catastrophiques de fin du monde !

- Sûrement pas la fin du monde, mais la fin d'un monde : celui où on croit éternellement pouvoir consommer sans produire, et où on espère de la pseudo-croissance par la dette sans création de richesses. En tout état de cause, j'apporte des solutions, pas des prédictions. Et je ne prends pas les postures de Stéphane Hessel, parce qu'on ne résout pas la crise avec de l'indignation, mais avec un traitement de cheval. J'ai appelé à la restauration d'un New Deal : il suppose de redonner à l'État le premier rôle au générique. Mais il ne faut surtout pas verser dans la démagogie. Le peuple espère une intensification des dépenses publiques. Or, à l'exception de la construction de logements dont j'ai expliqué le financement et les retombées en faveur de l'économie, on ne peut plus augmenter les dépenses publiques qui ne rapportent pas, en dehors du seul soulagement des besoins sociaux. Elles doivent impérativement représenter des investissements, ce qui implique la nécessité d'un retour sur investissement.

- *L'État doit agir en investisseur, pas seulement en régulateur, dans l'économie ?*

- Oui. Il convient de départager ce qui crée de la croissance de ce qui ne rapporte pas. Quitte à me montrer parfois cynique, parfois caricatural, je vais essayer d'esquisser la topographie des lieux. Qui a de l'argent et qui n'en a pas ? : les grandes entreprises, américaines ou européennes, regorgent de cash. Elles ne l'investissent pas à cause du climat de défiance et d'incertitude. Mais ces entreprises se retrouvent comme des îlots de prospérité au milieu d'un océan de misère. La richesse s'est fait la malle. Elle a déguerpi en Asie et dans les autres émergents, là où l'appareil de production s'est relocalisé. Nos concitoyens se retrouvent entre nouveaux pauvres. Et pourquoi les entreprises sont-elles opulentes au milieu des pauvres ? : parce qu'elles vendent aux nouveaux riches, loin de chez nous ou lorsqu'ils viennent en touristes. Moralité, pour être riche, il faut être une entreprise, et exporter là où se trouve le pouvoir d'achat : chez les émergents. On ne cesse de nous brandir le modèle allemand. Les Allemands vendent des Mercedes et des BMW aux golden boys de Shanghai. Ce que les Grecs ne font pas.

- *C'est bien joli, mais tous nos concitoyens ne sont pas entrepreneurs ni exportateurs.*

- Certes, mais ils sont copropriétaires d'une énorme machine économique appelée l'État. Pour l'instant, l'État exerce son rôle de sauveur en cas de pertes, et reste en spectateur quand il y a des profits. Je propose que l'État interprète un premier rôle au niveau des profits, pour le bien de ses propriétaires : les citoyens. Après avoir pris le contrôle des banques, et grâce à celui-ci, la puissance publique devra entrer au capital des acteurs de toutes les filières potentiellement créatrices de croissance, mais pour l'instant incapables d'exporter sur les marchés solvables.

- *Au capital de quelles entreprises suggérez-vous que l'État entre ?*

- Toutes celles qui vendent des produits exclusifs, haut de gamme et prestigieux, dans une devise forte, avec un delta important entre les coûts de production et les prix de vente. Je vais être précis. Au lieu ou en plus d'un Fonds Stratégique d'Investissement, l'État devrait constituer cent fonds de type « Excellence France », de taille moyenne, un par filière. On aurait un fonds mode, un fonds horlogerie-joaillerie, un fonds parfums et cosmétique, un fonds hôtellerie-restauration, etc... Ajoutez la chocolaterie, les vins et spiritueux, la sellerie, la construction de yachts de luxe, la décoration de résidences de rêve, et tant d'autres. Il faut un fonds par métier d'excellence française. Je pense à tous les produits pour lesquels, plus les prix montent, plus les nouveaux riches les convoitent. Pour illustrer par deux exemples étrangers, chaque fois que Rolex ou

Bentley montent leurs prix, le désir augmente et la liste d'attente s'allonge. Pour revenir en France, vous seriez surprise de savoir qu'il y a des milliers de petites entreprises dans tout le pays qui conçoivent, créent, fabriquent, façonnent... Ces entreprises, parfois artisanales, travaillent le verre, le bois, le cuir, la porcelaine, les cépages, les textiles, les métaux précieux, à partir de traditions vieilles de deux siècles. Elles font la richesse de nos territoires mais se limitent à un rayon régional. Notre perception du monde est faussée. Quand vous sortez du triangle d'or parisien ou de la French Riviera, regardez autour de vous : tout le monde est pauvre, tout le monde fait du millimètre. Mais pendant ce temps, pas seulement dans les BRICs ou dans les Émirats, mais en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines, au Vietnam, au Mexique, au Chili ou ailleurs, des centaines de millions de personnes voient leur niveau de vie décoller. De nouveaux millionnaires apparaissent tous les jours, assoiffés du besoin d'afficher leur statut. Lorsqu'un parfum vient de France, ils sont prêts à le payer cinq fois plus cher. Comprenez qu'il n'y a pas que LVMH ou Gucci. Des milliers de marques d'excellence française ne disposent d'aucun moyen d'affronter ces marchés extérieurs.

- L'écart qui se creuse entre les riches et les pauvres...

- Le hasard m'a conduit à voir deux longues files d'attente sur le trottoir le même jour. Mais pas le même trottoir. J'ai vu une queue incroyable devant Louis-Vuitton, avenue Montaigne, un soir pour une vente privée. Le même jour à midi, j'étais passé place des Fêtes devant les Restos du Cœur, toujours à Paris. La file était aussi longue.

- Pour revenir aux petites marques, qu'est-ce que l'État viendrait faire là-dedans ?

- Il opère le pavillon français dans toutes les expositions du monde. Il dispose du réseau des Conseillers du Commerce Extérieur déployé sur le globe, ainsi que celui –consulaire– des Chambres de Commerce et d'Industrie. Je suggère que les fonds d'investissement « Excellence France » entrent à 49% au capital de ces entreprises, fasse sortir de la cote celles d'entre elles introduites sur Alternext afin de figer la structure du capital, et financent sans limite l'expansion internationale de ces filières. Ni les fonds publics d'investissement, ni les privés qui exercent les métiers, n'auraient le droit de revendre leurs actions à des géants du luxe pendant trente ans. Je vise la création d'un million d'emplois, prenant en considération l'ensemble de l'écosystème amont et aval (fournisseurs, sous-traitants, revendeurs, licenciés). Et un retour sur investissement faramineux pour l'État.

- C'est pour le moins inhabituel de voir l'État dans ce rôle.

- Il n'y a rien d'habituel dans la crise que nous traversons. De plus, je décris des fonds d'investissement alimentés par les banques nouvellement nationalisées. En outre, les familles ou actionnaires privés garderaient le contrôle des entreprises. Je puise cette idée de ma propre expérience. J'ai raconté comment une Banque s'était associée avec moi, à mes débuts, et m'avait permis de multiplier par vingt mon chiffre d'affaires. Qu'il s'agisse d'une banque privée ne change pas le raisonnement. Pour vendre du foie gras ou des yachts de luxe aux nouveaux riches du monde, avoir un fonds souverain comme associé, à la faveur d'un financement illimité, permettrait aussi à tous ces métiers du « made in France » de multiplier leur chiffre par vingt. Pour compléter ma réponse relative au caractère inhabituel, on a l'exemple extrême de la Chine, où le capitalisme d'État a sorti des centaines de millions d'individus de la misère.

- Nos finances publiques sont à plat ventre. Comment trouverait-on les capitaux à injecter ?

- La BCE, dont la France est le deuxième contributeur, vient d'allouer 500 milliards € de prêts à 1% sur trois ans aux banques, en abaissant le niveau de garanties exigées. Précisant que les banques tirent un profit considérable des crédits accordés aux États qui, comme l'Italie, paient près de 7% d'intérêts, sans risque réel puisqu'en cas de défaut, les banques seraient encore sauvées par le contribuable. Alors, vous voyez que pour le donner aux banques au lieu de l'injecter dans l'économie, on trouve de l'argent.

- D'où sort cet argent ?

- Des presses à impression. De la création monétaire par prestidigitation qui dilue l'euro. Pour partie, bien qu'elle s'en défende, du rachat de dettes des États par la BCE. Pour partie, de l'argent emprunté à d'autres banques centrales (FED, Banque du Japon...) ou au FMI. Officiellement, la BCE a inscrit ces 500 milliards € à l'actif de son bilan comme des créances sur les banques ; au passif est portée la même somme au titre des dépôts des banques, qui confient leurs liquidités à la BCE pour sécuriser leur cash. Personne ne demande à la BCE si elle explose son ratio sur fonds propres puisqu'elle intervient comme prêteur en dernier ressort. En gros, on donne de l'argent gratuit aux banques pour qu'elles le reprêtent aux États avec intérêts, sans qu'un seul euro ne soit destiné à l'accès au crédit pour les entrepreneurs. C'est la troisième fois depuis 2008 que les autorités commettent l'énorme sottise de recapitaliser les banques sans s'emparer de leur capital. La seconde bourde réside dans le traité européen qui interdit à la BCE de prêter directement aux États à 1%, sans passer par les marchés. La nationalisation du système bancaire corrigerait ces deux niaiseries.

- Entre les banques centrales, le FMI, le FESF financé par les États, qui prête à qui ? On n'y comprend plus rien.

- C'est le but. Ils se prêtent les uns sur les autres plus de dix fois leurs fonds propres, partant du principe que tous les emprunteurs souverains ne peuvent pas faire faillite en même temps. Les argentiers planétaires ont inventé le plus grand système de cavalerie que le monde ait connu depuis l'apparition de l'espèce humaine. Mais si ce système s'effondrait... on effacerait plusieurs siècles de développement économique. Néanmoins, le propos de ce livre n'est pas de le dénoncer, car, au risque de me répéter, la croissance ne va pas rebondir à coup d'indignation. Comme nous ne préparons pas un traité d'économie globale de huit cent pages, je reviens en Europe et surtout en France. La nationalisation des banques résoudrait la dichotomie entre les marchés qui se sucent au risque du contribuable, d'une part, et les États à qui ils reprêtent, d'autre part, puisque les marchés seraient contrôlés par les banques, qui seraient contrôlées par les États, lesquels seraient contrôlés par les contribuables au moyen du bulletin de vote. Ça remettrait de la logique et de la cohérence dans tout le système.

- Vous y revenez. Mais puisque le passif des banques est béant, est-ce que les États ne devraient pas l'assumer, faisant plonger du même coup leur notation ?

- L'annonce d'un vaste audit sur le secteur, en préalable d'une nécessaire dépréciation avant nationalisation, fera chuter les valorisations des banques, à moins que les marchés ne s'en chargent eux-mêmes à l'annonce du défaut d'un débiteur souverain. A contrario, dans cette seconde hypothèse, l'annonce de la nationalisation stabiliserait les cours. La capitalisation boursière des banques est publiée à la seconde près. Il s'agit simplement de calculer le prix du transfert à l'État de 51% des titres, plus –si on devait se montrer vraiment généreux– ajouter une indemnité de quelques points pour les actionnaires, comme l'avait fait la génération Mitterrand. Ensuite, devrait se réunir un G20 de la « prise de conscience mondiale ». La réalité brutale est que les États surendettés ne rembourseront jamais ce qu'ils doivent. Les dettes continueront à croître au-delà de toute raison. Ils ne parviendront même plus à rembourser les intérêts de leurs dettes. Comme on ne peut pas laisser un pays faire faillite et déposer le bilan, pour éviter l'effet-domino, on se retrouverait avec des États endettés à 300% de leur PIB. À partir d'une certaine limite, tout devient absurde. Je préconise qu'on fasse comme pour la SNCF : qu'on loge les créances irrécouvrables dans une structure de défaisance, une "bad bank" (une par État), qu'on les planque sous le tapis, pour repartir à zéro avec interdiction stricte aux États de dépenser plus que leurs recettes.

- Que s'est-il passé pour la SNCF ?

- La France a créé deux structures de défaillance destinées à recycler les dettes, une pour amortir l'énorme passif de la SNCF, l'autre pour le coût des voies ferrées. Ces déficits ont été planqués dans le hors-bilan du pays. On n'en parle plus. Ils n'apparaissent même pas dans la publication de l'endettement public du pays. La SNCF a fait peau neuve. Elle réalise des bénéfices chaque année ; elle vient de payer un dividende record à l'État. Le procédé employé pour escamoter l'amortissement de la dette sociale est identique. Qui s'intéresse au hors-bilan ? Je suggère que tous les membres de la zone euro procèdent de même. Évanouir les dettes souveraines dans des structures de défaillance, et leur assigner un délitement de 5% par an.

- *Comment ça un délitement ?*

- Les milliards d'endettement souverain se réduiraient de 5% par an, à la manière d'un intérêt négatif. Au bout de quelques décennies, il n'en resterait rien. Ils auraient fondu. Naturellement, les banques qui détiennent les créances correspondantes auraient préalablement été dépréciées en conséquence, en vue de leur nationalisation.

- *Attendez ! Il y a fatalement une spoliation pour quelqu'un...*

- Afin de comprendre la mesure, on doit accepter l'évidence que ces dettes ne pourront jamais être remboursées. Depuis trente ans, l'occident aggrave ses déficits année après année. Les pays de l'OPEP et la Chine qui détiennent des obligations souveraines seraient furieux. Mais ils préfèrent encore continuer à vendre à l'occident du pétrole et des marchandises exportées, plutôt qu'affronter une série de faillites des États. La destruction ultime de l'économie mondiale ne fait l'affaire de personne. Qui ferait encore semblant de croire que les débiteurs s'acquitteront un jour de leurs dettes souveraines ?

- *Ça revient à une banqueroute déguisée !*

- Au contraire, ça revient à éviter la banqueroute des États. Les dettes existent toujours. Elles sont logées dans le hors-bilan et s'érodent tranquillement par le délitement de 5% et par l'inflation. Les CDS (les fameux Credit Default Swaps) ne sont pas déclenchés. Les spéculateurs qui avaient parié sur leur déclenchement se font éponger, et la vie reprend son cours. Le vrai challenge, à mon sens, consistera à interdire aux États de faire de nouveaux déficits. Je n'y crois pas vraiment, et même pas du tout, mais ce livre plaide pour la création de croissance objective et non-plus virtuelle. Raison pour laquelle j'ai proposé la mise en œuvre opérationnelle d'une centaine de fonds d'investissement « Excellence France » financés par les banques nationalisées. Celles-ci iraient chercher des liquidités empruntées à 1% pour les investir

dans des secteurs où les marges sont royales. Mettez tout en perspective : la Chine est l'usine du monde. Taïwan est le royaume de la sous-traitance. La City et Wall Street détiennent la finance planétaire. On reconnaît l'Allemagne comme numéro un dans l'automobile. En quoi la France est-elle leader mondial ? Elle représente 36% du chiffre d'affaires global du luxe et des produits de tradition à forte valeur ajoutée, loin devant ses concurrents. L'écrasante majorité des entreprises est de taille artisanale, sans moyens de financer un réseau de commercialisation à l'export. De son côté, la population mondiale explose et de nouveaux millionnaires éclosent tous les jours dans les émergents, avides de revendiquer leur statut. Partout sur le globe, les femmes rendent leurs amies envieuses de leurs toilettes et de leurs parfums, ou des liqueurs qu'elles leur offrent, rien qu'en disant « c'est français ». Voilà notre Silicon Valley tricolore. Le rêve ne connaît pas de limites, et –par définition– le « made in France » ne se délocalise pas. Donnons des moyens formidables à nos métiers, et emparons-nous de toutes ces parts de marché.

14 – Les ingrédients du succès

- Après quarante ans dans les affaires, avec des pics, des coups durs, des rebonds, et pour finir, un track record de succès remarquable, quels sont les conseils que vous donneriez aux jeunes qui rêvent d'entreprendre ?

- Mon principal conseil serait « mobilisez toute votre capacité d'enthousiasme, lancez-vous à votre compte et battez-vous. » Malgré les difficultés de l'époque auxquelles nous avons consacré la majeure partie du livre, telles que la confiscation par les marchés des ressources de l'économie injustement détournées de la croissance réelle, il reste plein d'opportunités. Pour avoir légitimement voix au chapitre, je vais extraire quelques conseils tirés de ma propre expérience. J'ai déjà raconté comment j'ai démarré vraiment du point zéro. Je n'avais –selon l'expression populaire– 'pas une thune', nulle relation ni famille influente, et aucun diplôme : pas le bac, ni même le brevet. Georges Tranchant, que nous avons déjà mentionné, n'a pas passé le bac non plus, et ça ne l'a pas empêché d'inscrire au score une réussite exceptionnelle. Pour revenir à mon cas, je n'ai pas épousé une héritière ni gagné au loto. Personne ne m'a jamais rien donné par pure bonté. Mon père était travailleur manuel, et ma mère, femme au foyer élevant un enfant trisomique. C'est d'ailleurs en référence à mon frère que j'ai récemment créé ma Fondation.

Quand j'ai démarré à vingt ans en tant que négociateur immobilier, il fallait conclure des affaires pour toucher une commission. Je n'avais pas de salaire et aucune garantie. Je rappelle juste ce contexte en réponse à une fausse croyance largement répandue : pour réussir, il faudrait hériter, ou appartenir à un milieu favorisé, ou encore être bardé de diplômes. On peut connaître un succès hors normes en partant de rien. J'admire l'intelligence des énarques, mais dans mon cas, un apprentissage de type technocratique m'aurait desservi. Bien sûr, si j'avais été fainéant, je n'aurais pas réussi ; mais je connais un tas de bêtes de travail qui n'arrivent pas à décoller. Quand à la chance, parfois elle m'a souri, parfois elle m'a laissé tomber. J'ai fait ma chance. Ce n'est pas comme si une sorte de rayon cosmique m'avait visé plus particulièrement qu'un autre. Tout le monde croise la chance, mais il faut savoir sauter dessus, être prêt à la saisir.

- *Vous ne croyez pas que le facteur chance favorise certains et pas d'autres ?*

- Un copain plus cultivé que moi m'a appris que le philosophe Sénèque en avait donné la meilleure définition « la chance est ce qui arrive quand la préparation rencontre l'opportunité ». Je crois que des opportunités se présentent dans la vie de chacun d'entre nous. Elles sont imprévisibles et passent brièvement sans attendre qu'on se décide à s'en emparer. La question est : êtes-vous fin prêts ? allez-vous bondir dessus ? Quand j'ai commencé à monter en régime dans l'immobilier, j'ai compris que je manquais des connaissances nécessaires à la réalisation de mes objectifs. Pour reprendre les termes de Sénèque, je n'étais pas prêt. Alors, tout en bossant à côté, j'ai passé ma capacité en droit. J'avais remarqué que l'immobilier se fondait essentiellement sur le Code civil. Je suis devenu un orfèvre en la matière sur ces questions. Sans me vanter, il m'arrive souvent de donner des solutions à des notaires ou des avocats, même des experts comptables. Des astuces qu'ils ne connaissent pas. Quinze ans après mes débuts, quand j'ai dû me réinventer une vie en Floride, j'ai passé une licence en immobilier, alors qu'en débarquant j'étais hermétique au moindre mot d'anglais. Je me suis comporté comme j'ai toujours fait, je me suis préparé et j'ai foncé dans le tas.

- *Foncer, c'est bien beau. Il faut savoir où foncer.*

- D'abord, il faut définir ses priorités. Faire des affaires est excitant. Faire des affaires à haut niveau est encore plus excitant. Par contre, la maladie de mon frère, c'est important. La venue au monde de mon fils, c'était important. Il ne faut pas confondre important et excitant. Gagner de l'argent a un côté ludique. Si vous prenez ça au tragique, si vous faites compliqué au lieu de tracer droit au but, ça ne marche pas. Après, il faut choisir son créneau. Très jeune, j'avais rencontré des gens avec une apparence ordinaire, des manières simples. Ils n'étaient pas sapés façon mylord comme pour le bal du Mardi Gras chez la Reine d'Angleterre. Ils ne se déplaçaient pas avec une escorte de limousines blindées. Ils n'habitaient pas des palais vénitiens. Ces gens sans artifice avaient constitué leurs patrimoines, unité après unité. Ils possédaient des centaines de surfaces commerciales en centre-ville ou des immeubles résidentiels qu'ils avaient découpés en appartements. Sans faire de bruit, ils étaient vingt fois plus riches que les managers top-niveau, décorés, encensés par leurs milliers de collaborateurs, qui faisaient la une.

- *Ça vous a donné envie de faire comme eux. Vous avez eu une sorte de révélation relativement à l'immobilier, n'est-ce pas ?*

- J'ai compris que l'immobilier permettait ce degré de réussite. Comme je viens de le

rappeler, il faut être prêt. Il n'y a pas de place pour l'improvisation. J'ai réalisé que j'avais besoin de faire mon apprentissage au contact d'un aîné. Un inspirateur auprès duquel je pourrais progresser. Sans faire dans la dentelle, je suis directement allé trouver le pape de l'immobilier à l'époque : Michel Panygères. Un homme qui avait démarré sans un sou et s'était hissé au top-niveau. Quelqu'un de la race des seigneurs. Je ne pouvais pas avoir de meilleur mentor. J'ai beaucoup appris grâce à lui et je lui rends un hommage appuyé. Vous voyez : l'immobilier, c'est réel, concret et tangible. C'est de la richesse objective, pas comme les actions des banques qui montent de 20% le jour où on annonce qu'elles vont passer en pertes la moitié de leurs créances sur la Grèce et rebaissent de 15% quarante huit heures après. Pas comme la valeur d'une start up sans bénéfices qui ne s'extrapole que du prix payé par un fonds pour prendre 5% de son capital. Pas comme les produits dérivés, structurés ou titrisés. Avec l'immobilier, on n'est pas dans la fiction. À l'époque où j'étais encore pauvre, quand j'ai rencontré ces gens qui avaient construit leur réussite, je me suis dit « quelles qualités ont-ils de plus que moi ? pour quelle raison est-ce que je ne pourrais pas faire ce qu'ils ont accompli ? » Je n'ai pas trouvé la raison. Alors, je l'ai fait moi-même.

- *Alors, que pourriez-vous conseiller aux jeunes qui seraient prêts à tenter d'entreprendre, plutôt que viser un emploi salarié qui peut se transformer en chômage ?*

- Mon conseil aux jeunes qui se lancent, c'est de se placer dans le même état d'esprit que le mien, et d'y croire à fond. Il faut qu'ils trouvent une voie qui les passionnent. Il y a toujours des créneaux, dans l'informatique... dans les travaux pour la construction... et beaucoup d'autres. La remise aux normes des bâtiments occasionne plein de chantiers pour les corps de métier. Moi, j'ai opté pour l'immobilier; dans cette branche, il y a encore un tas de possibilités pour des jeunes prêts à en découdre. Paris, à mon avis, c'est fini, dans le sens où les prix sont absurdes. De plus, la ville torpille toutes les transactions intéressantes en abusant du droit de préemption, et ça n'est pas nouveau. En revanche, les villes moyennes sont beaucoup moins tapées. Il y a des opportunités dans l'achat, rénovation et revente d'appartements et locaux commerciaux.

- *Avez-vous un exemple concret ?*

- Je connais un garçon de vingt cinq ans avec un salaire inférieur à 2.000 euros par mois. Il a quand même réussi à obtenir un financement pour acheter une grande maison dans la banlieue de Bruxelles. C'était bien trop grand pour lui seul. Il a fait lui-même les travaux le soir et les week-ends pour aménager un second logement à une extrémité de la maison. Quand il a été achevé, il l'a loué en 24 heures. Il a ensuite aménagé un troisième logement au centre, et a occupé pour lui-même l'aile opposée.

Rebelote. Il a signé un bail à un second locataire. Les deux loyers qu'il perçoit sont supérieurs au montant des amortissements de son prêt. La maison se paye toute seule, et il ne supporte pas de loyer. Hormis son apport, il sera propriétaire au bout de quinze ans d'une grande maison presque entièrement payée par ses locataires, tout en ayant été logé gratis. Comme il a bien compris le schéma, il est en train d'acheter deux autres maisons à rénover et découper en appartements qu'il compte louer, sa première maison servant de garantie pour les crédits. Il compte acheter une vingtaine de maisons sur quinze ans. S'il le souhaite, il pourra prendre sa retraite à quarante ans. Il sera beaucoup plus riche qu'aucun emploi salarié ne le permettrait. La suite de la belle histoire supposant, évidemment, que les banques fassent leur métier et ne ruinent pas ses projets.

- Ça a l'air magique !

- Il n'y a rien de magique. C'est le fonctionnement normal de l'immobilier. Pour revenir en France, je profite de l'occasion pour suggérer au législateur d'autoriser les cessions de promesses de vente à titre onéreux, permettant de bloquer des affaires sans aucune mise de fonds et de les céder avec profit. Cette autorisation pourrait se limiter à une seule cession par promesse de vente. On ne devrait pas agréer plusieurs cessions successives du même contrat, afin de ne pas produire de bulle haussière sur les prix. En revanche, le cédant pourrait consentir deux ou trois cessions par an sur des biens différents. Ainsi, les jeunes qui s'installent dans le métier pourraient démarrer sans capital. Sinon, pour acquérir un bien, il faut un minimum de 20% d'apport personnel et trouver un crédit auprès d'une banque, ce qui devient pratiquement impossible aujourd'hui, même avec des garanties. Et encore dans ce cas, la marge de l'opération ne permet plus de faire de bénéfice, tenant compte des frais occasionnés par l'acquisition (frais de notaire, de dossier et frais financiers pour la banque, frais d'inscription pour le crédit et de mainlevée lors de la revente du bien), alors que la cession de promesse de vente à titre onéreux permettrait de céder le bien sans se titrer, c'est-à-dire devenir propriétaire, donc sans l'investissement nécessaire. Le procédé était légal à mes débuts, et il a permis mon essor. Je remarque, du reste, qu'il est légal dans la majeure partie du monde, à commencer par les États-Unis. Voilà un moyen de donner du travail à des jeunes sans diplôme ni argent.

- Il doit bien y avoir un facteur personnel aussi. N'importe qui n'est pas capable de signer un succès considérable dans l'immobilier, non ?

- Il faut apprendre à bien négocier. Être opiniâtre et persuasif. Il faut accepter la nécessité d'affronter un certain nombre de conflits. Ne pas les rechercher mais

considérer qu'il s'en produira inévitablement. Il faut s'entourer d'une équipe de spécialistes pour vous conseiller : un bon expert comptable, un bon expert immobilier pour évaluer les biens, et à partir d'une certaine taille, un avocat, un géomètre et surtout un notaire attiré. Ce sera votre 'dream team'. Il ne faut pas chercher les problèmes mais les solutions. Et surtout, mais surtout, il ne faut jamais surpayer un bien, en pariant qu'il y aura toujours quelqu'un d'encore plus dément pour vous le racheter encore plus cher. C'est comme ça qu'à chaque fois que le marché se retourne, des casse-cous se retrouvent sur le carreau. Des fous qui croient que ça va toujours monter. Pour ma part, je n'ai jamais acheté un bien au-dessus de sa valeur expertisée. Même pendant les périodes d'euphorie. Et je ne parle pas d'expertise comparative sur les transactions d'immeubles voisins, mais sur la valeur intrinsèque du bien. D'ailleurs, je n'achète jamais non plus au prix de l'expertise. J'achète toujours en dessous. Sur cent dossiers qu'on m'apporte, j'en retiens cinq et j'en achète un.

É pilogue

- *Nous sommes arrivés à la conclusion de notre série d'entretiens. Si j'en fais la synthèse, vous proposez des solutions tout à fait révolutionnaires concernant les banques...*

- Pardon de vous couper, mais je ne les trouve pas révolutionnaires. Elles sont frappées au coin du bon sens. Si quiconque pouvait en douter, alors il manque un article fondateur parmi les principes généraux du droit. À savoir, que la transformation de l'épargne et la redistribution des ressources financières dans l'économie relèvent d'une mission d'intérêt public. On dirait que c'est l'élémentaire évidence, mais il faut croire que ce principe n'est pas gravé dans le droit, puisqu'il est contourné tous les jours. Il manque aussi une loi, consistant à interdire formellement d'affecter le moindre euro des déposants à une autre destination que le financement de l'économie réelle et à rendre ce financement obligatoire, en contrepartie du monopole dévolu à ceux qui seuls peuvent emprunter gratuitement l'argent imprimé par la BCE. Que les acteurs qui accomplissent des missions d'intérêt public appartiennent à la sphère publique, n'est pas non plus révolutionnaire. C'est plutôt de l'enfoncement de porte ouverte. Encore une fois, ça ressort du bon sens. Puisque les conglomérats bancaires sont alourdis, voir plombés, par une surexposition à des débiteurs surendettés, et ne parviennent plus –de toute évidence– à financer les artisans de la croissance objective, on les nationalise pour leur bien comme pour celui de l'économie en général.

- *Bon, mais quand je lis le programme des candidats principaux, dont aucun ne le prévoit, je maintiens que ces mesures sont plutôt inattendues !*

- S'il n'était pas flagrant pour les task forces dont ils s'entourent qu'il s'agit là de mesures relevant de l'évidence même, je suis disponible pour dispenser à certains de leurs conseillers des cours de rattrapage, sans préjugé.

- *OK. Je continue sur la récapitulation des principales idées échangées. Vous êtes un défenseur d'une devise forte, n'est-ce pas ?*

- Bien sûr. Quand Monsieur et Madame Durand achètent une machine à laver chez But ou chez Confo à 350 €, il n'y a aucune possibilité pour la fabriquer en France, à moins d'abolir un siècle de progrès en matière de droit du travail. Comment voulez-vous que les Durand, dont les salaires progressent moins vite que l'inflation, qui donc s'appauvrissent doucement, paient leur machine fabriquée en France 800 € ? Donc, il faut que les porteurs d'euros forts achètent grâce au yuan faible les produits bas de gamme. De son côté, pendant qu'on se plaignait de l'euro fort, Bernard Arnault a vu sa fortune doubler. Ça n'a donc pas dû gêner LVMH, ni l'ensemble de l'industrie du luxe. J'ajoute que si on veut réimplanter en France des industries de transformation, comme je ne crois pas qu'on découvre beaucoup de gisements miniers chez nous, il faudra importer les éléments de base sur les marchés mondiaux, où ils cotent en dollars. Il faudrait plus d'euros faibles pour en acheter la même quantité. Je reste obstinément sur le thème du livre : rassemblons-nous autour du bon sens. Cette lutte à mort entre les États-Unis et l'Europe à qui va ravager sa monnaie le premier est complètement kamikaze.

- Bien, bien. Je passe un peu vite sur vos idées de transférer les intérêts de la dette nationale sur les contribuables aisés, mais de manière remboursable, pour en arriver au plan de développement portant sur la construction de maisons écologiques à prix imbattable, à raison d'un programme national sur six ans, au gré de 200.000 maisons par an, grâce aux emphytéoses consenties par les collectivités.

- Vous avez tellement bien résumé que je ne vois rien à ajouter. Sauf que c'est complètement prouvé et réalisable. Si les politiques qui vont gouverner le pays lisent ce livre, et s'ils décidaient d'ignorer cette proposition, ils engageraient leur responsabilité. Je veillerai à ce qu'ils reçoivent le livre. Le public jugera et aura le dernier mot.

- Fortes paroles. On aura aussi observé les diverses réformes fiscales et juridiques que vous avez ajoutées. Avec une mention spéciale pour l'évaporation des dettes souveraines et la création de cent fonds publics d'investissement dans les métiers d'excellence française?

- Pour toutes les économies occidentales, je ne vois le salut que par la mise en place de "bad banks" pour envoyer aux oubliettes les dettes qui se creusent sans jamais pouvoir être remboursées. Et à l'échelon de la France, que nous repartions du bon pied en surmultipliant la croissance réelle grâce au secteur phare qui nous place en haut du podium.

- Vous intervenez dans des actions émérites dédiées à la protection des enfants

malades et handicapés. Qu'est ce qui vous poussé à vous engager en faveur de cette cause ?

- J'ai perdu ma mère des suites de la maladie d'Alzheimer, après une évolution insidieuse de plusieurs années. Mais une autre circonstance m'a confronté au problème du handicap dès mon enfance. Mon frère est né avec la seule maladie qui porte un numéro : la trisomie 21. Parce qu'il s'agit d'un syndrome qui concerne le chromosome 21 parmi les 46 chromosomes que possède l'humain. Une erreur d'information génétique, et la vie de toute une famille bascule.

- Vos interventions ne concernent pas que les enfants souffrant de maladies génétiques ?

- Je me sens interpellé par toutes sortes de situations sans chercher à différencier plusieurs types de détresse, dès lors que des enfants sont gravement malades ou souffrent de handicap. Je souhaite que nous défendions tous ensemble la protection des enfants gravement malades et handicapés.

- Il me reste à vous remercier pour la franchise de vos réponses ainsi que pour la fertilité de vos idées.

- Vous avez été une intervieweuse talentueuse. Je vous souhaite de tout cœur une grande réussite dans l'obtention de votre diplôme.



FONDATION MARK ELIE KLEIN

**69, avenue Winston-Churchill
1180 Bruxelles – Belgique**

TABLE DES MATIÈRES

- I ntroduction – P. 5**
- 1 – Ma motivation à écrire ce livre – P. 6**
- 2 – La création de ma première entreprise – P. 9**
- 3 – Les origines de la crise – P. 17**
- 4 – À pleins gaz vers l’enfer – P. 24**
- 5 – Banques : un casse à 4.000 milliards ! – P. 30**
- 6 – Il faut sauver le soldat banquier – P. 35**
- 7 – Le charme subtil de l’hypocrisie – P. 46**
- 8 – Reconstruire après la débâcle – P. 50**
- 9 – Les conséquences de ce qu’on ne fait pas sont les plus graves – P. 54**
- 10 – Quand les problèmes deviennent des solutions – P. 57**
- 11 – Le bal des impatientes – P. 64**
- 12 – C’est la lutte fiscale – P. 72**
- 13 – Imaginer l’inimaginable – P. 80**
- 14 – Les ingrédients du succès – P. 87**
- É pilogue – P. 92**

